

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22873]

16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, article 86 ;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : « IDESS », article 12, 2° ;

Vu le décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, article 17, § 4 ;

Vu le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, articles 1^{er}, alinéa 2, 6, alinéas 2, 4 et 5, 8, § 1^{er}, alinéa 2, 7°, 9, § 5, 11, alinéa 2, 12, alinéas 1^{er} et 3 à 6, 13, 14, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, alinéas 1^{er} et 5, et 3, alinéas 1^{er} à 3 et 5, 15, alinéa 4, 17, § 1^{er}, alinéa 2, 6°, 21, alinéa 3, 22, alinéa 1^{er}, 23, alinéa 2, 24, alinéas 1^{er} et 3, 25, alinéas 2, 3 et 5, 26, alinéas 1^{er} et 3 à 6, 27, 28, § 1^{er}, alinéa 2, 30, alinéa 1^{er}, 31, alinéa 2, 33, alinéa 1^{er}, 35, 36, alinéas 1^{er} et 3, 37, alinéas 1^{er} et 3, 38, alinéa 1^{er}, 39, alinéas 1^{er} à 3 et 5, 40, alinéas 3 à 6, 41, 42, alinéa 2, 43, alinéa 1^{er}, 7°, 48, alinéa 2, 49, 50, alinéas 1^{er}, 3° et 4°, 2 et 3, et 51, alinéas 1^{er} et 2 ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 469 ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement ;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, article 28/11 ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les dispositions générales d'exécution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur non marchand résultant de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations ;

Vu l'arrêté royal du 30 avril 2007 portant fixation des enveloppes pour l'emploi des jeunes dans le secteur non-marchand et sa répartition ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", article 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, article 16, alinéa 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2016 à destination des employeurs des services d'aide aux familles et aux aînés (SAFAS), modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, article 31, § 2, alinéa 2 ;

Vu l'arrête du Gouvernement wallon du 26 juin 2019 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, à destination des employeurs des services d'aide aux familles et aux aînés (SAFAS) ;

Vu Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 1595 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 2 juillet 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2021 ;

Vu l'avis n° 118/2021 de l'Autorité de protection des données du 8 juillet 2021 ;

Vu le rapport du 10 mai 2021 établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 70.311/4 du Conseil d'État, donné le 22 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales**Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la ministre : le ou la ministre ayant l'emploi dans ses attributions ;

2° le FOREM : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ;

3° le décret du 10 juin 2021 : le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ;

4° la loi du 24 décembre 1999 : la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi ;

5° le décret du 25 avril 2002 : le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement ;

6° la loi du 23 décembre 2005 : la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations ;

7° le demandeur d'emploi inoccupé : le demandeur d'emploi inoccupé, tel que visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, du décret du 10 juin 2021 ;

8° l'espace personnel : compte créé par l'employeur, dont l'authentification est garantie, sur le site dédié et mis à disposition par le Forem et par lequel l'employeur peut échanger et stocker de manière sécurisée des informations relatives à ses démarches auprès du Forem et concernant les travailleurs pour lesquels il est subventionné.

9° activité d'intérêt général : l'activité visée à l'article 43, alinéa 1^{er}, 8°, a) du décret du 10 juin 2021.

Art. 2. § 1^{er}. Est assimilé à un demandeur d'emploi inoccupé, la personne inscrite en tant que demandeur d'emploi auprès du Forem et qui est occupée :

1° en application des articles 60, § 7, et 61 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ;

2° en tant que travailleur titres-services en application de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité ;

3° en que travailleur ALE en application de la loi du 7 avril 1999 relative au contrat de travail ALE ;

4° en application de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion des chômeurs très difficiles à placer.

§ 2. Peut être assimilé à un demandeur d'emploi inoccupé, le travailleur engagé par l'employeur qui n'était pas inscrit au Forem à la veille de son engagement et qui, s'il avait été inscrit auprès du Forem à la veille de son engagement, aurait répondu à la définition du demandeur d'emploi inoccupé.

L'assimilation visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée, pour l'application du décret du 10 juin 2021 uniquement, sur demande du travailleur introduite auprès du Forem, aux conditions suivantes :

1° au moment de l'introduction de la demande, le travailleur qui sollicite l'assimilation visée à l'alinéa 1^{er} est inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès du Forem

2° à la veille de son engagement par l'employeur, le travailleur qui sollicite l'assimilation n'a pas atteint l'âge légal de la pension et répond à l'une des situations suivantes :

il ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal;

il est un travailleur à temps partiel involontaire, tel que visé à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Est réputée répondre à la condition visée à l'alinéa 2, 2°, a), le travailleur qui, au moment de l'introduction de sa demande, n'est déclaré occupé par aucun employeur au moyen de la Déclaration Immédiate à l'Office national de Sécurité sociale à la date de la veille de son engagement.

Art. 3. Lorsque le présent décret prévoit des délais exprimés en jour, il s'agit de jours calendriers.

Le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir. Tous les jours calendriers sont comptabilisés.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque le présent décret prévoit des délais exprimés en mois, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Si un délai se termine un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le dernier jour du délai est le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 4. Lorsque le présent arrêté prévoit une communication ou la notification d'une décision par le Forem à destination de l'employeur, sur son espace personnel, la communication ou la notification est revêtue d'une date dont l'exactitude et l'intégrité sont garanties par tout moyen répondant aux exigences de l'article 43 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sens du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE.

CHAPITRE 2. — *Subvention relative au maintien des emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi*

Section 1 — Modalités d'octroi

Art. 5. La ministre ou son délégué prend, sur proposition du Forem, une décision d'octroi pour tout employeur qui bénéficie d'une subvention en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021. Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel.

La décision d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 5, la subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021 est octroyée par la ministre, sur proposition du Forem, moyennant l'introduction, auprès du Forem, d'une demande de subvention par l'employeur, conformément au paragraphe 2.

§ 2. La demande de subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021 est introduite, auprès du Forem, par l'employeur, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur, sur son espace personnel, à compléter sa demande.

Lorsque la demande est incomplète, l'employeur dispose d'un délai de 30 jours pour la compléter. A défaut, la demande est classée sans suite.

Lorsque la demande est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° l'employeur est repris dans la liste, figurant en annexe, des employeurs visés à l'article 6, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021 et ne bénéficie pas d'une décision d'octroi d'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, en vigueur au 30 septembre 2021, prévue en exécution de la convention du 25 mars 2015 entre la Région wallonne et la Communauté française en matière d'emploi et d'accueil de la petite enfance ;

2° l'employeur a préalablement obtenu l'autorisation de l'Office de la naissance et de l'enfance pour l'ouverture de nouvelles places d'accueil en exécution de la convention du 25 mars 2015 précitée ;

3° la demande est introduite dans les 6 mois qui suivent le mois au cours duquel l'autorisation de l'Office de la naissance et de l'enfance, visée au 2°, est obtenue.

En cas d'irrecevabilité de la demande, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou à son délégué, le dossier complet, ainsi qu'une proposition de décision, dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La ministre ou son délégué prend une décision dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

La décision d'octroi entre en vigueur à la date de la notification de la décision à l'employeur.

§ 3. Le montant de la subvention visée à l'article 6, alinéa 2 du décret du 10 juin 2021 est calculé conformément à l'article 9 du même décret.

La liste visée à l'article 6, alinéa 2 du décret du 10 juin 2021, figurant en annexe, précise, pour l'application de la formule de calcul :

1° le nombre de points octroyés à l'employeur, correspondant au nombre d'équivalents temps plein pour lesquels l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002 était convenue, tel que prévu par la convention du 25 mars 2015 précitée, au bénéfice de l'employeur, multiplié par six ;

2° la valeur de la variable « D », correspondant au nombre d'équivalents temps plein pour lesquels l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002 était convenue, tel que prévu par la convention du 25 mars 2015 précitée, au bénéfice de l'employeur.

§ 4. Le nombre minimum d'équivalents temps plein pour lequel la subvention visée à l'article 6, alinéa 2 du décret du 10 juin 2021 est octroyée à l'employeur est égal au nombre d'équivalents temps plein pour lequel l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002 était convenue, tel que prévu par la convention du 25 mars 2015 précitée et repris en annexe du présent arrêté.

Art. 7. § 1^{er}. La décision d'octroi visée à l'article 5 fixe :

1° le montant de la subvention octroyée à l'employeur, calculé conformément aux articles 8 à 10 du décret du 10 juin 2021 et à l'article 9 ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 11 du décret du 10 juin 2021 et à l'article 10 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, en vertu de l'article 14 du décret du 10 juin 2021, calculé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2 ;

4° le cas échéant, le nombre maximum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, qui peut être occupé dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française.

§ 2. La décision d'octroi visée à l'article 6, § 2, alinéa 7, fixe :

1° le montant de la subvention octroyée à l'employeur, calculé conformément à l'article 6, § 3 ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimés en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 6, § 4 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, en vertu de l'article 14 du décret du 10 juin 2021, calculé conformément aux articles 12 et 13, § 3 ;

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, lorsqu'un employeur, bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention en vertu de l'article 6, alinéa 2 du même décret, la décision d'octroi visée à l'article 6, § 2, alinéa 7, prend la forme d'une décision modificative de la décision d'octroi visée au paragraphe 1^{er}.

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi visée au paragraphe 1^{er} est modifiée, comme suit, à dater de l'entrée en vigueur de la décision modificative visée à l'alinéa 1^{er} :

1° le montant de la subvention octroyée à l'employeur, visé au paragraphe 1^{er}, 1°, est augmenté du montant de la subvention octroyée à l'employeur en vertu de l'article 6, alinéa 2, du même décret, calculé conformément à l'article 6, § 3 ;

2° le nombre minimum de travailleurs pour lequel la subvention est octroyée, visé au paragraphe 1^{er}, 2°, est augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du même décret est octroyée, calculé conformément à l'article 6, § 4 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, visé au paragraphe 1^{er}, 3°, est augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du même décret est octroyée, calculé conformément à l'article 6, § 4.

§ 4. A partir du 1^{er} janvier 2023, le montant de la subvention octroyée en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021, tel que fixé par la décision d'octroi de la subvention dont bénéficie l'employeur, est indexé, au 1^{er} janvier de chaque année, en multipliant le montant de la subvention de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente, tout en ne dépassant pas le taux de croissance du crédit budgétaire afférent à l'année pour laquelle l'indexation de la subvention est calculée.

Lorsque l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} a cédé, tout ou partie, de sa subvention à un employeur cessionnaire, le montant de la subvention cédée conformément à la section 4 est indexé conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. § 1^{er}. En exécution des articles 8, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, et 17, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, du décret du 10 juin 2021, la valeur de la variable G, visée à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est fixée à 1,0800.

§ 2. En exécution de l'article 9, § 5, du décret du 10 juin 2021 :

1^o valeur de la variable « C », visée à l'article 9, § 1^{er}, 1^o, du même décret, calculée conformément à l'article 9, § 2, du même décret, est fixée :

- a) pour les employeurs relevant du secteur non marchand, à 0,9208 ;
- b) pour les employeurs relevant du secteur des pouvoirs publics, à 0,9645 ;

2^o la valeur de la variable « E », visée à l'article 9, § 1^{er}, 2^o, du même décret, calculée conformément à l'article 9, § 3, du même décret est fixée :

- a) pour les employeurs relevant du secteur non marchand, à 9807,65 euros. ;
- b) pour les employeurs relevant du secteur des pouvoirs publics, à 7860,66 euros ;

3^o la valeur de la variable « F », visée à l'article 9, § 1^{er}, 3^o, du même décret, calculée conformément à l'article 9, § 4, du même décret, est fixée :

- a) pour les employeurs relevant du secteur non marchand, à 0,9646 ;
- b) pour les employeurs relevant du secteur des pouvoirs publics, 0,9813.

Art. 9. Pour l'application de l'article 8 du décret du 10 juin 2021 :

1^o lorsque le taux de subventionnement, calculé conformément à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, de l'employeur, visé à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, du même décret, est inférieur au taux de subventionnement moyen du secteur des pouvoirs publics, visé à l'article 8, § 2, 1^o, b), le taux de subventionnement moyen de l'employeur est calculé sur la base des 2 années les plus avantageuses pour l'employeur entre 2017, 2018 et 2019, sans pouvoir dépasser le taux de subventionnement moyen du secteur des pouvoirs publics, visé à l'article 8, § 2, 1^o, b) ;

2^o la valeur de la variable D, visée à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, 4^o du décret du 10 juin 2021, pour les employeurs visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, du même décret, ne peut pas être inférieure au nombre de points octroyés à l'employeur au 30 septembre 2021 divisé par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

3^o lorsque le taux d'occupation, calculé conformément à l'article 8, § 6, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, de l'employeur, visé à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, du même décret, est inférieur au taux d'occupation moyen du secteur des pouvoirs publics, visé à l'article 8, § 2, 3^o, b), la variable F est calculée sur la base des 2 années les plus avantageuses pour l'employeur entre 2017, 2018 et 2019, sans pouvoir dépasser le taux d'occupation moyen du secteur des pouvoirs publics, visé à l'article 8, § 2, 3^o, b).

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019 est calculé comme suit :

$(Po\ Empl\ 2017 + Po\ Empl\ 2018 + Po\ Empl\ 2019) / (ETPR\ Empl\ 2017 + ETPR\ Empl\ 2018 + ETPR\ Empl\ 2019)$

Pour l'application de l'alinéa 2, l'on entend par :

1^o le Po Empl : le « Po Empl » est égal au nombre moyen de points octroyés à l'employeur au cours de l'année concernée ;

2^o le ETPR Empl : le « ETPR Empl » est égal au nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés de l'employeur et occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française au cours de l'année concernée.

Art. 10. Pour l'application de l'article 11, alinéa 3, du décret du 10 juin 2021, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du même décret, ne peut être inférieur à cinq.

Section 2 — Recalcul de la subvention

Art. 11. Pour le 15 juin 2022 au plus tard, le Forem recalcule, conformément à l'article 15, alinéa 4, du décret du 10 juin 2021, la subvention octroyée en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret, pour les employeurs répondant aux conditions fixées par l'article 15, alinéas 1 à 3, du même décret.

Lorsque, suite au recalcul visé à l'alinéa 1^{er}, le montant de la subvention, tel que fixé par la décision d'octroi visée à l'article 7, § 1^{er}, doit être adapté, le Forem transmet, à la ministre ou son délégué, une décision modificative de la décision d'octroi visée à l'article 7, § 1^{er}.

La ministre ou son délégué prend une décision modificative du montant de la subvention, visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En application de l'alinéa 3, la décision d'octroi visée à l'article 7, § 1^{er}, est modifiée comme suit : le montant de la subvention octroyée à l'employeur, visé à l'article 7, § 1^{er}, 1^o, est remplacé par le montant calculé conformément à l'article 15 du décret du 10 juin 2021.

La décision visée à l'alinéa 3 entre en vigueur, avec effet rétroactif, au 1^{er} janvier 2022.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Section 3 — Volume global de l'emploi de référence

Art. 12. Le volume global de l'emploi de référence, visé à l'article 14 du décret du 10 juin 2021, est calculé, conformément à l'article 13, sur la base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date du 30 septembre 2021, en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, et selon les modalités suivantes :

1^o seuls les travailleurs suivants, quelle que soit l'unité d'établissement où ils sont occupés, déclarés selon les codes ONSS travailleur correspondants, sont pris en compte dans le calcul du volume global de l'emploi de référence :

- a. 012 Ouvriers handicapés ;
- b. 015 Ouvriers ordinaires ;
- c. 024 Contractuels subventionnés, travailleurs manuels déclarés sur base d'une rémunération réelle ;

- d. 025 Contractuels subventionnés, travailleurs manuels handicapés déclarés sur base d'une rémunération réelle, occupés dans des ateliers protégés ;
- e. 101 Travailleurs manuels contractuels ;
- f. 104 Travailleurs manuels contractuels handicapés occupés dans un atelier protégé ;
- g. 111 Travailleurs manuels ACS – CONTINGENT ;
- h. 112 Travailleurs manuels ACS – PROJETS ;
- i. 113 Travailleurs manuels ACS - administrations publiques ;
- j. 114 Travailleurs manuels contractuels subventionnés ;
- k. 201 Travailleurs intellectuels contractuels ;
- l. 204 Travailleurs intellectuels contractuels handicapés occupés dans une entreprise de travail adapté ;
- m. 211 Travailleurs intellectuels ACS – CONTINGENT ;
- n. 212 Travailleurs intellectuels ACS – PROJETS ;
- o. 213 Travailleurs ; intellectuels ACS - administrations publiques ;
- p. 214 Travailleurs intellectuels contractuels subventionnés ;
- q. 484 Contractuels subventionnés travailleurs intellectuels occupés par les pouvoirs publics et autres établissements, associations et sociétés assimilés ;
- r. 485 Contractuels subventionnés, travailleurs intellectuels handicapés, occupés dans des ateliers protégés agréés ;
- s. 492 Intellectuels handicapés ;
- t. 495 Intellectuels ordinaires ;
- u. 601 : Définitifs ;
- v. 604 : Définitifs - travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé ;
- w. 608 : Stagiaires en vue d'une nomination à titre définitif - régime de vacances secteur privé ;
- x. 609 : Stagiaires en vue d'une nomination à titre définitif - régime de vacances secteur public ;
- y. 675 : Statutaires du secteur public ;

2° par dérogation au 1°, les apprentis sont exclus du calcul du volume global de l'emploi, sur la base des codes ONSS relatifs aux types d'apprentissage ;

3° ne sont pas prises en compte les indemnités qui sont payées au travailleur lorsqu'il est mis fin au contrat de travail et qui sont exprimées en temps de travail, reprises sous le code ONSS rémunération ;

4° sur la base de l'ensemble des codifications des données des temps de travail déclarées par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale.

Art. 13. § 1^{er}. Le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter, en vertu de l'article 14 du décret du 10 juin 2021, est égal à la somme du nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours des années 2017, 2018 et 2019, calculé en équivalents temps plein conformément aux modalités fixées à l'article 12, divisé par trois.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'employeur a bénéficié d'une aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019, pour une période égale ou supérieure à 12 mois et inférieure à 36 mois, le volume de global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter, en vertu de l'article 14 du décret du 10 juin 2021, est égal à la somme du nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours de chaque trimestre pour lequel l'employeur a bénéficié, entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019, de l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, calculé en équivalents temps plein conformément aux modalités fixées à l'article 12, divisé par le nombre de trimestres pour lesquels l'employeur a bénéficié entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019 de l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque l'employeur ne bénéficiait pas d'une aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2019, ou en a bénéficié pour une période inférieure à 12 mois, le volume global de l'emploi de référence est égal au nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021, calculé en équivalents temps plein conformément aux modalités fixées à l'article 12.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'employeur a, au 30 juin 2021, une existence inférieure à 12 mois, le volume global de l'emploi de référence est égal à la somme du nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur pour chaque trimestre situé entre le premier trimestre à partir duquel l'employeur occupe des travailleurs et le 30 juin 2021, calculé en équivalents temps plein conformément aux modalités fixées à l'article 12, divisé par le nombre de trimestre au cours desquels l'employeur a occupé des travailleurs entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque l'employeur a, au 30 septembre 2021, des points cédés à un employeur cessionnaire en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 et que l'employeur n'utilise pas la faculté offerte par l'article 28 du décret du 10 juin 2021, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter est égal au volume global de l'emploi de référence, calculé conformément au paragraphe 1^{er}, augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de subvention était octroyée en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 en date du 30 septembre 2021.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, lorsque la décision de réception de point APE, en vigueur au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, ne précise pas le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter par l'employeur cessionnaire, le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est cédée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021, est obtenu en divisant le nombre de points cédés par l'employeur cédant à l'employeur cessionnaire, au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 2, le nombre moyen de points par équivalents temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021, ne peut être inférieur à cinq.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er} et à l'article 12, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur, bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021, est tenu de respecter est égal à la somme de son effectif de référence, tel que fixé conformément à l'alinéa 2, et du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée à l'employeur, en vertu de l'article 6, alinéa 2, du même décret, fixé conformément à l'article 6, § 4.

L'effectif de référence de l'employeur visé à l'alinéa 1^{er} est égal au nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédant la date d'introduction de la demande visée à l'article 6, § 2.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'employeur visé à l'alinéa 1^{er} a une existence inférieure à 12 mois, l'effectif de référence est égal à la somme du nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur pour chaque trimestre situé entre le premier trimestre à partir duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande subvention visée à l'article 6, § 2, divisé par le nombre de trimestre au cours desquels l'employeur a occupé des travailleurs entre le 1^{er} premier trimestre au cours duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande de subvention visée à l'article 6, § 2.

L'effectif de référence visé à l'alinéa 2 ou 3 est calculé sur la base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date d'introduction de la demande de subvention visée à l'article 6, § 2, en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de sécurité sociale, et selon les modalités fixées aux 1^o à 4^o de l'article 12.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, lorsque l'employeur bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention en vertu de l'article 6, alinéa 2 du même décret, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter, à partir de l'entrée en vigueur de la décision modificative visée à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, est égal au volume global de l'emploi de référence fixé conformément au paragraphe 1 et 2, augmenté du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée à l'employeur en vertu de l'article 6, alinéa 2 du même décret, fixé conformément à l'article 6, § 4.

Art. 14. § 1^{er}. En application de l'article 14, § 2, alinéa 5, du décret du 10 juin 2021, l'employeur bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, du même décret peut introduire, au plus tard pour le 30 septembre 2022, une demande de recalcule de son volume global de l'emploi de référence, fixé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter, sur son espace personnel, sa demande dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsque le nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours de l'année 2021, calculé sur base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date du 30 septembre 2022, en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, selon les modalités fixées aux 1^o à 4^o de l'article 12, est inférieur au volume global l'emploi de référence, calculé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2.

§ 3. En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, pour le 30 octobre 2022 au plus tard, à la ministre ou son délégué, le dossier complet, ainsi qu'une proposition de décision, dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

Le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter est égal au nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours de l'année 2021, calculé sur la base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date du 30 septembre 2022, en prenant compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, selon les modalités fixées aux 1^o à 4^o de l'article 12.

Pour l'application de l'alinéa 3, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter ne peut être inférieur à la somme de l'effectif de référence et des équivalents temps octroyés, tels que fixés par les décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi en vigueur au 30 septembre 2021 dont bénéficie l'employeur en vertu du décret du 25 avril 2002.

La ministre ou son délégué prend une décision modificative du volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter en vertu de l'article 14 du décret du 10 juin 2021, dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En application de l'alinéa 5, la décision d'octroi visée à l'article 7, § 1^{er}, est modifiée comme suit : le volume global de l'emploi de référence, visé à l'article 7, § 1^{er}, 3^o, est remplacé par le volume global de l'emploi de référence fixé conformément aux alinéas 3 et 4.

La décision modificative visée à l'alinéa 5 entre en vigueur, avec effet rétroactif, au 1^{er} janvier 2022.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Section 4 — Cession de la subvention

Sous-section 1 — Nouvelle cession de subvention

Art. 15. § 1^{er}. A partir du 1^{er} avril 2022, l'employeur, bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021, peut introduire une demande de cession de sa subvention, en tout ou en partie, à titre temporaire ou à titre définitif, pour une durée déterminée ou indéterminée, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem.

La demande de cession de la subvention comprend :

- 1° le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des entreprises de l'employeur au bénéfice duquel la cession de la subvention est sollicitée ;
- 2° les motifs pour lesquels la cession est sollicitée ;
- 3° le montant de la subvention pour laquelle la cession de la subvention est sollicitée ;
- 4° le caractère temporaire ou définitif de la cession et, lorsqu'il s'agit d'une cession temporaire à durée déterminée, la période pour laquelle la subvention est cédée ;
- 5° lorsque la demande de cession de la subvention intervient dans le cadre d'un transfert de personnel, le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, transféré de l'employeur cédant à l'employeur en faveur duquel la cession est sollicitée, ainsi que la liste des travailleurs transférés ;
- 6° l'activité d'intérêt général à laquelle le ou les travailleurs subventionnés sont affectés ;
- 7° lorsque la demande de cession est introduite dans le cadre d'une fusion, scission ou cession d'activités de l'employeur cédant vers l'employeur cessionnaire, la date effective de la fusion, scission ou cession d'activités.

§ 2. Dans les dix jours à dater de la réception de la demande de cession, le Forem en accuse réception et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, lorsque que le dossier demeure incomplet, la demande de cession de la subvention est classée sans suite.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 2, alinéa 2, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem invite l'employeur, au bénéfice duquel la cession de la subvention est sollicitée, à confirmer, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le contenu et le modèle sont déterminés par la Ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem, la demande de cession de la subvention à son bénéficiaire, dans un délai de trente jours.

Lors de la confirmation de la demande de cession de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, l'employeur au bénéfice duquel la cession de la subvention est envisagée précise l'activité d'intérêt général à laquelle seront affectés les travailleurs pour lesquelles la cession de la subvention est sollicitée.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est classée sans suite.

Dans les dix jours à dater de la réception de la confirmation de la demande de cession par l'employeur en faveur duquel la cession est sollicitée, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande, sur son espace personnel, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 4, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1 à 3, lorsqu'un employeur, bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021, cesse d'avoir une existence légale, suites à l'absorption de ses activités par une nouvelle entité juridique, l'employeur absorbant peut, à partir du 1^{er} avril 2022, introduire une demande de cession, à son profit, de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021 dont bénéficiait l'employeur absorbé.

La demande de cession de la subvention comprend :

- 1° le numéro d'identification à la Banque-Carrefour des entreprises de l'employeur absorbé ;
- 2° les motifs pour lesquels la cession est sollicitée, ainsi que les documents attestant la reprise des activités de l'employeur absorbé par l'employeur absorbant, ainsi que la date effective de la reprise des activités ;
- 3° le montant de la subvention pour laquelle la cession de la subvention est sollicitée ;
- 4° le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, transféré de l'employeur absorbé à l'employeur absorbant, ainsi que la liste des travailleurs transférés ;
- 5° l'activité d'intérêt général à laquelle le ou les travailleurs subventionnés étaient affectés chez l'employeur absorbé et celle à laquelle ils seront affectés chez l'employeur absorbant.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande de cession de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, le Forem en accuse réception et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, lorsque que le dossier demeure incomplet, la demande de cession de la subvention est classée sans suite.

§ 5. Lorsque la demande de cession est confirmée dans le délai visé au paragraphe 3, ou introduite conformément au paragraphe 4, le Forem vérifie la recevabilité de la demande. La demande est recevable lorsque :

- 1° l'employeur en faveur duquel la cession de la subvention est sollicitée est un employeur visé à l'article 2, § 1^{er}, 1° ou 2°, du décret du 10 juin 2021 ;
- 2° l'employeur en faveur duquel la cession de subvention est sollicitée respecte les conditions fixées à l'article 21 du décret du 10 juin 2021.

En cas d'irrecevabilité de la demande, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

§ 6. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet, ainsi qu'une proposition de décisions, dans les vingt-cinq jours de la réception, par le Forem, de la confirmation de la demande de cession de la subvention conformément au paragraphe 3 ou de la demande de cession de la subvention conformément au paragraphe 4.

La ministre ou son délégué se prononce sur la demande cession de la subvention dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem et prend une décision de refus ou, en cas d'octroi de la demande de cession de la subvention, une décision d'octroi de cession de la subvention pour l'employeur cédant et une décision de réception de cession de la subvention pour l'employeur cessionnaire.

La ministre ou son délégué refuse la cession qui n'est pas effectuée pour la même activité d'intérêt général que celle pour laquelle l'employeur cessionnaire bénéficie de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021, sauf avis favorable de la Commission interministérielle visée à l'article 48 du décret du 10 juin 2021. Le Forem notifie à l'employeur, sur son espace personnel, la décision qui le concerne, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Les décisions d'octroi entrent en vigueur le 1^{er} jour du trimestre qui suit la notification de la décision à l'employeur.

Par dérogation à l'alinéa 4, lorsque la demande de cession de la subvention est introduite dans le cadre d'une fusion, scission ou cession d'activités, intervenues entre le 1^{er} janvier 2022 et le 30 juin 2022, les décisions d'octroi entrent en vigueur à la date effective de la fusion, scission ou cession des activités de l'employeur cédant vers l'employeur cessionnaire.

Le Forem notifie à chaque employeur, sur son espace personnel, la décision qui le concerne, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Art. 16. § 1^{er}. La décision d'octroi de réception de cession de la subvention, visée à l'article 15, § 6, alinéa 2, fixe pour l'employeur cessionnaire :

1° le montant de la cession de la subvention octroyée à l'employeur cessionnaire ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, en application de l'article 26 du décret du 10 juin 2021, calculé conformément à l'article 17, § 1^{er} ;

4° la durée d'octroi de la cession de la subvention.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque l'employeur cessionnaire bénéficie, au moment de l'entrée en vigueur de la cession de la subvention fixée conformément à l'article 15, § 6, alinéa 4 ou 5, d'une décision d'octroi de la subvention visée de l'article 6 du décret du 10 juin 2021, la décision d'octroi de réception de cession de la subvention, visée à l'article 15, § 6, alinéa 2, prend la forme d'une décision modificative de la décision d'octroi visée à l'article 7.

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi, visée à l'article 7, de la subvention octroyée en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin, est modifiée, à dater de l'entrée en vigueur de la décision fixée conformément à l'article 15, § 6, alinéa 4 ou 5, comme suit :

1° le montant de la subvention octroyée à l'employeur cessionnaire, en vertu de l'article 6 du même décret, est augmenté du montant de la cession de la subvention qui lui est octroyée en vertu de l'article 21 du même décret ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée en vertu de l'article 6 du même décret est augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention est octroyée en vertu de l'article 21 du même décret, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, en vertu des articles 14 et 27 du décret du 10 juin 2021, est fixé conformément à l'article 17, § 2.

§ 3. La décision d'octroi de réception de la cession de la subvention, visée au paragraphe 1^{er}, et la décision modificative, visée au paragraphe 2, cessent de produire leurs effets, de plein droit, à l'extinction de la durée d'octroi de la cession de subvention octroyée en vertu de l'article 21 du décret du 10 juin 2021.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à la subvention cédée par l'employeur cédant à l'employeur cessionnaire à titre définitif.

Art. 17. § 1^{er}. Le volume global de l'emploi de référence que l'employeur cessionnaire est tenu de maintenir est égal à la somme de son effectif de référence, tel que fixé conformément à l'alinéa 2, et du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention est octroyée à l'employeur, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021.

L'effectif de référence visé à l'alinéa 1^{er} est égal au nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédant la date d'introduction de la demande visée à l'article 15, § 1^{er}, ou 4.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'employeur visé à l'alinéa 1^{er} a une existence inférieure à 12 mois, l'effectif de référence est égal à la somme du nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur pour chaque trimestre situé entre le premier trimestre à partir duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande de cession de la subvention visée à l'article 15, § 1^{er}, ou 4, divisé par le nombre de trimestres entre le 1^{er} premier trimestre au cours duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande de cession subvention visée à l'article 15, § 1^{er}, ou 4.

L'effectif de référence visé à l'alinéa 2 ou 3 est calculé sur base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date d'introduction de la demande de cession de la subvention visée à l'article 15, § 1^{er}, ou 4, en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, et selon les modalités fixées aux 1° à 4° de l'article 12.

En cas de cession de la subvention dans le cadre d'un transfert d'activité de l'employeur cédant vers l'employeur cessionnaire, l'effectif de référence, calculé conformément aux alinéas 2 à 4, de l'employeur cessionnaire est, pour la durée de la cession, augmenté du nombre total de travailleurs de l'employeur cédant transférés vers l'employeur cessionnaire, exprimé en équivalents temps plein et diminué du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsque l'employeur cessionnaire bénéficie d'une subvention en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir en vertu des articles 14 et 27 du décret du 10 juin 2021, est égal au volume global de l'emploi de référence, tel que fixé dans la décision d'octroi visé à l'article 7, additionné du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du même décret.

En cas de cession de la subvention dans le cadre d'un transfert d'activités de l'employeur cédant vers l'employeur cessionnaire, le volume global de l'emploi de référence de l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'alinéa 1^{er} est, pour la durée de la cession, augmenté du nombre total de travailleurs de l'employeur cédant transférés vers l'employeur cessionnaire, exprimé en équivalents temps plein et diminué du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de subvention est octroyée, tel calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021.

Art. 18. La décision d'octroi de cession de la subvention de l'employeur cédant, visée à l'article 15, § 6, alinéa 2, prend la forme d'une décision modificative de la décision d'octroi de l'employeur cédant visée à l'article 7

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi, visée à l'article 7, de l'employeur cédant est modifiée, à dater de l'entrée en vigueur de la décision, fixée conformément à l'article 15, § 6, alinéa 4 ou 5, et pour la durée de la cession, comme suit :

1° le montant de la subvention octroyée à l'employeur cédant, en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021, est diminué du montant de la subvention cédée à l'employeur cessionnaire en vertu de l'article 21 du même décret ;

2° le nombre minimum de travailleurs, pour lequel la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021 est octroyée, est diminué du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention est octroyée à l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021 ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, est diminué du nombre de travailleurs pour lequel la cession de la subvention est accordée, fixé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021.

En cas de cession de la subvention dans le cadre d'un transfert d'activités de l'employeur cédant vers l'employeur cessionnaire, le volume global de l'emploi de référence de l'employeur cédant, fixé conformément à l'alinéa 2, 3°, est, pour la durée de la cession, diminué du nombre total de travailleurs de l'employeur cédant transférés vers l'employeur cessionnaire et augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est cédée, calculé conformément à l'article 23, alinéas 2 et 3, du décret du 10 juin 2021.

La décision modificative visée à l'alinéa 1^{er} cesse de produire ses effets, de plein droit, à l'extinction de la durée d'octroi de la cession de la subvention octroyée en vertu de l'article 21 du décret du 10 juin 2021.

L'alinéa 4 ne s'applique pas à la subvention cédée par l'employeur cédant à l'employeur cessionnaire à titre définitif.

Sous-section 2 — Maintien des cessions

Art. 19. § 1^{er}. L'employeur qui, au 30 septembre 2021, a cédé des points à un employeur cessionnaire, en application de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, peut demander le maintien de la cession de point et sa conversion en une cession de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021, pour le 1^{er} janvier 2022, conformément à l'article 28 du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, est réputée en vigueur au 30 septembre 2021, la cession de points, pour laquelle la demande a été introduite avant le 30 septembre 2021 et qui a été octroyée entre le 1^{er} octobre 2021 et le 31 décembre 2021 en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002.

L'employeur qui désire faire application de l'alinéa 1^{er} en informe le Forem, pour le 30 novembre 2021 au plus tard, via son espace personnel.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque la cession de la subvention est réputée entrée en vigueur au 30 septembre 2021 en application de l'alinéa 2, l'employeur cédant est irréfragablement réputé maintenir la subvention octroyée en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 et la convertir, au 1^{er} janvier 2022, en une cession de subvention visée à l'article 6.

§ 2. Le Forem vérifie la recevabilité de la demande de l'employeur qui sollicite l'application de l'article 28 du décret du 10 juin 2021. La demande est recevable lorsque l'employeur a des points cédés, au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, au bénéfice de l'employeur pour lequel le maintien de la cession de points et sa conversion en une cession de subvention sont sollicitées.

En cas d'irrecevabilité de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

§ 3. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décisions.

La ministre ou son délégué prend une décision d'octroi de cession de la subvention pour l'employeur cédant et une décision d'octroi de réception de cession de la subvention pour l'employeur cessionnaire. Les décisions sont octroyées pour une durée indéterminée.

Les décisions d'octroi visées à l'alinéa 2 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Le Forem notifie à chaque employeur, sur son espace personnel, la décision qui le concerne, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Art. 20. § 1^{er}. La décision d'octroi de réception de cession de la subvention, visée à l'article 19, § 3, alinéa 2, fixe, pour l'employeur cessionnaire :

1° le montant de la cession de la subvention octroyée à l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 28, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021 ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents plein, conformément à l'article 28, § 2, alinéa 2, du même décret, pour lequel la cession de la subvention est octroyée ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur cessionnaire est tenu de maintenir, en vertu de l'article 26 du décret du 10 juin 2021, calculé selon les mêmes modalités que celles prévues aux articles 12 et 13, §§ 1^{er} et 2 ;

4° le cas échéant, le nombre maximum de travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée qui peuvent être occupés dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française ;

5° la durée d'octroi de la cession de la subvention.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque la cession de points, en vertu de laquelle l'employeur sollicite l'application de l'article 28 du décret du 10 juin 2021, est réputée entrée en vigueur au 30 septembre 2021 en application 17, § 1^{er}, alinéa 2, le montant de la cession de la subvention octroyée est égal au résultat du nombre de points réputés cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, divisé par le nombre de points octroyés à l'employeur cédant en vertu décret du 25 avril 2002, au 30 septembre 2021, multiplié par le montant de la subvention annuelle dont bénéficie ce dernier en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, lorsque la décision de réception de point APE, en vigueur au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, ne précise pas le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter par l'employeur cessionnaire, le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est cédée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021 est obtenu en divisant le nombre de points cédés par l'employeur cédant à l'employeur cessionnaire, au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 3, lorsque l'employeur cessionnaire est réputé disposer de points cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire correspond au nombre moyen de point octroyé par équivalents temps plein réalisé par l'employeur cédant, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application des alinéas 3 et 4, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire ou l'employeur cédant, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021, ne peut être inférieur à cinq

L'employeur cessionnaire visé à l'alinéa 1^{er}, à l'exception de l'employeur cessionnaire réputé disposer de points cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, peut introduire une demande de modification de son volume global de l'emploi de référence, aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 14.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3^o, en cas de modification du volume global de l'emploi de référence en application de l'alinéa 6, le volume global de l'emploi de référence que l'employeur cessionnaire, visé à l'alinéa 1^{er}, est tenu de maintenir, en vertu de l'article 26 du décret du 10 juin 2021, est calculé selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 14, § 3, alinéas 3 et 4.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3^o, lorsque l'employeur cessionnaire est réputé disposer de points cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, le volume global de l'emploi de référence de l'employeur cessionnaire, calculé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2, est augmenté du nombre minimum d'équivalents temps plein pour lequel la cession de subvention est octroyée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque l'employeur cessionnaire bénéficie, au moment de l'entrée en vigueur de la cession de la subvention, fixée conformément à l'article 19, § 3, alinéa 3, d'une décision d'octroi de la subvention en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021, la décision d'octroi de la demande de réception de la cession prend la forme d'une décision modificative de la décision d'octroi visée à l'article 7.

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi, visée à l'article 7, de la subvention octroyée en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021 est modifiée, à dater de l'entrée en vigueur de la décision de cession de la subvention, fixée conformément à l'article 19, § 3, alinéa 3, et pour la durée de la cession de la subvention, comme suit :

1^o le montant de la subvention octroyée à l'employeur cessionnaire, en vertu de l'article 6 du même décret, est augmenté du montant de la cession qui lui est octroyée en vertu de l'article 28 du même décret ;

2^o le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lesquels la subvention est octroyée en vertu de l'article 6 du même décret est augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps, pour lesquels la cession de subvention est octroyée, calculé conformément à l'article 28, § 2, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021 ;

3^o le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir, en vertu des articles 14 et 27 du décret du 10 juin 2021 est égal au volume de l'emploi de référence, calculé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2.

Par dérogation à l'alinéa 2, 1^o, lorsque la cession de point en vertu de laquelle l'employeur sollicite l'application de l'article 28 du décret du 10 juin 2021 est réputée entrée en vigueur au 30 septembre 2021 en application 19, § 1^{er}, alinéa 2, le montant de la cession de subvention octroyée en vertu de l'article 28 est égal au résultat du nombre de points réputés cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2 divisé par le nombre de point octroyé en vertu décret du 25 avril 2002, au 30 septembre 2021, à l'employeur cédant, multiplié par le montant de la subvention annuelle dont bénéficie ce dernier en vertu de l'article 6, alinéa 1^{er}, 1^o du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 2, 2^o, lorsque la décision de réception de points, en vigueur au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, ne précise pas le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter par l'employeur cessionnaire, le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est cédée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021 est obtenu en divisant le nombre de points cédés par l'employeur cédant à l'employeur cessionnaire, au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application de l'alinéa 4, lorsque l'employeur cessionnaire est réputé disposer de points cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, le nombre moyen de points par équivalent temps réalisé par l'employeur cessionnaire correspond au nombre moyen de point octroyé par équivalents temps plein réalisé par l'employeur cédant, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4, du décret du 10 juin 2021.

Pour l'application des alinéas 4 et 5, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur cessionnaire ne peut être inférieur à cinq.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3^o, lorsque l'employeur cessionnaire est réputé disposer de points cédés au 30 septembre 2021 en application de l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, le volume global de l'emploi de référence de l'employeur cessionnaire, calculé conformément aux articles 12 et 13, §§ 1 et 2, est augmenté du nombre minimum d'équivalents temps plein pour lequel la cession de subvention est octroyée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021.

§ 3. La décision d'octroi de réception de cession de la subvention visée au paragraphe 1^{er} et la décision modificative visée au paragraphe 2 cessent de produire leurs effets, de plein droit, à l'extinction de la durée d'octroi de la cession de la subvention octroyée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021.

Art. 21. La décision d'octroi de cession de la subvention de l'employeur cédant, visée à l'article 19, § 3, alinéa 2, prend la forme d'une décision modificative de la décision d'octroi de l'employeur cédant, visée à l'article 7.

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi, visée à l'article 7, de l'employeur cédant, est modifiée, à dater de l'entrée en vigueur de la décision, fixée conformément à l'article 19, § 3, alinéa 4, et pour la durée de la cession, comme suit :

1^o le montant de la subvention octroyée à l'employeur cédant, en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021 est diminué du montant de la subvention cédée à l'employeur cessionnaire en vertu de l'article 28 du même décret ;

2° le nombre minimum de travailleurs pour lesquels la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021 est octroyée est diminué du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de subvention est octroyée en vertu de l'article 28.

La décision modificative visée à l'alinéa 1^{er} cesse de produire ses effets, de plein droit, à l'extinction de la durée d'octroi de la cession de subvention octroyée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021.

Sous-section 3 — Extinction de la cession de subvention

Art. 22. § 1^{er}. L'employeur cédant et l'employeur cessionnaire peuvent mettre fin, de commun accord, à la cession de subvention octroyée à titre temporaire, selon les modalités prévues au présent paragraphe.

La demande de fin de la cession de la subvention est introduite auprès du Forem par l'employeur cédant, via son espace personnel. Dans les 10 jours de l'introduction de la demande, le Forem invite l'employeur cessionnaire, sur son espace personnel, à confirmer la demande de fin de la cession de la subvention, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, la demande est classée sans suite par le Forem qui en informe les employeurs.

Lorsque la demande de fin de la cession de la subvention est confirmée par l'employeur cessionnaire endéans le délai visé à l'alinéa 2, le Forem transmet, à la Ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décisions.

La ministre ou son délégué prend une décision de fin d'octroi de la cession de subvention entre l'employeur cédant et l'employeur cessionnaire.

Le Forem notifie à chaque employeur, sur son espace personnel, la décision qui le concerne, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

La décision de fin de la cession entre en vigueur le 1^{er} jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel l'employeur cessionnaire confirme la demande de fin de cession introduite par l'employeur cédant.

§ 2. L'employeur cédant peut mettre fin à la cession de la subvention octroyée à titre temporaire, pour une durée indéterminée, à tout moment, moyennant l'introduction d'une demande auprès du Forem, via son espace personnel. L'employeur cédant informe l'employeur cessionnaire de sa décision.

Le Forem notifie la décision de fin de la cession de la subvention aux employeurs, sur leur espace personnel, dans les dix jours de la réception de la demande complète envoyée par l'employeur cédant.

La cession de subvention prend fin le dernier jour du trimestre qui suit le trimestre au cours duquel le Forem a réceptionné la demande complète envoyée par l'employeur cédant.

Art. 23. § 1^{er}. L'employeur cédant qui souhaite renouveler une cession de subvention à durée déterminée introduit une demande trois mois avant l'échéance de la cession de subvention, via son espace, au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} précise la durée pour laquelle le renouvellement de la cession de la subvention est sollicitée.

§ 2. Dans les dix jours à dater de la réception de la demande de renouvellement de la cession de la subvention, le Forem en accuse réception et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, lorsque que le dossier demeure incomplet, la demande de cession de la subvention est classée sans suite.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 2, alinéa 2, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1, est complète, le Forem invite l'employeur, au bénéficiaire duquel la cession de subvention est envisagée, à confirmer, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le contenu et le modèle sont déterminés par la Ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem, la demande de renouvellement de la cession de la subvention octroyée à son bénéfice, dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est classée sans suite.

§ 4. Lorsque la demande de renouvellement de la cession est confirmée, dans le délai visé au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, par l'employeur au bénéfice duquel le renouvellement de la cession de la subvention est sollicité, le Forem vérifie la recevabilité de la demande. La demande est recevable lorsque :

1° l'employeur cessionnaire est un employeur visé à l'article 2, § 1^{er}, 1° ou 2°, du décret du 10 juin 2021 ;

2° l'employeur cessionnaire respecte les conditions fixées à l'article 21 du décret du 10 juin 2021 ;

3° l'employeur cessionnaire exerce les mêmes activités d'intérêt général que celles pour lesquelles l'employeur cessionnaire bénéficie de la subvention visée à l'article 6 du décret du 10 juin 2021.

En cas d'irrecevabilité de la demande, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

§ 5. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décisions dans les vingt-cinq jours de la réception, par le Forem, de la confirmation de la demande de cession de la subvention de l'employeur au bénéficiaire duquel le renouvellement de la cession de la subvention est sollicité.

La ministre ou son délégué se prononce sur la demande de renouvellement de la cession de la subvention dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem et prend une décision de refus ou, en cas d'octroi, une décision de renouvellement de la décision d'octroi de la cession de la subvention pour l'employeur cédant et une décision de renouvellement de réception de cession de la subvention pour l'employeur cessionnaire.

Le renouvellement de la cession de la subvention est octroyé aux mêmes conditions que celles prévues pour la cession initiale de la subvention. La décision d'octroi de cession de la subvention et la décision d'octroi de réception de la subvention, établies conformément aux articles 17 à 19 ou 20 et 21, sont prolongée pour la durée pour laquelle la demande de renouvellement est introduite, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Le Forem notifie à employeur, sur son espace personnel, la décision qui le concerne, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Les décisions de renouvellement visées à l'alinéa 2 entrent en vigueur à l'échéance de la décision d'octroi de la cession de la subvention et de la décision d'octroi de réception de la cession pour lesquelles le renouvellement de la cession de la subvention est sollicité.

Art. 24. A l'échéance de la cession de la subvention octroyée en vertu de l'article 28 du décret du 10 juin 2021, le volume global de l'emploi de référence de l'employeur cédant, calculé conformément à l'article 14 du même décret, est augmenté du nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention qui s'éteint était octroyée.

La Ministre prend, sur proposition du Forem, une décision modificative de la décision d'octroi visée à l'article 7 de l'employeur visée à l'alinéa 1^{er}.

En application de l'alinéa 2, la décision d'octroi visée à l'article 7 est modifiée comme suit : le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter à l'extinction de la cession de la subvention octroyée en vertu de l'article 8 du décret du 10 juin 2021 est augmenté du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la cession de la subvention était octroyée en vertu de l'article 28 du même décret.

Section 5 — Liste des travailleurs

Art. 25. La liste des travailleurs, visée à l'article 12 ou 24 du décret du 10 juin 2021, pour lesquels la subvention ou la cession de la subvention est octroyée, en vertu, respectivement des articles 6 ou 21, est mise à disposition des employeurs, sur leurs espaces personnels, par le Forem.

La liste des travailleurs visée à l'alinéa 1^{er} reprend, pour chaque travailleur, ses données d'identification, son régime de travail contractuel, la date début de son occupation et l'unité d'établissement dans laquelle il est occupé. Lorsqu'un travailleur est occupé sur plusieurs unités d'établissement, l'employeur renseigne le pourcentage du régime de travail pour chaque unité d'établissement.

Art. 26. § 1^{er}. Figure, de plein droit, au 1^{er} janvier 2022, sur la liste des travailleurs visée à l'article 25, les travailleurs occupés par l'employeur, au 31 décembre 2021 :

1° dans le cadre d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002 ou dans le cadre d'une cession de points de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 ;

2° sur des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

3° sur des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

§ 2. Peuvent être inscrit sur la liste des travailleurs, visée à l'article 25, les travailleurs engagés par l'employeur, à partir du 1^{er} janvier 2022, qui répondent aux conditions fixées à l'article 12, alinéa 3, ou 24, alinéa 3, du décret du 10 juin 2021.

L'inscription, visée à l'alinéa 1^{er}, est effectuée par l'employeur, via son espace personnel, dans un délai de 6 mois à dater de l'engagement du travailleur qui est inscrit sur la liste visée au § 1^{er}. A défaut, le travailleur ne peut être inscrit dans la liste visée au § 1^{er}.

Lors de l'inscription visée à l'alinéa 1^{er}, l'employeur renseigne les données d'identification du travailleur, son régime de travail, l'unité d'établissement dans laquelle il est occupé et la date du début d'occupation. Lorsqu'un travailleur est occupé sur plusieurs unités d'établissement, l'employeur renseigne le pourcentage du régime de travail pour chaque unité d'établissement.

Lorsque l'inscription, visée à l'alinéa 1^{er}, est effectuée dans un délai d'un mois à dater de l'engagement du travailleur, le travailleur est réputé être inscrit sur la liste visée au § 1^{er} à dater de son engagement. A défaut, sans préjudice de l'alinéa 2, le travailleur est inscrit sur la liste visée au § 1^{er} à la date à laquelle l'inscription est effectuée.

Art. 27. Lorsqu'un travailleur figurant dans la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée n'est plus occupé sous contrat de travail par l'employeur, il est omis de cette liste, à dater de la fin de son contrat.

Le travailleur visé à l'alinéa 1^{er} est supprimé de la liste par l'employeur, via son espace personnel.

Les informations suivantes, figurant dans la liste des travailleurs visée à l'article 25, sont adaptées par l'employeur, via son espace personnel :

le régime de travail des travailleurs de la liste lorsque celui-ci est modifiée,

le numéro d'établissement dans lequel le travailleur est occupé lorsqu'il est modifié.

Lorsque le Forem constate, sur bases des informations issues des sources authentique ou communiquées suites à un contrôle réalisé en vertu de l'article 52 du décret du 10 juin 2021, que la liste des travailleurs visée à l'article 25, n'a pas été adaptée par l'employeur, elle est actualisée par le Forem, avec effet à la date de la survenance de l'événement nécessitant la modification de la liste.

Section 6 — Liquidation de la subvention

Art. 28. La subvention et la subvention cédée, visées respectivement aux articles 6 et 21 du décret du 10 juin 2021, sont liquidées par le Forem par tranche trimestrielle correspondant à vingt-cinq pour cent du montant annuel de la subvention.

Chaque tranche trimestrielle est liquidée anticipativement, au plus tard le vingt-cinquième jour du premier mois du trimestre pour lequel la subvention est liquidée.

Sans préjudice de l'alinéa 4, lorsqu'une cession entre en vigueur en cours d'année, le montant annuel de la subvention de l'employeur et la liquidation par tranche trimestrielle sont adaptés en fonction de l'entrée en vigueur de la décision d'octroi de la cession de la subvention et de la décision d'octroi de réception de la cession de subvention.

La cession de subvention visée à l'article 21 du décret du 10 juin 2021, à l'exception de la cession de subvention octroyée en vertu de l'article 28 du même décret, est liquidée à partir de la date de la première inscription d'un travailleur, sur la liste des travailleurs pour lesquels la cession de subvention est octroyée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant de la première tranche de la subvention cédée visée à l'article 21, à l'exception de la subvention octroyée en vertu de l'article 28 du même décret, correspond à vingt-cinq pour cent du montant de la subvention annuelle multiplié par une fraction dont :

1° le numérateur est égal au nombre de jours que contient le trimestre, diminué du nombre de jours déjà écoulés entre le premier jour du trimestre et la date à partir de laquelle le premier travailleur est inscrit sur la liste des travailleurs pour lesquels la cession de la subvention est octroyée ;

2° le dénominateur est égal au nombre de jours que contient le trimestre concerné.

Par dérogation à l'alinéa 2, la première tranche de la subvention est liquidée, par le Forem, dans les trente jours qui suivent la première inscription par l'employeur d'un travailleur sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée.

Pour l'application de l'alinéa 4, le montant de la cession de la subvention correspondant à la période située entre l'entrée en vigueur de la cession de subvention et la date de la première inscription d'un travailleur sur la liste des travailleurs pour lesquels la cession de subvention est octroyée, est définitivement perdu.

Les alinéas 4 à 7 ne s'appliquent pas à l'employeur qui, au moment de l'entrée en vigueur de la cession la subvention, bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021.

Section 7 — Contrôle des volumes de l'emploi et du coût effectivement supporté

Art. 29. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention ou de la cession de la subvention, visées respectivement aux articles 6 et 21 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie, au cours de l'année qui suit :

1° selon les modalités déterminées à l'article 30, que le nombre moyen de travailleurs, calculés en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de subvention est octroyée, fixée conformément aux articles 25 à 27, est au moins égal au nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lesquels la subvention est octroyée, en vertu articles 11, 23, alinéa 2, et 28, § 2, alinéa 2, du même décret ;

2° selon les modalités déterminées aux articles 32 et 33, que l'employeur respecte le volume global de l'emploi de référence, fixé pour les employeurs bénéficiaires de la subvention ou de la cession de subvention en vertu des articles 14, 26 et 27 du même décret ;

3° selon les modalités déterminées aux articles 34 et 35, que le coût effectivement supporté par l'employeur pour l'occupation des travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de subvention est octroyée, conformément aux articles 25 à 27, est supérieur au montant de la subvention dont bénéficie l'employeur en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021 et de la cession de subvention dont bénéficie l'employeur en vertu de l'article 21 du même décret.

Lorsqu'à la suite des contrôles visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, il est constaté une subvention indûment perçue, aussi bien dans le cadre du contrôle du volume de l'emploi pérennisé que dans le cadre du contrôle du volume global de l'emploi de référence, seul le montant de l'indu le plus élevé des deux est récupéré par le Forem.

Sous-section 1 — Contrôle du volume de l'emploi pérennisé

Art. 30. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention ou de la cession de la subvention en vertu de l'article 6 ou 21 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie que le nombre annuel moyen de travailleurs, calculés en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels l'employeur bénéficie de la subvention ou de la cession de subvention, conformément aux articles 25 à 27, est, au cours de l'année concernée, au moins égal au nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée en vertu des articles 6 et 21 du même décret, tel que fixé dans la décision d'octroi de la subvention ou la décision d'octroi de réception de la cession de subvention.

Lorsque que le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lesquels la subvention est octroyée, est modifié en cours d'année, le nombre minimum de travailleurs à respecter est, pour l'année concernée, égal au nombre minimum annuel moyen de travailleurs, exprimé en équivalents temps, pour lequel la subvention est octroyée pour l'année concernée.

Pour le 15 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le Forem communique à l'employeur le nombre annuel moyen de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels sa subvention est octroyée, pour l'année concernée par le contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue par l'employeur.

Sans préjudice des articles 29, alinéa 2 et 31 le montant de l'aide indûment perçue est récupéré par le Forem, conformément à l'article 64.

Art. 31. § 1^{er}. La ministre peut déroger à l'obligation visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, ou à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret 10 juin 2021, sur demande motivée de l'employeur, lorsque le non-respect de celle-ci trouve son origine dans le délai raisonnablement nécessaire pour pourvoir au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

La demande de dérogation visée à l'alinéa 1^{er} est introduite par l'employeur, via son espace personnel, au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem. La demande de dérogation est introduite dans un délai de 30 jours à dater de la communication visée à l'article 30, alinéa 3.

La demande contient tous les éléments que l'employeur juge utiles pour démontrer que le non-respect de l'obligation visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, ou à l'article 25, alinéa 1^{er} du décret du 10 juin 2021 trouve son origine dans le délai raisonnablement nécessaire pour procéder au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande, sur son espace personnel, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 2, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, le Forem classe la demande sans suite et en informe l'employeur.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 5, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsqu'elle est introduite par l'employeur endéans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

§ 3. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La demande de dérogation est octroyée ou refusée en fonction des critères suivants :

1° le non-respect de l'obligation visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, ou à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021 trouve principalement son origine dans le délai raisonnablement nécessaire pour pourvoir au remplacement d'un travail ayant définitivement quitté l'entreprise ;

2° la proximité entre le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée et la valeur de la variable D visée à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, utilisée pour déterminer le montant de la subvention octroyée à l'employeur en vertu de l'article 6.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, un délai de 6 mois est considéré comme le délai maximum raisonnablement nécessaire pour procéder au remplacement d'un travailleur ayant définitivement quitté l'entreprise.

Le délai de 6 mois visé à l'alinéa 3 est prolongé de 2 mois lorsqu'il comprend les mois de juillet et août.

La ministre ou son délégué prend une décision d'octroi ou de refus de la demande de dérogation à l'obligation visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, ou à l'article 25, alinéa 1^{er}, dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En cas d'octroi de la dérogation, l'indu, établi suites au contrôle effectué conformément à l'article 30, est annulé. En cas d'octroi partiel de la dérogation, la décision visée à l'alinéa 5 fixe le montant de l'indu à récupérer.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Sous-section 2 — Contrôle du volume global de l'emploi

Art. 32. § 1^{er}. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention ou de la cession de la subvention en vertu de l'article 6 ou 21 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie le respect par l'employeur de son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence.

Le volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année civile concernée par le contrôle est fixé en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de la Sécurité sociale dans les catégories ONSS, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, et selon les modalités déterminées à l'article 12, 1° à 4°.

Le volume global de l'emploi visé à l'alinéa 2 est égal au nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours de l'année concernée par le contrôle, calculé en équivalent temps plein, conformément à l'alinéa 2.

Pour l'application du présent article, lorsque le volume global de l'emploi de référence est adapté en cours d'année, suites à l'entrée en vigueur ou à l'extinction d'une cession de subvention ou en application de l'article 56 ou 57, le volume global de l'emploi de référence pour l'année concernée est égal au volume global de l'emploi de référence moyen au cours de l'année concernée.

§ 2. Une première vérification est opérée au cours du mois de juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les données prises en compte pour fixer le volume global de l'emploi de l'employeur, au cours de l'année civile concernée par le contrôle, sont celles arrêtées par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence.

Le Forem notifie à l'employeur, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, le volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année concerné par le contrôle, fixé par le Forem conformément au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 et 3.

§ 3. Dans l'hypothèse où une information relative à l'occupation d'un travailleur de l'employeur n'est pas disponible auprès de l'Office national de Sécurité sociale, et à condition qu'elle impacte le volume global de l'emploi, celle-ci peut être prise en compte, par décision du Forem, moyennant une demande introduite par l'employeur, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

La demande est introduite entre le 15 juillet et le 30 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de référence de l'employeur.

Le Forem notifie sa décision, sur l'espace personnel de l'employeur, dans les trente jours qui suivent sa demande.

§ 4. Le contrôle définitif de l'obligation de maintien de volume global de l'emploi est opéré par le Forem, conformément au § 1^{er}, alinéas 2 et 3, sur la base des données établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence, en tenant compte, le cas échéant, de la décision visée au paragraphe 3, alinéa 3.

Le Forem notifie à l'employeur, au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, le résultat définitif du volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année concernée par le contrôle, fixé par le Forem conformément à l'alinéa 1^{er}, ainsi que, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue.

Art. 33. Sans préjudice de l'article de l'article 29, alinéa 2, et 55 et des articles 14, § 1^{er}, alinéa 2, et 26, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021, lorsque le volume global de l'emploi de l'année contrôlée est inférieur au volume global de l'emploi de référence, la subvention de l'employeur est récupérée par le Forem, conformément à l'article 64, à due concurrence du non-respect de son volume global de l'emploi de référence.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le volume global de référence est diminué du seuil de tolérance applicable à l'employeur en application de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 2, ou 26, alinéa 2 du décret du 10 juin 2021.

Sous-section 3 — Contrôle du coût effectivement supporté

Art. 34. Par coût effectivement supporté par l'employeur, au sens de l'article 31 du décret du 10 juin 2021, l'on entend toute dépense effectuée par l'entreprise pour l'occupation des travailleurs figurant dans la liste des travailleurs visée aux articles 25 à 27, comprenant :

1° la rémunération brute du travailleur pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées déduction faite des remboursements de tiers ;

2° les pécules de vacances légalement dus sur ces prestations ;

3° la prime de fin d'année ;

4° les charges patronales de sécurité sociale et les cotisations spécifiques, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'entreprise ;

5° les frais de transport pour les trajets domicile-lieu de travail ;

6° les frais de secrétariat social ;

7° les frais de médecine du travail et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail ;

8° la quote-part patronale des titres-repas.

Sont exclus les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le travailleur pour compte de l'entreprise, les libéralités et gratifications.

Art. 35. § 1^{er}. Le Forem vérifie, pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention ou de la cession de subvention en vertu de l'article 6 ou 21 du décret du 10 juin 2021, que le montant de la subvention ou de la cession de la subvention dont il a bénéficié n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par l'employeur pour les travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de la subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée par le contrôle, tel que fixés dans la liste des travailleurs visée aux articles 25 à 27.

Le coût effectivement supporté par l'employeur, pour les travailleurs de la liste des travailleurs visée aux articles 25 à 27 est calculé sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de la Sécurité sociale concernant les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de subvention est octroyée.

§ 2. Un premier contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur est opéré par le Forem, conformément au paragraphe 1^{er}, comme suit :

1° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, sont fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

2° la dépense visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 2° est fixée :

a) pour un ouvrier, à 10,27 % du montant des dépenses visées à l'article 34, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

b) pour un employé, à 15,34 % du montant des dépenses visées à l'article 34, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

3° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 6° et 7°, sont fixés selon les forfaits suivants :

a. pour les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 6°, le montant du forfait égal au nombre moyen de travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée, multiplié par 340 euros ;

b. pour les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 7°, le montant du forfait égal au nombre moyen de travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention ou la cession de subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée par le contrôle, multiplié par 175 euros.

§ 3. Lorsque la somme des dépenses visées au paragraphe 2 est égale ou supérieur au montant de la subvention perçue par l'employeur pour l'année concernée, le Forem notifie, pour le 15 juillet au plus tard, à l'employeur, sur son espace personnel, l'absence d'indu constaté dans son chef suites au contrôle du coût qu'il a effectivement supporté.

§ 4. Lorsque la somme des dépenses visées au paragraphe 2 est inférieure au montant de la subvention perçue par l'employeur pour l'année concernée, le Forem notifie, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, à l'employeur, sur son espace personnel, le résultat du premier contrôle qu'il a opéré et invite l'employeur à lui communiquer, via son espace personnel :

1° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5° et 8°, qu'il a effectivement supporté pour les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs, visée aux articles 25 à 27, pour lesquels l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 6 ou 21 du décret du 10 juin 2021.

2° les dépenses, visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 6° et 7°, réellement supportées par l'employeur pour les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels il bénéficie de la subvention visée à l'article 6 ou 21 du même décret, lorsqu'elles sont supérieures au montant forfaitaire fixé conformément au paragraphe 2, 3°.

Les dépenses visées à l'alinéa 1^{er} sont introduites par l'employeur, via son espace personnel, au moyen du formule dont le contenu et modèle sont fixés par la Ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem, au plus tard pour le 30 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle. A défaut, la dépense n'est pas prise en compte pour le contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur.

L'employeur est tenu d'apporter la preuve des dépenses qu'il invoque.

§ 5. Pour le 30 octobre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle, le Forem notifie à l'employeur visé à l'alinéa 1^{er}, sur son espace personnel, le résultat définitif du contrôle du coût qu'il a effectivement supporté, pour l'année concernée, pour les travailleurs pour lesquels il bénéficie de la subvention ou de la cession de subvention en vertu de l'article 6 ou 21 du décret du 10 juin 2021 et, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue par l'employeur.

Le contrôle définitif du coût effectivement supporté par l'employeur est opéré par le Forem, conformément au paragraphe 1^{er}, comme suit :

1° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, sont fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

2° la dépense visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 2° est fixée :

a) pour un ouvrier, à 10,27 % du montant des dépenses visées à l'article 34, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

b) pour un employé, à 15,34 % du montant des dépenses visées à l'article 34, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

3° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 6° et 7° :

a) sont fixés selon les forfaits prévus au paragraphe 2, 3°,

b) ou, le cas échéant, en fonction des dépenses communiquées par l'employeur, conformément au paragraphe 4, qui ont été validées par le Forem, lorsque les dépenses réellement supportées pour l'ensemble des travailleurs de la liste visée aux articles 25 à 27 est supérieur au montant des forfaits prévus au paragraphe 2, 3°, pour l'ensemble des travailleurs de la liste visée aux articles 25 à 27 ;

4° les dépenses visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5° et 8°, communiquées par l'employeur conformément au paragraphe 4, qui ont été validées par le Forem.

Le montant de la subvention indûment perçu est récupéré par le Forem conformément à l'article 64.

CHAPITRE 3. — *Subvention visant la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.*

Section 1 — Modalités d'octroi

Sous-section 1 — Appels à projets

Art. 36. Dans les limites des moyens budgétaires disponibles, la ministre peut, par arrêté ministériel préalable approuvé par le Gouvernement, organiser des appels à projets visant l'octroi de la subvention visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021 pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés.

Les montants récupérés des subventions octroyées en vertu du décret du 10 juin 2021 sont réaffectés prioritairement à l'organisation d'appels à projets, tels que visés à l'alinéa 1^{er}, à destination des secteurs d'activités dont les moyens récupérés proviennent, à savoir le secteur des pouvoirs publics, le secteur de l'enseignement, le secteur non-marchand dont les activités relèvent de compétences régionales ou le secteur non-marchand dont les activités relèvent de compétences communautaires.

Les emplois pour lesquels la subvention visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021 est octroyée visent à répondre à des besoins sociétaux prioritaires insuffisamment rencontrés au sein de la région de langue française. Un appel à projets spécifique est organisé pour chaque besoin sociétal prioritaire pour lequel l'octroi de la subvention visé à l'article 33 du même décret est envisagé.

La commission interministérielle visée à l'article 48 du décret du 10 juin 2021 remet un avis sur tout appel à projets, préalablement à l'approbation par le Gouvernement de l'arrêté ministériel visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 37. Chaque année, le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie et l'Union des Villes et Communes de Wallonie sont invités, par la ministre, à remettre, pour le 30 juin, un avis relatif aux besoins sociétaux prioritaires insuffisamment rencontrés auxquels devraient répondre les appels à projets visés à l'article 36.

Art. 38. Pour chaque appel à projet, l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er}, fixe :

1° le montant total alloué à l'appel à projet ;

2° le besoin sociétal prioritaire pour lequel la subvention, visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021, est octroyée ;

3° le montant par équivalent temps plein pour lequel la subvention visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021 est octroyée ;

4° les conditions d'admissibilité applicable à l'octroi de la subvention octroyée au terme de l'appel à projets, dans le respect des conditions d'admissibilité minimales fixées à l'article 34 du décret du 10 juin 2021 ;

5° les conditions d'éligibilité de l'octroi de la subvention dans le cadre de l'appel à projets ;

6° lorsque le budget alloué à l'appel à projets ne garantit pas l'octroi de la subvention à l'ensemble des employeurs susceptibles de répondre aux conditions de recevabilité et d'éligibilité de l'appel à projet, les critères de sélection des projets pour lesquels la subvention est octroyée et la composition du comité de sélection visé à l'article 39, § 4 ;

7° le nombre maximal de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein pour lequel la subvention peut être octroyée à un même employeur dans le cadre de l'appel à projets ;

8° la date à partir de laquelle les demandes de subvention peuvent être introduites dans le cadre de l'appel à projets, ainsi que la durée durant laquelle les demandes peuvent être introduites ;

9° la durée, déterminée ou indéterminée, durant laquelle la subvention est octroyée.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 5°, on entend par conditions d'éligibilité les conditions qui permettent de s'assurer que l'emploi pour lequel la subvention est sollicitée répond au besoin sociétal prioritaire visé par l'appel à projets.

Pour l'application de l'alinéa 1°, 6°, on entend par critère de sélection, les critères sur la base desquels les demandes de subvention introduites dans le cadre de l'appel à projets, qui répondent aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, sont classées.

Art. 39. § 1^{er}. L'appel à projets visé à l'article 38 est organisé par le Forem et publié sur son site à partir de la date et pour la durée, visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 8°.

A partir de la publication de l'appel à projet et pour la durée de l'appel à projets, visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 8°, l'employeur, visé à l'article 2, § 1^{er}, 1° ou 2°, du décret du 10 juin 2021, peut introduire une demande de subvention, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem en accuse réception, mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 3, si le dossier demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 4, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsqu'elle répond aux conditions d'admissibilité de l'appel à projets, visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 4^o.

En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur et classe la demande sans suite.

§ 3. Lorsque le budget alloué à l'appel à projets garantit l'octroi de la subvention à l'ensemble des employeurs susceptibles de répondre aux conditions de recevabilité et d'éligibilité de l'appel à projet, le Forem instruit chaque demande jugée recevable conformément au paragraphe 2 et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision.

La ministre ou son délégué prend une décision d'octroi de la subvention, conformément aux modalités prévues par l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er}, pour toute demande de subvention qui répond aux conditions d'éligibilité de l'appel à projet.

La ministre ou son délégué prend une décision de refus d'octroi de la subvention pour toute demande qui ne répond pas aux conditions d'éligibilité de l'appel à projet.

Le Forem notifie la décision à l'employeur sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

§ 4. Lorsque le budget alloué à l'appel à projets ne garantit pas l'octroi de la subvention à l'ensemble des employeurs susceptibles de répondre aux conditions de recevabilité et d'éligibilité de l'appel à projet, le Forem instruit chaque demande jugée recevable, conformément au paragraphe 2, et transmet, à l'échéance de la durée de l'appel à projets visée à l'article 38, alinéa 1^{er}, 8^o, l'ensemble des dossiers à un comité de sélection.

La composition du comité de sélection visé à l'alinéa 1^{er} est fixée par l'arrêté ministériel, visé à l'article 36, alinéa 1^{er}. Le comité de sélection se compose, au minimum :

1^o d'un représentant de la ministre de l'emploi ;

2^o d'un représentant du ou des ministres qui ont, dans leurs compétences, les activités dont relèvent le besoin sociétal prioritaire que l'appel à projet vise à rencontrer ;

3^o d'un représentant du service du public de l'emploi de Wallonie ;

4^o d'un représentant du Forem.

Le secrétariat du comité de sélection est assuré par le Forem.

Le comité de sélection est chargé de proposer à la ministre de l'emploi, pour avis, un classement de l'ensemble des demandes répondant aux conditions d'éligibilité de l'appel à projet sur base des critères de sélection visés à l'article 38, alinéa 1^{er}, 6^o.

Sur base de l'avis du comité de sélection, le Forem transmet, à la Ministre ou son délégué, le dossier complet, ainsi que, dans le respect de l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er}, une proposition de décision, pour chaque demande introduite dans le cadre de l'appel à projet et jugée recevable conformément au paragraphe 2.

La Ministre ou son délégué prend, sur base de l'avis du comité de sélection, jusqu'à épuisement du budget alloué à l'appel à projet, une décision d'octroi de la subvention, conformément aux modalités prévues par l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er}, pour les demandes qui répondent aux conditions d'éligibilité de l'appel à projet, visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 5^o, et classées en ordre utile sur la base des critères de sélection, visés à l'article 38, alinéa 1^{er}, 6^o.

La Ministre ou son délégué prend une décision de refus d'octroi de la demande de subvention introduite dans le cadre de l'appel à projets lorsque la demande ne répond pas aux conditions d'éligibilité fixées par l'appel à projet, visées à l'article 38, alinéa 1^{er}, 5^o, ou n'est pas classée en ordre utile sur la base des critères de sélection, visés à l'article 38, alinéa 1^{er}, 6^o.

Le Forem notifie la décision à l'employeur sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Art. 40. § 1^{er}. La décision d'octroi, visée à l'article 39, § 3, alinéa 2, ou § 4, alinéa 6, de la subvention visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021 fixe :

1^o le montant de la subvention octroyée, conformément à l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er} ;

2^o le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, conformément à l'arrêté ministériel visé à l'article 36, alinéa 1^{er} ;

3^o le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter en vertu de l'article 38 du même décret, calculé conformément aux articles 44 et 45 ;

4^o le besoin sociétal prioritaire auquel l'emploi subventionné répond ;

5^o la durée d'octroi de la subvention.

La décision d'octroi visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur à dater de sa notification par le Forem, sur l'espace personnel de l'employeur.

Lorsque la décision est octroyée à durée déterminée, la durée d'octroi de la subvention prend cours à la date du premier engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé inscrit sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée et se termine, de plein droit, à l'échéance de la durée pour laquelle la subvention est octroyée, telle que fixée par la décision d'octroi visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. A partir de l'année qui suit l'année au cours de laquelle la décision d'octroi visée au paragraphe 1^{er} entre en vigueur, le montant de la subvention fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est indexée, au 1^{er} janvier de chaque année, en multipliant le montant de la subvention de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente, tout en ne dépassant pas le taux de croissance du crédit budgétaire afférent à l'année pour laquelle l'indexation de la subvention est calculée.

Sous-section 2 — Naissances multiples

Art. 41. § 1^{er}. Le ou les parents qui vivent des naissances multiples peuvent bénéficier, par l'intermédiaire du centre public d'action sociale dont ils dépendent, d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 36 du décret du 10 juin 2021, d'une durée maximale de trois ans.

La demande d'octroi de la subvention visée à l'article 36 du décret du 10 juin 2021, visée à l'alinéa 1^{er}, est introduite par le Centre public d'action qui rencontre une situation de naissance dans son ressort territorial, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le contenu et le modèle sont fixés par la Ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem. La demande comprend les noms, prénoms, date de naissance et numéro de registres nationales des enfants pour lesquels il existe une situation de naissance multiple.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem en accuse réception, mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande dans un délai de trente jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 3, si le dossier demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 2. Lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsqu'elle est introduite dans les 6 mois de la survenance d'une naissance multiple dans le ressort territorial du CPAS.

En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur et classe la demande sans suite.

§ 3. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet, ainsi qu'une proposition de décision, dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La ministre ou son délégué prend une décision d'octroi ou de refus d'octroi de la subvention dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

Le Forem notifie la décision à l'employeur dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

La décision d'octroi entre en vigueur le jour de sa notification.

Art. 42. Par dérogation à l'article 41, la ministre ou son délégué prend en vertu de l'article 37 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem, une décision d'octroi pour tout Centre public d'action sociale qui bénéficie d'une décision d'octroi d'aide à la promotion de l'emploi en vigueur au 31 décembre 2021, en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret du 25 avril 2002.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel.

La décision d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 43. § 1^{er}. Le montant de la subvention naissances multiples octroyée en vertu de l'article 36 ou 37 du décret du 10 juin 2021 est fixée par la ministre.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée pour l'occupation :

1° d'un puériculteur à temps plein et un auxiliaire professionnel à mi-temps lorsque trois ou quatre enfants sont nés sur une période de 18 mois ;

2° d'un puériculteur à temps plein et un auxiliaire professionnel à temps plein lorsque plus de quatre enfants sont nés sur une période de 18 mois.

La décision d'octroi de la subvention visée à l'article 36 ou 37 du décret du 10 juin 2021 fixe :

1° le montant de la subvention octroyée, conformément à l'alinéa 1^{er} ;

2° le nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, conformément à l'alinéa 2, 1° ou 2° ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter en vertu de l'article 38 du même décret, calculé conformément aux articles 44 et 45 ;

4° les fonctions, visée à l'alinéa 2, pour lesquelles l'employeur bénéficie de la subvention ;

5° la date d'échéance de la durée de la décision, conformément à l'alinéa 4.

La décision d'octroi prend fin lorsque le troisième enfant le plus âgé de la famille atteint l'âge de 3 ans.

§ 2. Le montant de la subvention naissances multiples, fixé conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est indexé, au 1^{er} janvier de chaque année, en multipliant le montant de la subvention de l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente, tout en ne dépassant pas le taux de croissance du crédit budgétaire afférent à l'année pour laquelle l'indexation de la subvention est calculée.

Section 2 — Volume global de l'emploi de référence

Art. 44. L'effectif de référence, visé à l'article 39 du décret du 10 juin 2021 est calculé, conformément à l'article 45, sur base des données disponibles auprès de l'Office national de Sécurité sociale, arrêtées à la date d'introduction de la demande subvention visée à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, ou 41, § 1^{er}, alinéa 2, en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à l'Office national de Sécurité sociale, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de Sécurité sociale, et selon les modalités visées au 1° à 4° de l'article 12.

Art. 45. Le volume global de l'emploi de référence, que l'employeur, bénéficiaire de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, est tenu de respecter, est égal à la somme de son effectif de référence, tel que fixé conformément à l'alinéa 2 ou 3, et du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée à l'employeur, en vertu de l'article 32 du même décret.

L'effectif de référence, visé à l'alinéa 1^{er} est égal au nombre annuel moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédent l'introduction de la demande visée à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, ou 41, § 1^{er}, alinéa 2, calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 44.

Par dérogation à l'alinéa 2, lorsque l'employeur a, lors de l'introduction de la demande visée à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, ou 41, § 1^{er}, alinéa 2, une existence inférieure à 12 mois, l'effectif de référence est égal à la somme du nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur pour chaque trimestre situé entre le premier trimestre à partir duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande subvention visée à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, ou 41, § 1^{er}, alinéa 2, divisé par le nombre de trimestres au cours desquels l'employeur a occupé des travailleurs entre le 1^{er} premier trimestre au cours duquel l'employeur occupe un travailleur et le trimestre qui précède le trimestre précédant la date d'introduction de la demande de subvention visée à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 2, ou 41, § 1^{er}, alinéa 2.

Section 3 — Liste des travailleurs

Art. 46. § 1^{er}. L'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021 engage un nombre de demandeurs d'emploi inoccupés, exprimé en équivalents temps plein, correspondant à la décision d'octroi de la subvention, dans les liens d'un contrat de travail, dans un délai de 6 mois à dater du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} est fixé à 8 mois lorsqu'il couvre les mois de juillet et août.

A défaut d'engagement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la subvention est définitivement perdue à due concurrence du non-respect de l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}.

Les demandeurs d'emploi inoccupés visés à l'alinéa 1^{er} sont inscrits par l'employeur, conformément à l'article 47, sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention visée à l'article 32 lui est octroyée.

Art. 47. § 1^{er}. Pour chaque décision d'octroi de la subvention octroyée en vertu de l'article 32 du décret du 10 juin 2021, le Forem met à disposition de l'employeur, sur son espace personnel, une liste propre des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée.

La liste des travailleurs visée à l'alinéa 1^{er} reprend, pour chaque travailleur, ses données d'identification, son régime de travail contractuel, la date début de son occupation et l'unité d'établissement dans laquelle il est occupé. Lorsqu'un travailleur est occupé sur plusieurs unités d'établissement, l'employeur renseigne le pourcentage du régime de travail pour chaque unité d'établissement.

§ 2. Peut être inscrit par l'employeur, via son espace personnel, sur la liste des travailleurs, visée à l'alinéa 1^{er}, le travailleur engagé par l'employeur, à partir de la notification de la décision d'octroi de la subvention octroyée en vertu de l'article 32 du décret du 10 juin 2021, à condition qu'il soit demandeur d'emploi inoccupé à la veille de son engagement.

L'inscription, visée à l'alinéa 2, est effectuée par l'employeur, via son espace personnel, dans un délai de 6 mois à dater de l'engagement du travailleur qui est inscrit sur la liste visée au § 1^{er}. A défaut, le travailleur ne peut être inscrit dans la liste visée au § 1^{er}.

Lors de l'inscription visée à l'alinéa 2, l'employeur renseigne les données d'identification du travailleur, son régime de travail, l'unité d'établissement dans laquelle il est occupé et la date du début d'occupation. Lorsqu'un travailleur est occupé sur plusieurs unités d'établissement, l'employeur renseigne le pourcentage du régime de travail pour chaque unité d'établissement.

Lorsque l'inscription, visée à l'alinéa 2, est effectuée dans un délai d'un mois à dater de l'engagement du travailleur, le travailleur est réputé être inscrit sur la liste visée au § 1^{er} à dater de son engagement. A défaut, sans préjudice de l'alinéa 2, le travailleur est inscrit sur la liste visée au § 1^{er} à la date à laquelle l'inscription est effectuée.

§ 3. Lorsqu'un travailleur figurant dans la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée n'est plus occupé par l'employeur, il est omis de cette liste, à dater de la fin de son occupation.

Le travailleur visé à l'alinéa 1^{er} est supprimé de la liste par l'employeur, via son espace personnel.

Les informations suivantes, figurant dans la liste des travailleurs visée au paragraphe 2 sont adaptées par l'employeur, via son espace personnel :

- le régime de travail des travailleurs de liste lorsque celui-ci est modifiée ;
- le numéro d'établissement dans lequel le travail est occupé lorsqu'il est modifié.

Lorsque le Forem constate, sur bases des informations issues des sources authentiques ou communiquées suites à un contrôle réalisé ou vertu de l'article 52 du décret du 10 juin 2021, que la liste des travailleurs visée au paragraphe 2 n'a pas été adaptée par l'employeur, elle est actualisée par le Forem, avec effet à la date de la survenance de l'événement nécessitant la modification de la liste.

Section 4 — Liquidation

Art. 48. La subvention visée à l'article 32 est liquidée par le Forem, à partir de la date de la première inscription d'un travailleur sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, par tranche trimestrielle, correspondant à vingt-cinq pour cent du montant de la subvention annuelle.

Chaque tranche trimestrielle est liquidée anticipativement, au plus tard le vingt-cinquième jour du premier mois du trimestre pour lequel la subvention est liquidée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant de la première tranche de la subvention visée à l'article 32 correspond à vingt-cinq pour cent du montant de la subvention annuelle multiplié par une fraction dont :

1° le numérateur est égal au nombre de jours que contient le trimestre, diminué du nombre de jours déjà écoulés entre le premier jour du trimestre et la date à partir de laquelle le premier travailleur est inscrit sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée ;

2° le dénominateur est égal au nombre de jours que contient le trimestre concerné.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la subvention est octroyée en vertu de l'article 32 du décret du 10 juin 2021, à durée déterminée, le montant de la tranche relative au trimestre au cours duquel la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32 arrive à échéance correspond à vingt-cinq pour cent du montant de la subvention annuelle multiplié par une fraction dont :

1° le numérateur est égal au nombre de jours déjà écoulés entre le premier jour du trimestre et la date d'échéance de la décision d'octroi de subvention visée à l'article 32 ;

2° le dénominateur est égal au nombre de jours que contient le trimestre concerné.

Par dérogation à l'alinéa 2, la première tranche de la subvention est liquidée, par le Forem, dans les trente jours qui suivent la première inscription par l'employeur d'un travailleur sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée.

Lorsque la date de début d'occupation du premier travailleur inscrit sur la liste des travailleurs, pour lesquels la subvention, visée à l'article 32, est octroyée diffère de la date à laquelle il est inscrit sur cette liste, le montant de la subvention relatif à la période située entre ces 2 dates est définitivement perdu.

Section 5 — Contrôle des volumes de l'emploi et du coût effectivement supporté.

Art. 49. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie, au cours de l'année qui suit :

1° selon les modalités déterminées à l'article 50, que le nombre moyen de travailleurs, calculés en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, fixée conformément aux articles 46 et 47, est au moins égal au nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lesquels la subvention visée à l'article 32 est octroyée, fixé par la décision d'octroi visée à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou 43, § 1^{er}, alinéa 3, 2° ;

2° selon les modalités déterminées aux articles 51 et 52, que l'employeur respecte le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de respecter en vertu de l'article 38 du décret du 10 juin 2021 ;

3° selon les modalités déterminées aux articles 53 et 54, que le coût effectivement supporté par l'employeur, pour l'occupation des travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021 est octroyée, fixée conformément aux articles 46 et 47, est égal ou supérieur au montant de la subvention dont bénéficie l'employeur, conformément à la décision d'octroi visée à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ou 43, § 1^{er}, alinéa 3, 1°.

Lorsqu'à la suite des contrôles visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, il est constaté une subvention indûment perçue, aussi bien dans le cadre du contrôle du volume de l'emploi pérennisé que dans le cadre du contrôle du volume global de l'emploi de référence, seul le montant de l'indu le plus élevé des deux est récupéré par le Forem.

Lorsqu'un employeur bénéficie de plusieurs décisions d'octroi de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, les contrôles visés à l'alinéa 1^{er} s'opèrent distinctement pour chaque décision d'octroi dont l'employeur bénéficie en vertu de l'article 32 du même décret.

Sous-section 1 — Augmentation de l'effectif de référence

Art. 50. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie que le nombre annuel moyen de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs, conformément aux articles 46 et 47, pour lesquels l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, est au moins égal au nombre minimum de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est octroyée, tel que fixé dans la décision d'octroi visée à l'article 40, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, ou 43, § 1^{er}, alinéa 3, 2°.

Pour le 15 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, le Forem communique à l'employeur le nombre annuel moyen de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels sa subvention est octroyée, pour l'année concernée par le contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, et, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue par l'employeur.

Sans préjudice de l'article 49, alinéa 2, le montant de l'aide indûment perçue est récupéré par le Forem, conformément à l'article 64.

Sous-section 2 — Contrôle du volume global de l'emploi

Art. 51. § 1^{er}. Pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021, le Forem vérifie le respect, par l'employeur, de son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence.

Le volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année civile concernée par le contrôle est fixé en prenant en compte l'ensemble des travailleurs déclarés par l'employeur au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale dans les catégories ONSS, telles que prévues dans l'annexe 2 du glossaire de l'Office national de sécurité sociale, et selon les modalités déterminées à l'article 12, 1° à 4°.

Le volume global de l'emploi visé à l'alinéa 2 est égal au nombre moyen de travailleurs, occupés par l'employeur au cours de l'année concernée par le contrôle, calculé en équivalent temps plein conformément à l'alinéa 2.

Pour l'application du présent article, lorsque le volume global de l'emploi de référence est adapté en cours d'année, en application de l'article 56 ou 57, le volume global de l'emploi de référence pour l'année concernée est égal au volume global de l'emploi de référence moyen au cours de l'année concernée.

§ 2. Une première vérification est opérée au cours du mois juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les données prises en compte pour fixer le volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année civile concernée par le contrôle sont celles arrêtées par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence.

Le Forem notifie à l'employeur, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, le volume global de l'emploi de l'année concernée par le contrôle, fixé par le Forem conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et 3.

§ 3. Dans l'hypothèse où une information relative à l'occupation d'un travailleur de l'employeur n'est pas disponible auprès de l'Office national de sécurité sociale, et à condition qu'elle impacte le volume global de l'emploi, celle-ci peut être prise en compte, par décision du Forem, moyennant une demande introduite par l'employeur, via le portail prévu à cet effet, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

La demande est introduite entre le 15 juillet et le 30 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence de l'employeur.

Le Forem notifie sa décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans les dix jours qui suivent la demande de l'employeur.

§ 4. Le contrôle définitif de l'obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence est opéré par le Forem, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 2 et 3, sur la base des données établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du respect du maintien du volume global de l'emploi de référence.

Le Forem notifie à l'employeur, au plus tard le 31 octobre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, le résultat définitif du volume global de l'emploi de l'employeur au cours de l'année concernée par le contrôle, fixé par le Forem conformément au paragraphe 1^{er}, alinéas 2 et 3, ainsi que, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue

Art. 52. Sans préjudice des articles 49, alinéa 2, et 55, et de l'article 38, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021, lorsque le volume global de l'emploi de l'année contrôlée est inférieur au volume global de l'emploi de référence, la subvention est récupérée par le Forem, conformément 64, à due concurrence du non-respect par l'employeur de son volume global de l'emploi de référence.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le volume global de référence est diminué du seuil de tolérance applicable à l'employeur en application de l'article 38, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021.

Sous-section 3 — Contrôle du coût effectivement supporté.

Art. 53. Par coût effectivement supporté par l'employeur, au sens de l'article 42 du décret du 10 juin 2021, l'on entend toute dépense effectuée par l'entreprise pour l'occupation des travailleurs figurant dans la liste des travailleurs, visée aux articles 46 et 47, comprenant :

1° la rémunération brute du travailleur pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées, déduction faite des remboursements de tiers ;

2° les pécules de vacances légalement dus sur ces prestations ;

3° la prime de fin d'année ;

4° les charges patronales de sécurité sociale et les cotisations spécifiques, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'entreprise ;

5° les frais de transport pour les trajets domicile-lieu de travail ;

6° les frais de secrétariat social ;

7° les frais de médecine du travail et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail ;

8° la quote-part patronale des titres-repas.

Sont exclus les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le travailleur pour compte de l'entreprise, les libéralités et gratifications.

Art. 54. § 1^{er}. Le Forem vérifie, pour chaque année civile au cours de laquelle l'employeur bénéficie de la subvention en vertu de l'article 32 du décret du 10 juin 2021, que le montant de la subvention dont il a bénéficié n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par l'employeur pour les travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée, tel que fixé dans la liste des travailleurs visée aux articles 46 et 47.

Le coût effectivement supporté par l'employeur, pour les travailleurs de la liste des travailleurs visée aux articles 46 et 47, est calculé sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale concernant les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée.

§ 2. Un premier contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur est opéré par le Forem, conformément au paragraphe 1^{er}, comme suit :

1° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, sont fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

2° la dépense visée à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2°, est fixée :

a) pour un ouvrier, à 10,27 % du montant des dépenses visées à l'article 53, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

b) pour un employé, à 15,34 % du montant des dépenses visées à l'article 53, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 juin de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

3° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 6° et 7° sont fixés selon les forfaits suivants :

a) pour les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 6°, le montant du forfait égal au nombre moyen de travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée, multiplié par 340 euros ;

b) pour les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 7°, le montant du forfait égal au nombre moyen de travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, au cours de l'année civile concernée par le contrôle, multiplié par 175 euros.

§ 3. Lorsque la somme des dépenses visées au paragraphe 2 est égale ou supérieur au montant de la subvention perçue par l'employeur pour l'année concernée, le Forem notifie, pour le 15 juillet au plus tard, à l'employeur, sur son espace personnel, l'absence d'indu constaté dans son chef suites au contrôle du coût qu'il a effectivement supporté.

§ 4. Lorsque la somme des dépenses visées au paragraphe 2 est inférieure au montant de la subvention perçue par l'employeur pour l'année concernée, le Forem notifie, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle, à l'employeur, sur son espace personnel, le résultat du premier contrôle qu'il a opéré et invite l'employeur à lui communiquer, via son espace personnel :

1° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 5° et 8°, qu'il a effectivement supporté pour les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs, visée aux articles 46 et 47, pour lesquels l'employeur bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du décret du 10 juin 2021 ;

2° les dépenses, visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 6° et 7°, réellement supportées par l'employeur pour les travailleurs figurant sur la liste des travailleurs pour lesquels il bénéficie de la subvention visée à l'article 32 du même décret, lorsqu'elles sont supérieures au montant forfaitaire fixé conformément au paragraphe 2, 3°.

Les dépenses visées à l'alinéa 1^{er} sont introduites par l'employeur, via son espace personnel, au moyen d'un formule dont le contenu est fixé par la Ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem, au plus tard pour le 30 septembre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle. A défaut, la dépense n'est pas prise en compte pour le contrôle du coût effectivement supporté par l'employeur.

L'employeur est tenu d'apporter la preuve des dépenses qu'il invoque.

§ 5. Pour le 30 octobre de l'année qui suit l'année concernée par le contrôle, le Forem notifie à l'employeur visé à l'alinéa 1^{er}, sur son espace personnel, le résultat définitif du contrôle du coût qu'il a effectivement supporté, pour l'année concernée, pour les travailleurs pour lesquels il bénéficie de la subvention en vertu de l'article 32 et, le cas échéant, le montant de l'aide indûment perçue par l'employeur.

Le contrôle définitif du coût effectivement supporté par l'employeur est opéré par le Forem, conformément au paragraphe 1^{er}, comme suit :

1° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°, sont fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

2° la dépense visée à l'article 53, alinéa 1^{er}, 2° est fixée :

a) pour un ouvrier, à 10,27 % du montant des dépenses visées à l'article 53, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

b) pour un employé, à 15,34 % du montant des dépenses visées à l'article 53, alinéas 1° et 3°, tel que fixées sur la base des données de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, établies par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre de l'année qui suit l'année civile concernée par le contrôle du coût effectivement supporté ;

3° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 6° et 7° :

a) sont fixés selon les forfaits prévus au paragraphe 2, 3°,

b) ou, le cas échéant, en fonction des dépenses communiquées par l'employeur, conformément au § 3, qui ont été validées par le Forem lorsque les dépenses réellement supportées pour l'ensemble des travailleurs de la liste visée aux articles 46 et 47 est supérieur au montant des forfaits prévus au paragraphe 2, 3°, pour l'ensemble des travailleurs de la liste visée aux articles 46 et 47 ;

4° les dépenses visées à l'article 53, alinéa 1^{er}, 5° et 8°, communiquées par l'employeur, conformément au paragraphe 4, qui ont été validées par le Forem.

Le montant de la subvention indûment perçue est récupéré par le Forem conformément à l'article 64.

CHAPITRE 4. — *Volume global de l'emploi de référence : dispositions communes aux subventions octroyées en vertu des articles 6, 21 et 32 du décret du 10 juin 2021*

Section 1 — Dégrogation à l'obligation du maintien du volume global de l'emploi de référence

Art. 55. § 1^{er}. En cas de montant indûment perçue par l'employeur à la suite du contrôle du volume global de l'emploi de référence, établi conformément aux articles 32 et 33 ou 51 et 52, l'employeur peut introduire une demande motivée de dérogation à son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite, dans un délai d'un délai de 30 jours à dater de la notification visée à l'article 32, § 4, alinéa 2, ou 51, § 4, alinéa 2, par l'employeur via son espace personnel, au moyen d'un formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

La demande contient tous les éléments que l'employeur juge utiles pour démontrer que le non-respect du volume global de l'emploi de référence trouve principalement son origine dans :

1° une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° un cas fortuit ;

3° le délai raisonnablement nécessaire pour procéder au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

Pour l'application de l'alinéa 3, 2°, constitue notamment un cas fortuit, lorsqu'il est démontré, le non-respect du volume global de l'emploi de référence qui trouve son origine dans la comptabilisation, lors de la fixation du volume global de l'emploi de référence de l'employeur, d'un travailleur absent et du travailleur qui le remplace durant son absence.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande visée à l'alinéa 1^{er}, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande, sur son espace personnel, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 5, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, le Forem classe la demande sans suite et en informe l'employeur.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 6, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsqu'elle est introduite par l'employeur endéans le délai visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

§ 3. Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la Ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La dérogation est octroyée lorsque le non-respect du volume global de l'emploi de référence trouve son origine dans :

1° une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° un cas fortuit ;

3° le délai raisonnablement nécessaire pour procéder au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, un délai de 6 mois est considéré comme le délai maximum raisonnablement nécessaire pour procéder au remplacement d'un travailleur ayant définitivement quitté l'entreprise.

Le délai de 6 mois visé à l'alinéa 3 est prolongé de 2 mois lorsqu'il comprend les mois de juillet et août.

La ministre ou son délégué prend une décision d'octroi ou de refus de demande de dérogation à l'obligation visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, à l'article 26, alinéa 1^{er}, ou à l'article 38, alinéa 1^{er}, du décret du 10 juin 2021, dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En cas d'octroi, l'indu établi suites au contrôle effectué conformément à l'article 32 ou 51 est annulé. En cas d'octroi partiel de la dérogation, la décision visée à l'alinéa 5 fixe le montant de l'indu à récupérer.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Section 2 — Modification du volume global de l'emploi de référence

Art. 56. § 1^{er}. L'employeur bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6, 21 ou 32 du décret du 10 juin 2021 peut introduire, via son espace personnel, une demande de modification de son volume global de l'emploi de référence, tel que fixé par la décision d'octroi dont il dispose, en cas de scission ou de transfert de ses activités ou d'une branche de ses activités vers une entité juridique distincte.

La demande de modification du volume global de l'emploi de référence, visée à l'alinéa 2, est introduite par l'employeur, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande, sur son espace personnel, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 3, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 4, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsque :

1° la diminution du volume global de l'emploi de l'employeur trouve son origine dans une scission ou une cession de ses activités ou d'une branche de ses activités vers une entité juridique distincte ;

2° la demande est introduite par l'employeur au plus tard dans les 6 mois qui suivent la date effective de la scission ou de la cession de ses activités ou d'une branche de ses activités.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque la scission ou la cession des activités ou d'une branche d'activités intervient avant la fixation définitive du volume global de l'emploi de référence applicable au 1^{er} janvier 2022 à l'employeur bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021 ou d'une cession de subvention en vertu de l'article 28 du même décret, le délai de 6 mois commence à courir à partir de la date à laquelle le volume global de l'emploi de référence peut être considéré comme définitivement fixé au 1^{er} janvier 2022.

§ 3. En cas d'irrecevabilité, le Forem en informe l'employeur, sur son espace personnel, et classe la demande sans suite.

Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet, ainsi qu'une proposition de décision, dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La demande de modification du volume global de l'emploi de référence est octroyée ou refusée en fonction des critères suivants :

1° l'impact du transfert des activités sur le maintien des emplois des travailleurs et l'existence, dans le cadre de la scission ou la cession des activités ou d'une branche des activités, d'une reprise du personnel ;

2° la nature des activités cédées et le montant de subventionnement dont bénéficiait l'employeur en vertu du décret du 10 juin 2021 pour l'occupation de travailleurs affectés aux activités visées par la scission ou la cession des activités ou d'une branche des activités de l'employeur.

En cas d'octroi de la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la ministre ou son délégué prend une décision modificative du volume global de l'emploi de référence dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En application de l'alinéa 4, la décision d'octroi dont bénéficie l'employeur, pour laquelle la demande de modification du volume global de l'emploi de référence est introduite, est modifiée comme suit : le VGE de référence est fixé par la décision modificative visée à l'alinéa 4 en tenant compte des critères fixés à l'alinéa 3.

En cas de refus, la ministre ou son délégué prend une décision de refus de la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2

La décision visée à l'alinéa 4 entre en vigueur à la date effective de la scission ou de la cession des activités ou d'une branche des activités.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

Art. 57. § 1^{er}. L'employeur bénéficiaire d'une subvention en vertu de l'article 6, 21 ou 32 du décret du 10 juin 2021 peut introduire une demande de modification de son volume global de l'emploi de référence lorsqu'il a bénéficié, durant 2 années consécutives, conformément à l'article 55, d'une dérogation à son obligation de maintien du volume globale de référence en vertu de l'article 14, § 3, alinéa 3, 1° ou 2°, de l'article 26, alinéa 6, 1° ou 2°, ou de l'article 39, alinéa 4, 1° ou 2°, du décret du 10 juin 2021.

La demande de modification du volume global de l'emploi de référence, visée à l'alinéa 1^{er}, est introduite par l'employeur, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle au cours de laquelle l'employeur a obtenu sa deuxième dérogation consécutive à son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

Dans les dix jours à dater de la réception de la demande, le Forem accuse réception de la demande et mentionne si le dossier est complet et, à défaut, invite l'employeur à compléter sa demande, sur son espace personnel, dans un délai de 30 jours.

Passé le délai visé à l'alinéa 3, lorsque que le dossier de l'employeur demeure incomplet, la demande est classée sans suite.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, alinéa 4, lorsque la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complète, le Forem vérifie la recevabilité de celle-ci. La demande est recevable lorsque :

1° l'employeur a obtenu, durant 2 années consécutives, une dérogation à son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence en raison d'un cas fortuit ou d'une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° la demande est introduite au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'employeur a obtenu sa deuxième dérogation consécutive à son obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence.

Lorsque la demande est recevable, le Forem instruit la demande et transmet, à la ministre ou son délégué, le dossier complet ainsi qu'une proposition de décision dans les vingt-cinq jours de la réception de la demande complète par le Forem.

La demande de modification du volume global de l'emploi est octroyée à condition que les circonstances, sur la base desquelles les dérogations consécutives à l'obligation du maintien du volume global de l'emploi de références ont été obtenues, soient pérennes.

En cas d'octroi de la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la ministre ou son délégué prend une décision modificative du volume global de l'emploi de référence dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par le Forem.

En application de l'alinéa 4, la décision d'octroi dont bénéficie l'employeur, pour laquelle la demande de modification du volume global de l'emploi de référence est introduite, est modifiée comme suit : le VGE de référence est fixé par la décision modificative visée à l'alinéa 4 en tenant compte de l'impact sur le volume global de l'emploi de l'employeur des circonstances pérennes justifiant l'octroi de la demande de modification du volume global de l'emploi de référence.

En cas de refus, la ministre ou son délégué prend une décision de refus de la demande visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

La décision visée à l'alinéa 4 entre en vigueur au 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'employeur obtient, pour une deuxième année consécutive, une dérogation à son obligation de maintien de son volume global de l'emploi de référence.

Le Forem notifie la décision à l'employeur, sur son espace personnel, dans un délai de cinq jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

CHAPITRE 5. — *Perte de subvention*

Art. 58. En cas de non-respect par l'employeur de son volume global de l'emploi de référence, durant trois années consécutives, la ministre ou son délégué prend, sur proposition du Forem, une décision de perte définitive de la subvention.

En application de l'alinéa 1^{er}, la décision d'octroi de la subvention dont bénéficie l'employeur est modifiée, comme suit :

1° le montant de la subvention est définitivement réduit à due proportion du non-respect du volume global de l'emploi qui s'est répétée durant 3 années consécutives ;

2° le nombre de travailleur minimum pour lequel la subvention est octroyée est réduit à due proportion de la réduction de la subvention visée au 1° ;

3° le volume global de l'emploi de référence est réduit à due proportion de la réduction de la subvention visée au 1°.

La décision modificative d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er} entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année au cours de laquelle, pour la troisième année consécutive, le contrôle du volume global de l'emploi établit le non-respect par l'employeur de son obligation de maintien du volume de l'emploi référence.

CHAPITRE 6. — *Evaluation, sanction et récupération*

Art. 59. En application de l'article 43, alinéa 1^{er}, 7°, du décret du 10 juin 2021, l'employeur remet annuellement au Forem un rapport d'exécution de la décision d'octroi de la subvention, pour le 30 mars de l'année qui suit l'année concernée par le rapport d'exécution. Le contenu du rapport d'exécution est fixé par la ministre, dans le respect de l'article 5 du même décret, sur proposition du Forem.

Le rapport d'exécution reprend les activités d'intérêt général sur lesquelles sont affectés les travailleurs pour lesquels l'employeur bénéficie d'une subvention en vertu du décret du 10 juin 2021.

L'employeur précise les compétences fonctionnelles auxquelles sont rattachées les activités d'intérêt général visées à l'alinéa 1^{er}.

La liste des compétences fonctionnelles visées à l'alinéa 3, ainsi qu'à l'article 63, §§ 1^{er}, alinéa 5, 1°, et 2, alinéa 3, sont fixés par le ministre.

Art. 60. La commission interministérielle visée à l'article 48 du décret du 10 juin 2021 est composée d'un représentant du ministre-Président et de chaque ministre du Gouvernement wallon, d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et d'un représentant du Forem.

Un représentant de chaque Ministre de la Communauté française peut être invité à participer aux réunions de la commission.

La présidence de la commission est assurée par la ministre de l'emploi.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er} siègent avec voix délibérative, à l'exception du représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française qui siège avec voix délibérative uniquement lorsqu'il est concerné en vertu de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et du représentant du Forem qui siège avec voix consultative.

Lorsqu'un représentant du ministre de la Communauté française est invité à participer à aux réunions de la commission interministérielle, il siège avec voix consultatives.

Art. 61. § 1^{er}. Les membres de la commission interministérielle, visés à l'article 60, alinéa 1^{er}, sont désignés par le Gouvernement, à l'exception du représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française, qui est désigné par cette dernière.

Les membres sont désignés pour la durée de la législature. Leur mandat est renouvelable.

§ 2. La commission se réunit chaque fois que nécessaire et, au minimum, quatre fois par an sur convocation de son président.

§ 3. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 62. En cas de non-respect des obligations prévues par ou en vertu du décret du 10 juin 2021, la ministre peut, sur proposition de la commission interministérielle, prendre une décision de sanction, conformément à l'article 49 du même décret.

Au préalable, le Forem adresse à l'employeur un avertissement par lettre recommandée l'invitant à faire part de ses observations et moyens de défense dans un délai de quinze jours calendrier à dater de la réception de l'envoi recommandé.

A sa demande, l'employeur ou son mandataire peut être entendu par la commission interministérielle.

Le Forem transmet, à la ministre, le dossier complet, ainsi que la proposition de sanction de la commission interministérielle.

La décision est prise par la ministre et notifiée à l'employeur par courrier recommandé.

Art. 63. § 1^{er}. La ministre définit, sur proposition du Forem, le contenu du rapport d'évaluation visé à l'article 50, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 10 juin 2021.

Ce rapport est transmis tous les 2 ans par le Forem à la commission visée à l'article 60, au plus tard le 30 septembre. Le premier rapport d'évaluation du dispositif est transmis par le Forem en 2023.

Le rapport d'évaluation porte sur les 2 années précédant l'année au cours de laquelle le rapport est établi, à l'exception du premier rapport d'évaluation du dispositif, visé à l'alinéa 2 et qui porte sur l'année 2022.

La ministre, sur proposition de la commission, valide le rapport et le communique Gouvernement qui le transmet aux instances visées à l'article 50, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 10 juin 2021.

Le rapport d'évaluation comprend notamment :

1° les compétences fonctionnelles, auxquelles les activités d'intérêt général, sur lesquelles sont affectés les travailleurs pour lesquels les employeurs bénéficient d'une subvention en vertu du décret du 10 juin 2021, sont rattachées, ainsi que la clé de répartition entre ces différentes compétences fonctionnelles ;

2° une analyse statistique quantitative et genrée des activités auxquels sont affectés les travailleurs pour lesquels les employeurs bénéficient de la subvention en vertu du décret du 10 juin 2021 ;

3° une analyse qualitative et genrée des travailleurs visés au 2°.

§ 2. Le Forem réalise un cadastre des entreprises bénéficiaires d'une subvention en vertu du décret du 10 juin 2021 et du nombre travailleurs pour lesquels une subvention est octroyée.

Ce cadastre est établi annuellement par l'Office, au plus tard le 30 mars de l'année qui suit l'année concernée par l'établissement du cadastre.

Par dérogation à l'alinéa 2, le premier cadastre, concernant les subventions relatives à l'année 2022, est établi pour le 31 octobre 2023 au plus tard.

Le cadastre est communiqué à la ministre et publié sur le site internet du Forem. Il reprend, pour chaque employeur, les montants octroyés, la ou les compétences fonctionnelles et les activités d'intérêt général sur lesquelles sont affectés les travailleurs pour lesquels l'employeur bénéficie de la subvention en vertu du décret du 10 juin 2021.

Art. 64. § 1^{er}. L'aide indûment perçue par l'employeur est récupérée par toute voie de droit, en ce compris la compensation. L'aide indûment perçue en vertu du décret du 25 avril 2002 peut être récupérée, par le Forem, par compensation sur le montant des subventions octroyées en vertu du décret du 10 juin 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'aide indûment perçue par l'employeur, constatée à la suite des contrôles visés à l'article 29 ou 49, est récupérée au cours de l'année qui suit l'année au cours de laquelle les contrôles ont été réalisés.

L'aide indûment versée, visée à l'alinéa 2, est récupérée par le Forem, par compensation, sur les montants de la subvention liquidée trimestriellement. Le montant compensé pour chaque tranche est égal à un quart du montant total de l'aide indûment perçue par l'employeur, pour l'année concernée, tel que constatée à l'issue des contrôles visés à l'article 29 ou 49.

§ 2. Toute entreprise ayant une dette envers le Forem en vertu du décret du 10 juin 2021 et du présent arrêté peut convenir avec lui d'un plan d'apurement si la durée de celui-ci n'excède pas vingt-quatre mois.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au montant indûment perçu visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

Seule la ministre ou son délégué peut conclure un plan d'apurement ayant une durée de plus de vingt-quatre mois.

L'entreprise qui souhaite bénéficier d'un plan d'apurement adresse une demande au Forem, via son espace personnel, au moyen du formulaire dont le modèle et le contenu sont déterminés par la ministre, dans le respect de l'article 5 du décret du 10 juin 2021, sur proposition du Forem.

Lorsque la demande concerne un plan d'apurement n'excédant pas vingt-quatre mois, le Forem communique sa décision, dans les trente jours à dater de la réception de la demande complète, à l'entreprise ainsi que, pour information, à la ministre.

Lorsque la demande porte sur un plan d'apurement excédant vingt-quatre mois, le Forem transmet, dans les trente jours de la réception de la demande, une proposition de décision à la ministre ou à son délégué, laquelle prend sa décision dans les vingt jours à dater de la réception de la proposition de décision du Forem.

La ministre ou son délégué transmet ensuite la décision au Forem qui la notifie à l'entreprise dans les dix jours.

En cas de non-respect des échéances prévues dans le plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée par toutes voies de droit en ce compris la compensation.

CHAPITRE 7. — *Dispositions modificatives*

Art. 65. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les dispositions générales d'exécution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur non marchand résultant de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, les mots « du trimestre au cours duquel » sont remplacés par les mots « du semestre au cours duquel ».

Art. 66. A l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, le paragraphe 2 est remplacé comme suit :

« § 2. L'I.D.E.S.S. qui occupe :

1° deux travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 18.768 euros pour l'occupation d'un travailleur à mi-temps en qualité de personnel d'encadrement ;

2° trois travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 32.496 euros pour l'occupation d'un travailleur à temps plein en qualité de personnel d'encadrement ;

3° cinq travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 50.364 euros pour l'occupation d'un-et-demi travailleurs à temps plein en qualité de personnel d'encadrement ;

4° huit travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 64.990 euros pour l'occupation de deux travailleurs à temps plein en qualité de personnel d'encadrement ;

5° dix travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 82.860 euros pour l'occupation de deux-et-demi travailleurs à temps plein en qualité de personnel d'encadrement ;

6° treize travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 97.487 euros pour l'occupation de trois travailleurs à temps plein, en qualité de personnel d'encadrement ;

7° quinze travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie d'une subvention annuelle de 112.11481 euros pour l'occupation de trois-et-demi travailleurs à temps plein, en qualité de personnel d'encadrement.

Le montant des subventions visés à l'alinéa 1^{er} est réduit, pour l'I.D.E.S.S. qui bénéficie d'une subvention en vertu de l'article 12 bis du décret du 14 décembre 2006, d'un montant de 4904 euros par demi équivalent temps plein pour lequel les subventions visées à l'alinéa 1^{er} sont octroyées.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une I.D.E.S.S. bénéficiait, avant le 1^{er} janvier 2022, d'une subvention en vertu du décret du 25 avril 2002 et de son agrément I.D.E.S.S., le montant de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est réduit du montant dont l'employeur bénéficie en vertu de l'article 6 du décret 10 juin 2021 dont l'employeur bénéficie pour l'occupation du personnel visé à l'alinéa 1^{er}.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont indexés chaque année, à partir de l'année 2023, conformément à l'indexation de la subvention octroyée en vertu du décret du 10 juin 2021.

La Ministre détermine les modalités de calcul visées à l'article 16, alinéa 2 du décret. »

Art. 67. A l'article 16, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, les mots « par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « par ou en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

Art. 68. A l'article 31, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2021, les mots « l'aide visée à l'article 14 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement » sont remplacés par les mots « la subvention octroyée en vertu du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

Art. 69. A l'article 1595, § 1^{er}, alinéa 2, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, les mots « en application fu décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement » sont remplacés par les mots « en application du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 70. L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales est abrogé.

Art. 71. L'article 28/11 de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, inséré par l'arrêté royal du 24 avril 2014, est abrogé.

Art. 72. L'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les dispositions générales d'exécution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur non marchand résultant de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations est abrogé.

Art. 73. L'arrêté royal du 30 avril 2007 portant fixation des enveloppes pour l'emploi des jeunes dans le secteur non-marchand et sa répartition est abrogé.

Art. 74. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2016 à destination des employeurs des services d'aide aux familles et aux aînés (SAFAS), modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand est abrogé.

Art. 75. L'arrête du Gouvernement wallon du 26 juin 2019 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, à destination des employeurs des services d'aide aux familles et aux aînés (SAFAS) est abrogé.

CHAPITRE 9. — *Dispositions transitoires*

Art. 76. L'arrêté du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 continue à produire ses effets pour toute situation juridique née avant le 31 décembre 2021 et découlant d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002.

Les situations juridiques visées à l'alinéa 1^{er} continuent à être régies par les dispositions prévues par l'arrêté du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002.

Art. 77. L'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les dispositions générales d'exécution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur non marchand résultant de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations continue à produire ses effets pour toute situation juridique née avant le 31 décembre 2021 et découlant d'une subvention octroyée en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Les situations juridiques visées à l'alinéa 1^{er} continuent à être régies par les dispositions prévues par le même arrêté.

Art. 78. L'intervention accordée entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2021 à l'employeur pour l'occupation d'un jeune en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi prend fin le dernier jour du semestre au cours duquel le travailleur atteint l'âge de 26 ans.

Art. 79. Une subvention complémentaire est octroyée aux employeurs, bénéficiaires de la subvention octroyée en vertu de l'article 6 du décret 10 juin 2021, qui figurent annexe du présent arrêté.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée, pour une période de 6 mois située entre le 1^{er} janvier 2022 et le 30 juin 2022, pour toute activité liée aux conséquences des inondations des 14 et 15 juillet 2021 qui ont touchés les employeurs visés à l'alinéa 1^{er}.

La ministre prend une décision d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, sur proposition du Forem. La décision entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

La décision visée à l'alinéa 3 prend la forme d'une décision modificative de la décision de la subvention visée à l'article 7, qui est modifiée, pour la période située entre le 1^{er} janvier 2022 et le 30 juin 2022, comme suit :

1° le montant de la subvention octroyée en vertu de l'article 6 du décret du 10 juin 2021 est augmenté du montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, tel que fixé par l'annexe visé à l'alinéa 1^{er}.

2° le nombre minimum de travailleurs pour lequel la subvention est octroyée en vertu de l'article 6 du même décret est augmenté du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée, tel que fixé par l'annexe visé à l'alinéa 1^{er} ;

3° le volume global de l'emploi de référence que l'employeur est tenu de maintenir en vertu de la subvention visée à l'article 6 du même décret est augmenté du nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée, tel que fixé par l'annexe visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

Art. 80. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022, à l'exception :

1° de l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} de l'article 19 qui entre en vigueur le 15 octobre 2021 ;

2° des articles 65 et 78 qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2021.

Art. 81. La ministre qui a l'emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des Chances,
des Droits des Femmes et chargée de l'Economie sociale,

Ch. MORREALE

ANNEXE I

Le tableau ci-dessous fixe, en exécution de l'article 6, alinéa 2, du décret du 10 juin 2021 et de l'article 6, § 3, de l'arrêté portant exécution du décret du 10 juin 2021 :

- 1^{ière} colonne : la liste des employeurs qui peuvent bénéficier, dans le respect des conditions fixées par le décret du 10 juin 2021 et son arrêté d'exécution, de la subvention visée à l'article 6, alinéa 2 du même décret ;

- 2^{ème} colonne : pour l'application de la formule de calcul de la subvention, le nombre de points octroyés à l'employeur, tel que prévu en exécution de la convention du 25 mars 2015 entre la Région wallonne et la communauté française en matière d'emploi et d'accueil de la petite enfance ;

- 3^{ème} : la valeur de la variable D, correspondant au nombre d'équivalents temps plein pour lesquels l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril était convenue, tel que prévu par la convention du 25 mars 2015 précitée, au bénéfice de l'employeur.

<u>Employeur</u>	<u>Nombre de points octroyés/ n° projet</u>	<u>Valeur de la variable D</u> (nombre d'équivalents temps plein)
Administration communale Wavre	18 Projet n° BW062	3
Centre public d'Action sociale Wavre	6 Projet n° BW064	1
Administration communale Les Bons Villers	9 Projet n° HT 238	1,5
Administration communale Ath (2 projets)	18 Projet n° HT 240 à 15 points Projet n° HT 279 à 3 points	3
Administration communale Saint- Ghislain (2 projets)	24 Projet n° HT247/1 à 18 points Projet n° HT247/2 à 6 points	4
Administration communale Saint- Nicolas	12 Projet n° LG 157	2
Administration communale Charle- roi	6 Projet n° HT252	1
Centre public d'Action sociale Mous- cron	12 Projet n° HT251	2
Administration communale Flé- malle (2 projets)	27 Projet n° LG 181 à 24 point Projet n° LG 204 à 3 points	4,5
Administration communale Quévy	6 Projet n° HT 254	1
Administration communale Liège (5 projets)	86 Projet n° LG 185 : 36 points Projet n° LG 186 : 36 points Projet n° LHG 187 : 12 points Projet n° LG 198 à 3 points Projet n° LG 199 à 3 points	13
Administration communale Martel- lange	9 Projet n° LX070	1,5
Administration communale Wal- court	30 Projet n° NR081	5
Association Intercommunale Génér- ation Thierarche	15 Projet n° 092	2,5
Centre public d'Action sociale Leuze- en-Hainaut	12 Projet n° HT 282	2
Centre public d'Action sociale Crisnée	15 Projet n° LG 200	2,5
Centre public d'Action sociale Châ- telet	6 Projet n°HT268	1
Centre public d'Action sociale Soi- gnies	3 Projet n° HT 267	0,5
Administration communale Fon- taine L'Evêque	6 Projet n° HT261	1
A.S.B.L. La Mandoline	18 Projet n° LG 210	3
IRSIA (Intercommunale du Réseau Social d'intégration et d'accueil)	24 Projet n° HT 225	4

ANNEXE II

Le tableau ci-dessous fixe, en exécution de l'article 79 de l'arrêté portant décret du 10 juin 2021 :

- 1^{ière} colonne : la liste des employeurs bénéficiaires de la subvention complémentaire ;
- 2^{ème} colonne : le montant de la subvention qui leur est octroyés ; pour l'application de la formule de calcul de la subvention, le nombre de points octroyés à l'employeur, tel que prévu en exécution de la convention du 25 mars 2015 entre la Région wallonne et la communauté française en matière d'emploi et d'accueil de la petite enfance ;
- 3^{ème} : le nombre minimum de travailleurs pour lequel la subvention complémentaire est octroyée.

<u>Employeurs bénéficiaires de la subvention complémentaire visée à l'article 79</u>	<u>Montant annuelle de la subvention / montant réel correspondant à la durée d'octroi de 6 mois</u>	<u>Nombre d'équivalent temps plein pour lequel la subvention complémentaire est octroyée</u>
Administration communale Trooz	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Pépinster	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Verviers	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Eneux-Tilf	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Limbourg	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Liège	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Theux	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Chaudfontaine	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Aywaille	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Comblain	322.650 euros / 161.325 euros	9
Administration communale Dalhem	35.850,00 euros / 17925,00 euros	1
Administration communale Spa	71.700,00 euros / 35.850 euros	2
Administration communale Olné	179.250,00 euros / 89.625 ;00 euros	5
Administration communale Rochefort	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Houyet	107.550,00 euros / 53.775,00 euros	3
Administration communale Walcourt	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale La-Roche-en-Ardenne	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Durbuy	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Marche-en-Famenne	179.250,00 euros / 89.625 ;00 euros	5
Administration communale Hotton	179.250,00 euros / 89.625 ;00 euros	5
Administration communale Aiseau-Presles	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Ottignies-Louvain-la-Neuve	358.500,00 euros / 179.250,00 euros	10
Administration communale Wavre	35.850,00 euros / 17925,00 euros	1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

Namur, le 16 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22873]

16 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, artikel 86;

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", afgekort : « IDESS », artikel 12, 2° ;

Gelet op het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, artikel 17, § 4;

Gelet op het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften, artikelen 1, lid 2, 6, leden 2, 4 en 5, 8, § 1, lid 2, 7°, 9, § 5, 11, lid 2, 12, leden 1 en 3 tot 6, 13, 14, §§ 1, lid 1, 2, leden 1 en 5, en 3, leden 1 tot 3 en 5, 15, lid 4, 17, § 1, lid 2, 6°, 21, lid 3, 22, lid 1, 23, lid 2, 24, leden 1 en 3, 25, leden 2, 3 en 5, 26, leden 1 en 3 tot 6, 27, 28, § 1, lid 2, 30, lid 1, 3°, lid 2, 33, lid 1, 35, 36, leden 1 en 3, 37, leden 1 en 3, 38, lid 1, 39, leden 1 tot 3 en 5, 40, leden 3 tot 6, 41, 42, lid 2, 43, lid 1, 7°, 48, lid 2, 49, 50, leden 1, 3° en 4°, 2 en 3, en 51, leden 1 en 2 ;

Gelet op het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, artikel 469;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I) betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen worden de volgende artikelen opgeheven, artikel 28/11;

Gelet op het Koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende de algemene uitvoeringsbepalingen van de maatregelen ten gunste van de tewerkstelling van jongeren in social profitsector voortvloeiend uit de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 april 2007 houdende vaststelling van de enveloppen bestemd voor de tewerkstelling van jongeren in de social profitsector en de verdeling ervan ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, Afgekort "I.D.E.S.S.", artikel 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, artikel 16, lid 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2016 ter bestemming van de werkgevers van de diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren (SAFAS), tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, artikel 31, § 2, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2019 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, voor de werkgevers van de diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren ("SAFAS");

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid – Gecodificeerde besluiten, artikel 1595;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", gegeven op 2 juli 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2021;

Gelet op het advies 118/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het verslag van 24 mei 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 70.311/4 van de Raad van State, gegeven op 22 november 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Minister : de Minister bevoegd voor Tewerkstelling;

2° "Forem" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

2° het decreet van 10 juni 2021: het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften";

5° de wet van 24 december 1999: de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid ;

5° het decreet van 25 april 2002 : het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

6° de wet van 23 december 2005 : de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact;

7° de niet-werkende werkzoekende: de niet-werkende werkzoekende als bedoeld in artikel 1, eerste lid, 5°, van het decreet van 10 juni 2021;

8° persoonlijke ruimte: account, aangemaakt door de werkgever, waarvan de authenticatie gewaarborgd is, op de daartoe ingerichte website, en ter beschikking gesteld door Forem, waardoor de werkgever op beveiligde wijze informatie kan opslaan betreffende alle stappen die hij bij Forem heeft ondernomen en betreffende de werknemers waarvoor hij gesubsidieerd is;

9° activiteit van algemeen belang: de activiteit bedoeld in artikel 43, eerste lid, 8°, a), van het decreet van 10 juni 2021.

Art. 2. § 1. Gelijkgesteld wordt met een niet-werkende werkzoekende, de persoon ingeschreven als werkzoekende bij Forem en die te werk wordt gesteld:

1° overeenkomstig de artikelen 60, § 7, en 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° als dienstenchequewerknemer overeenkomstig de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen ;

3° als PWA-werknemers overeenkomstig de wet van 7 april 1999 betreffende de PWA-arbeidsovereenkomst.

4° overeenkomstig het koninklijk besluit van van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders betreffende de herinschaling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen.

§ 2. Met een niet-werkende werkzoekende kan worden gelijkgesteld, de werknemer die in dienst is genomen door de werkgever die daags voor zijn indienstneming niet bij Forem ingeschreven was en die, indien hij bij Forem ingeschreven was geweest daags voor zijn indienstneming, beantwoord zou hebben aan de omschrijving "niet-werkende werkzoekende".

De gelijkstelling bedoeld in het eerste lid wordt, voor de toepassing van het decreet van 10 juni 2021 alleen, toegekend op aanvraag van de werknemer bij Forem, tegen volgende voorwaarden:

1° op het tijdstip van de indiening van de aanvraag is de werknemer die de gelijkstelling bedoeld in het eerste lid aanvraag, bij Forem ingeschreven als werkzoekende;

2° daags voor zijn indienstneming heeft de werknemer die de gelijkstelling aanvraagt de wettelijke pensioensleeftijd niet bereikt en voldoet hij aan één der volgende voorwaarden:

a) Hij is niet verbonden door een arbeidsovereenkomst, bevindt zich niet in een arbeidsrelatie van statutaire aard en oefent geen enkele activiteit uit als zelfstandige in hoofdberoep;

b) Hij is een onvrijwillig deeltijdse werknemer, zoals bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Geacht wordt, te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in het tweede lid, 2°, a), de werknemer die op het tijdstip van de indiening van zijn aanvraag niet aangegeven is als tewerkgesteld door welke werkgever dan ook middels de onmiddellijke aangifte van tewerkstelling bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, op de datum van de dag voor zijn indienstneming.

Art. 3. Wanneer dit decreet in termijnen voorziet die in dagen worden uitgedrukt, betreft het kalenderdagen.

De termijn gaat in daags na de gebeurtenis die de termijn inzet. Alle kalenderdagen worden verrekend.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

Wanneer dit decreet in termijnen voorziet die in maanden worden uitgedrukt, wordt de termijn berekend vanaf daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Als een termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag ophoudt, is de laatste dag van de termijn de eerstvolgende werkdag.

Art. 4. Wanneer dit besluit in een overmaken of een kennisgeving van een beslissing voorziet door Forem naar werkgever, op diens persoonlijke ruimte, wordt dit overmaken of die kennisgeving van een datum voorzien waarvan de echtheid en de integriteit onder de waarborg staan van ieder middel dat beantwoordt aan de vereisten van artikel 43 van Verordening (EG) nr 910/2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG.

HOOFDSTUK 2. — *Subsidie betreffende de instandhouding van betrekkingen, opgericht in de Steunregeling ter bevordering van de werkgelegenheid*

Afdeling 1 — Toekenningmodaliteiten

Art. 5. De Minister of diens gemachtigde neemt, op voorstel van Forem, een beslissing tot toekenning voor iedere werkgever die een subsidie geniet krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021. Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte.

De beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in het eerste lid treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 6. § 1. In afwijking van artikel 5 wordt de subsidie bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021 op voorstel van Forem middels de indiening bij Forem van een subsidieaanvraag door de werkgever, overeenkomstig paragraaf 2, door de Minister toegekend.

§ 2. De subsidieaanvraag bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021 wordt door de werkgever via diens persoonlijke ruimte bij Forem ingediend middels het formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister bepaald worden, met inachtneming van artikel 5 van hetzelfde decreet, op voorstel van Forem.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte verder aan te vullen.

Wanneer de aanvraag onvolledig is, beschikt de werkgever over een termijn van dertig dagen om hem aan te vullen. Indien niet, wordt geen gevolg aan de aanvraag gegeven.

Wanneer de aanvraag volledig is, gaat Forem na of de aanvraag ontvankelijk is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer volgende voorwaarden worden vervuld:

1° de werkgever wordt opgenomen in de in bijlage gevoegde lijst der werkgevers bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021 en krijgt hij geen beslissing tot toekenning van de steunregeling ter bevordering van tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002, in werking op 30 september 2021, voorzien ter uitvoering van de overeenkomst van 25 maart 2015 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap inzake kinderopvang en jeugd;

2° de werkgever heeft vooraf de machtiging gekregen van het "Office de la naissance et de l'enfance" voor de opening van nieuwe opvangplaatsen ter uitvoering van voornoemde overeenkomst van 25 maart 2015;

3° de aanvraag wordt ingediend binnen de 6 maanden volgend op de maand in de loop waarvan de machtiging van het "Office de la naissance et de l'enfance", bedoeld in lid 2, verkregen is.

Is de aanvraag onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever via diens persoonlijke ruimte daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftientig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door Forem.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

De toekenningsbeslissing treedt in werking de dag van kennisgeving van de beslissing aan de werkgever.

§ 3. Het subsidiebedrag bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021, wordt berekend overeenkomstig artikel 9 van hetzelfde decreet.

De lijst bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021, opgenomen als bijlage, is een nadere opgave, voor de toepassing van de rekenformule, van:

1° het aantal punten toegekend aan de werkgever, overeenstemmend met het aantal voltijdsequivalenten voor welke de steunregeling inzake bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002 was overeengekomen zoals voorzien bij voornoemde overeenkomst van 25 maart 2015, ten voordele van de werkgever, vermenigvuldigd met zes;

2° de waarde van variabele "D", overeenstemmend met het aantal voltijdsequivalenten voor welke de steunregeling inzake bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002 was overeengekomen zoals voorzien bij voornoemde overeenkomst van 25 maart 2015, ten voordele van de werkgever.

§ 4. Het minimumaantal voltijdsequivalenten voor wie de subsidie bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021 aan de werkgever wordt toegekend is gelijk aan het aantal voltijdsequivalenten voor wie de steunregeling ter bevordering van de tewerkstelling krachtens 25 april 2002 was overeengekomen, zoals voorzien bij voornoemde overeenkomst van 25 maart 2015 en opgenomen als bijlage bij dit besluit.

Art. 7. § 1. De in artikel 5 bedoeld toekenningsbeslissing stelt vast:

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de werkgever, berekend overeenkomstig de artikelen 8 tot 10 van het decreet van 10 juni 2021 en artikel 9;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 10 juni 2021 en artikel 10;

3° het globaal volume van de referentietewerkstelling die de werkgever moet behouden krachtens artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2;

4° in voorkomend geval, het maximumaantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie is toegekend, dat tewerkgesteld kan worden in de vestigingseenheid gelegen buiten het Franse taalgebied.

§ 2. De toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 6, § 2, lid 7, stelt vast:

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de werkgever, berekend overeenkomstig artikel 6, § 3 ;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 6, § 4;

3° het globaal volume van de referentietewerkstelling die de werkgever moet behouden krachtens artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, § 3.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, neemt de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 6, § 2, lid 7, wanneer een werkgever die de subsidie krijgt krachtens artikel 6, lid 1, van het decreet van 10 juni 2021 een beslissing tot toekenning van de subsidie krachtens artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet krijgt, de vorm van een beslissing tot wijziging van de toekenningsbeslissing bedoeld in paragraaf 1.

Overeenkomstig lid 1 wordt de toekenningsbeslissing bedoeld in paragraaf één als volgt gewijzigd te rekenen van de inwerkingtreding van de wijzigingsbeslissing bedoeld in het eerste lid:

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de werkgever, bedoeld in paragraaf 1, 1°, wordt verhoogd met het bedrag van de subsidie toegekend aan de werkgever krachtens artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig artikel 6, § 3;

2° het minimumaantal werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend, bedoeld in paragraaf 1, 2°, wordt verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie bedoeld in artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 6, § 4;

3° het globaal volume inzake de referentietewerkstelling die de werkgever moet behouden, bedoeld in paragraaf 1, 3°, wordt verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie bedoeld in artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 6, § 4.

§ 4. Vanaf 1 januari 2023 wordt het bedrag van de subsidie, toegekend krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, zoals vastgesteld bij de beslissing tot toekenning van de subsidie die de werkgever geniet, wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd door het bedrag van de subsidie van het vorige jaar te vermenigvuldigen met de gemiddelde cijfers van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het vorige jaar, gedeeld door de gemiddelde cijfers van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het jaar voorafgaand aan het vorige jaar, waarbij het groeicijfer van het begrotingskrediet voor het jaar waarvoor de indexering van de subsidie wordt berekend, niet overschreden wordt.

Wanneer de werkgever die de subsidie bedoeld in het eerste lid krijgt zijn subsidie geheel of gedeeltelijk afstaat aan een overnemende werkgever, wordt het bedrag van de overeenkomstig afdeling 4 afgestane subsidie geïndexeerd overeenkomstig lid 1.

Art. 8. § 1. Ter uitvoering van de artikelen 8, § 1, tweede lid, 7°, en 17, § 1, lid 2, 6°, van het decreet van 10 juni 2021 wordt de waarde van de variabele G, bedoeld in artikel 8, § 1, lid 1, of 17, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet vastgesteld op 1,0800.

§ 2. Ter uitvoering van artikel 9, § 5, van het decreet van 10 juni 2021:

1° wordt de waarde van variabele "C", bedoeld in artikel 9, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig artikel 9, § 2, van hetzelfde decreet, vastgesteld:

a) voor de werkgevers vallend onder de niet-commerciële sector op 0.9208;

b) voor de werkgevers vallend onder de overheidssector, op 0.9645;

2° wordt de waarde van variabele "E", bedoeld in artikel 9, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig artikel 9, § 3, van hetzelfde decreet, vastgesteld:

a) voor de werkgevers vallend onder de niet-commerciële sector op 9807,65 euro; ;

b) voor de werkgevers vallend onder de overheidssector, op 7860,66 euro;

3° wordt de waarde van variabele "F", bedoeld in artikel 9, § 1, 3°, van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig artikel 9, § 4, van hetzelfde decreet, vastgesteld:

a) voor de werkgevers vallend onder de niet-commerciële sector op 0.9646;

b) voor de werkgevers vallend onder de overheidssector, op 0.9813.

Art. 9. Voor de toepassing van artikel 8 van het decreet van 10 juni 2021:

1° wordt, indien het subsidiëringspercentage, berekend overeenkomstig artikel 8, § 3, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021, van de werkgever, bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, lager is dan het gemiddelde subsidiëringspercentage van de overheidssector als bedoeld in artikel 8, § 2, 1°, b), het gemiddeld subsidiëringspercentage van de werkgever berekend op de 2 meest voordelige jaren voor de werkgever tussen 2017, 2018 en 2019, zonder het gemiddeld subsidiëringspercentage van de overheidssector als bedoeld in artikel 8, § 2, 1°, b), te mogen overschrijden;

2° mag de waarde van variabele D, bedoeld in artikel 8, § 1, tweede lid, 4°, van het decreet van 10 juni 2021, voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, niet lager zijn dan het aantal punten toegekend aan de werkgever op 30 september 2021, gedeeld door het gemiddeld aantal punten per voltijdsequivalent, bereikt door de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019;

3° wordt, indien het tewerkstellingspercentage, berekend overeenkomstig artikel 8, § 3, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021, van de werkgever, bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van hetzelfde decreet, lager is dan het gemiddelde tewerkstellingspercentage van de overheidssector als bedoeld in artikel 8, § 2, 3°, b), variabele F berekend op de 2 meest voordelige jaren voor de werkgever tussen 2017, 2018 en 2019, zonder het gemiddeld tewerkstellingspercentage van de overheidssector als bedoeld in artikel 8, § 2, 3°, b), te mogen overschrijden.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, wordt het aantal punten per voltijdsequivalent, bereikt door de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, berekend als volgt:

$$(Po\ Empl\ 2017 + Po\ Empl\ 2018 + Po\ Empl\ 2019)/(ETPR\ Empl\ 2017 + ETPR\ Empl\ 2018 + ETPR\ Empl\ 2019)$$

Voor de toepassing van lid 2 gelden de volgende begripsomschrijvingen:

1° Po Empl: "Po Empl" is gelijk aan het gemiddeld aantal punten toegekend aan de werkgever in de loop van het betrokken jaar;

2° ETPR Empl: "ETPR Empl" is gelijk aan het gemiddeld aantal voltijdsequivalenten, bereikt door de werkgever en tewerkgesteld in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied in de loop van het betrokken jaar.

Art. 10. Voor de toepassing van artikel 11, derde lid, van het decreet van 10 juni 2021 mag het gemiddeld aantal punten per voltijdsequivalent, bereikt door de werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, leden 3 en 4, van hetzelfde decreet niet lager zijn dan vijf.

Afdeling 2 — Herberekening van de subsidie

Art. 11. Tegen uiterlijk 15 juni 2022 berekent Forem overeenkomstig artikel 15, lid 4, van het decreet van 10 juni 2021, de subsidie toegekend krachtens artikel 6, lid 1, van hetzelfde decreet voor de werkgevers die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld bij artikel 15, leden 1 tot 3, van hetzelfde decreet.

Wanneer het subsidiebedrag zoals vastgesteld bij de toekenningsbeslissing als bedoeld in artikel 7, § 1, ten gevolge van de herberekening bedoeld in lid 1, aangepast dient te worden maakt Forem een beslissing tot wijziging van de toekenningsbeslissing bedoeld in artikel 7, § 1, aan de Minister of diens gemachtigde over.

De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing tot wijziging van het subsidiebedrag, bedoeld in artikel 6, lid 1, van het decreet van 10 juni 2021, binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige, door Forem overgemaakte dossier.

Ter uitvoering van het derde lid wordt het toekenningsbesluit, bedoeld in artikel 7, eerste lid, als volgt gewijzigd: het bedrag van de aan de werkgever toegekende subsidie, bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1°, wordt vervangen door het bedrag berekend overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 10 juni 2021.

Het in lid 3 bedoelde besluit treedt, met terugwerkende kracht, in werking op 1 januari 2022.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

Sectie 3 - Totale omvang van de referentiewerkstelling

Art. 12. Het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, bedoeld in artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021, wordt overeenkomstig artikel 13 berekend op basis van de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikbare gegevens op 30 september 2021, rekening houdend met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en volgens de volgende procedures

alleen de volgende werknemers, ongeacht de eenheid van vestiging waar zij werkzaam zijn, die volgens de desbetreffende werknemerscodes van het RSZ zijn aangegeven, worden in aanmerking genomen bij de berekening van het totale volume van de referentiewerkstelling:

- a. 012 Gehandicapte arbeiders;
 - b. 015 Gewone arbeiders ;
 - c. 024 Gesubsidieerde contractuelen, handarbeiders aangegeven op grond van een reële bezoldiging ;
 - d. 025 Gesubsidieerde contractuelen, Gehandicapte handarbeiders aangegeven op grond van een reële bezoldiging, tewerkgesteld in beschuttende werkplaatsen ;
 - e. 101 Contractuele handarbeiders ;
 - f. 104 Gehandicapte Contractuele handarbeiders tewerkgesteld in beschuttende werkplaatsen ;
 - g. 111 Handarbeiders ACS – CONTINGENT ;
 - h. 112 Handarbeiders ACS – PROJETS ;
 - i. 113 handarbeiders ACS - overheidsbesturen ;
 - j. 114 Gesubsidieerde contractuele handarbeiders ;
 - k. 201 Contractuele intellectuele werknemers;
 - l. 204 Gehandicapte contractuele intellectuele werknemers tewerkgesteld in een onderneming voor aangepast werk ;
 - m. 211 Intellectuele werknemers ACS – CONTINGENT ;
 - n. 212 Intellectuele werknemers ACS – PROJETS ;
 - o. 213 Intellectuele werknemers ACS - overheidsbesturen ;
 - p. 214 Gesubsidieerde contractuele intellectuele werknemers ;
 - q. 484 Gesubsidieerde contractuele intellectuele werknemers tewerkgesteld door overheden en andere instellingen, verenigingen en vennootschappen daarmee gelijkgesteld ;
 - 485 Gesubsidieerde contractuelen, gehandicapte intellectuele werknemers, tewerkgesteld in beschuttende werkplaatsen ;
 - 492 Intellectuele gehandicapte personen ;
 - 495 Gewone intellectuele personen ;
 - 601 : Definitieve ;
 - 604 Definitieve - Contractuele handarbeiders tewerkgesteld in beschuttende werkplaatsen ;
 - 608 : Stagiairs met zicht op een definitieve benoeming – vakantieregeling uit de privé sector ;
 - 609 : Stagiairs met zicht op een definitieve benoeming – vakantieregeling uit de openbare sector ;
 - 675 : Statutairen openbare sector ;
- 2° in afwijking van 1° worden leerlingen op basis van de RSZ-codes voor de soorten leerlingstelsel buiten beschouwing gelaten bij de berekening van het totale arbeidsvolume;

3° er wordt geen rekening gehouden met de vergoedingen die de werknemer betaald worden wanneer de arbeidsovereenkomst beëindigd wordt en die in arbeidstijd worden uitgedrukt, vallend onder de RSZ-code bezoldiging.

4° op basis van alle coderingen van arbeidstijdgegevens die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 13. § 1. Het totale volume van de referentiewerkgelegenheid dat de werkgever krachtens artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021 moet naleven, is gelijk aan de som van het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers in dienst van de werkgever tijdens de jaren 2017, 2018 en 2019, berekend in voltijdse equivalenten volgens de procedures van artikel 12, gedeeld door drie.

In afwijking van lid 1 is, wanneer de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 steun heeft genoten ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van het decreet van 25 april 2002, voor een periode gelijk aan of langer dan 12 maanden en korter dan 36 maanden, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever krachtens artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021 in acht moet nemen, gelijk aan de som van het gemiddelde aantal werknemers die door de werkgever werden bezet gedurende elk kwartaal waarvoor de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 steun heeft ontvangen ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van het decreet van 25 april 2002, berekend in voltijdsequivalenten overeenkomstig de procedures van artikel 12, gedeeld door het aantal kwartalen waarvoor de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 steun heeft ontvangen ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van het decreet van 25 april 2022.

In afwijking van lid 1 is, wanneer de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 geen steun ter bevordering van de werkgelegenheid krachtens het decreet van 25 april 2002 heeft genoten, of gedurende een periode van minder dan twaalf maanden, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers dat de werkgever tussen 1 juli 2020 en 30 juni 2021 in dienst heeft, berekend in voltijdsequivalenten overeenkomstig de in artikel 12 vastgestelde modaliteiten.

In afwijking van lid 3 is, indien de werkgever op 30 juni 2021 minder dan twaalf maanden bestaat, de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid gelijk aan de som van het gemiddelde aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft in elk kwartaal tussen het eerste kwartaal vanaf hetwelk de werkgever werknemers in dienst heeft en 30 juni 2021, berekend in voltijdsequivalenten overeenkomstig de regels van artikel 12, gedeeld door het aantal kwartalen waarin de werkgever tussen 1 juli 2020 en 30 juni 2021 werknemers in dienst heeft gehad.

§ 2. In afwijking van lid 1 is, wanneer de werkgever op 30 september 2021 punten heeft overgedragen aan een verkrijger-werkgever in toepassing van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 en de werkgever geen gebruik maakt van de optie geboden door artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid dat de werkgever moet naleven, gelijk aan het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, berekend overeenkomstig lid 1, verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de overdracht van subsidie werd toegekend krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 op 30 september 2021.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt, wanneer de beschikking tot toekenning van PWA-punten, van kracht op 30 september 2021, op grond van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, niet het minimumaantal voltijdse equivalenten vermeldt dat de overdragende werkgever in acht moet nemen, het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen op grond van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, bekomen door het aantal punten dat de overdragende werkgever aan de verkrijgende werkgever heeft overgedragen op 30 september 2021, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, te delen door het gemiddeld aantal punten per voltijds equivalent werknemer behaald door de verkrijgende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, derde en vierde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van lid 2 mag het gemiddeld aantal punten per voltijdsequivalent, bereikt door de werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, leden 3 en 4, van het decreet van 10 juni 2021 niet lager zijn dan vijf.

§ 3. In afwijking van het eerste lid en van artikel 12 is de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever, begunstigde van de subsidie bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021, moet naleven, gelijk aan de som van zijn referentiewerkgelegenheid, bepaald overeenkomstig het tweede lid, en het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie aan de werkgever wordt toegekend, krachtens artikel 6, tweede lid, van hetzelfde decreet, bepaald overeenkomstig artikel 6, § 4.

n afwijking van lid 1 is, wanneer de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 geen steun ter bevordering van de werkgelegenheid krachtens het decreet van 25 april 2002 heeft genoten, of gedurende een periode van minder dan 12 maanden, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers in dienst van de werkgever tussen 1 juli 2020 en 30 juni 2021, berekend in voltijdsequivalenten overeenkomstig de in artikel 12 vastgestelde nadere regels.

In afwijking van lid 3 is, indien de werkgever op 30 juni 2021 minder dan twaalf maanden bestaat, de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid gelijk aan de som van het gemiddelde aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft in elk kwartaal tussen het eerste kwartaal vanaf hetwelk de werkgever werknemers in dienst heeft en 30 juni 2021, berekend in voltijdequivalenten overeenkomstig de in artikel 12 vastgestelde regeling, gedeeld door het aantal kwartalen waarin de werkgever tussen 1 juli 2020 en 30 juni 2021 werknemers in dienst heeft gehad.

§ 2. In afwijking van lid 1 is, wanneer de werkgever op 30 september 2021 punten heeft overgedragen aan een verkrijger-werkgever in de zin van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 en de werkgever geen gebruik maakt van de mogelijkheid geboden door artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid dat de werkgever moet naleven, gelijk aan het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, berekend overeenkomstig lid 1, verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de overdracht van subsidie werd toegekend krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 op 30 september 2021.

Voor de toepassing van de eerste alinea, wanneer de beschikking tot toekenning van EPA-punten, van kracht op 30 september 2021, op grond van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, niet het minimumaantal voltijdse equivalenten vermeldt dat de overdragende werkgever in acht moet nemen, wordt het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen op grond van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, wordt bekomen door het aantal punten dat de overdragende werkgever aan de verkrijgende werkgever heeft overgedragen op 30 september 2021, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, te delen door het gemiddeld aantal punten per voltijds equivalent werknemer behaald door de verkrijgende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, derde en vierde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van het tweede lid mag het gemiddelde aantal punten per voltijds equivalent werknemer behaald door de verkrijgende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, derde en vierde lid, van het decreet van 10 juni 2021, niet minder dan vijf bedragen.

§ 3. In afwijking van het eerste lid en artikel 12 is de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever, begunstigde van de subsidie bedoeld in artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021, moet naleven, gelijk aan de som van zijn referentiewerkgelegenheid, vastgesteld overeenkomstig het tweede lid, en het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie aan de werkgever wordt toegekend, krachtens artikel 6, tweede lid, van datzelfde decreet, vastgesteld overeenkomstig artikel 6, § 4.

Het in lid 1 bedoelde referentiepersoneelsbestand van de werkgever is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft gehad gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal voorafgaand aan de datum van indiening van de in artikel 6, § 2, bedoelde aanvraag.

In afwijking van lid 2 is, indien de in lid 1 bedoelde werkgever minder dan twaalf maanden bestaat, het referentiepersoneelsbestand gelijk aan de som van het gemiddelde aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft in elk kwartaal tussen het eerste kwartaal waarin de werkgever een werknemer in dienst heeft en het kwartaal voorafgaand aan de datum van indiening van de subsidieaanvraag, bedoeld in artikel 6, § 2, gedeeld door het aantal kwartalen waarin de werkgever werknemers in dienst heeft gehad tussen het eerste kwartaal waarin de werkgever een werknemer in dienst heeft en het kwartaal voorafgaand aan de datum van indiening van de aanvraag om een subsidie als bedoeld in artikel 6, § 2.

Het in het tweede of derde lid bedoelde referentiepersoneelsbestand wordt berekend op basis van de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikbare gegevens, op de datum van indiening van de in artikel 6, § 2, bedoelde subsidieaanvraag, rekening houdend met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en volgens de procedures van artikel 12, 1° tot en met 4.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 wordt, wanneer een werkgever die een subsidie ontvangt op grond van artikel 6, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021, voordeel haalt uit een beslissing tot subsidieverlening op grond van artikel 6, tweede lid, van hetzelfde decreet, de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever moet naleven vanaf de inwerkingtreding van het in artikel 7, lid 3, eerste alinea, bedoelde wijzigingsbesluit gelijk is aan de overeenkomstig de leden 1 en 2 vastgestelde totale omvang van de referentiewerkgelegenheid, verhoogd met het overeenkomstig artikel 6, lid 4, vastgestelde aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie aan de werkgever wordt toegekend op grond van artikel 6, lid 2, van hetzelfde decreet.

Art. 14. § 1. In toepassing van artikel 14, § 2, vijfde lid, van het decreet van 10 juni 2021, kan de werkgever die een subsidie ontvangt overeenkomstig artikel 6, eerste lid, van hetzelfde decreet, uiterlijk op 30 september 2022, via zijn persoonlijke ruimte, een aanvraag indienen tot herberekening van zijn globaal volume van de referentiewerkgelegenheid, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2, door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud worden bepaald door de Minister, overeenkomstig artikel 5 van hetzelfde decreet, op voorstel van het Forem.

Binnen tien dagen na ontvangst van de sollicitatie bevestigt het Forem de ontvangst van de sollicitatie en deelt mee of het dossier volledig is en, zo niet, nodigt het de werkgever uit om zijn sollicitatie binnen 30 dagen op zijn persoonlijke ruimte in te vullen.

Indien het dossier van de werkgever na de in lid 2 genoemde termijn onvolledig blijft, wordt de aanvraag zonder gevolg afgesloten.

§ 2. Onverminderd lid 1, derde alinea, controleert het Forem, wanneer het in lid 1, eerste alinea, bedoelde verzoek volledig is, de ontvankelijkheid ervan. De aanvraag is ontvankelijk wanneer het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers in dienst van de werkgever gedurende het jaar 2021, berekend op basis van de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikbare gegevens, ophoudt op 30 september 2022, met inachtneming van alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, volgens de procedures van artikel 12, 1° tot 4°, kleiner is dan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2.

§ 3. In geval van niet-ontvankelijkheid informeert de Forem de werkgever, op zijn persoonlijke ruimte, en dient hij de aanvraag in zonder verdere actie.

Indien de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het Forem de aanvraag en zendt het uiterlijk op 30 oktober 2022, binnen vijftwintig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag door het Forem, het volledige dossier en een voorstel voor een beslissing aan de minister of zijn afgevaardigde.

Het totale volume van de referentiewerkgelegenheid dat de werkgever moet naleven, is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft in het jaar 2021, berekend op basis van de beschikbare gegevens van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, per 30 september 2022, rekening houdend met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, overeenkomstig de in artikel 12, 1° tot 4°, vastgestelde procedures.

Voor de toepassing van lid 3 mag het totale volume van de referentieplaats die de werkgever moet naleven, niet kleiner zijn dan de som van het referentiepersoneel en de toegekende tijdsequivalenten, zoals vastgesteld in de besluiten tot toekenning van steun voor de bevordering van de werkgelegenheid die op 30 september 2021 van kracht zijn en waarvan de werkgever geniet krachtens het decreet van 25 april 2002.

De minister of zijn afgevaardigde neemt een wijzigingsbeslissing over de globale omvang van de referentietoekening die de werkgever overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 10 juni 2021 moet naleven, binnen de tien dagen na ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door het Forem.

Bij toepassing van het vijfde lid wordt de toekenningsbeschikking, bedoeld in artikel 7, § 1, als volgt gewijzigd: het globale volume van de referentietoekening, bedoeld in artikel 7, § 1, 3°, wordt vervangen door het globale volume van de referentietoekening, vastgesteld overeenkomstig het derde en vierde lid.

Het in lid 5 bedoelde wijzigingsbesluit treedt, met terugwerkende kracht, in werking op 1 januari 2022.

Het Forem brengt de werkgever binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing op de hoogte van de beslissing, op zijn plaats.

Afdeling 4 — Overdracht van de subsidie

Onderafdeling 1 — Nieuwe overdracht van de subsidie

Art. 15. § 1. Vanaf 1 april 2022 kan de werkgever, begunstigde van de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, via zijn persoonlijke ruimte een verzoek indienen tot gehele of gedeeltelijke, tijdelijke of definitieve overdracht van zijn subsidie, voor bepaalde of onbepaalde duur, door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister, met inachtneming van artikel 5 van hetzelfde decreet, op voorstel van de Forem wordt vastgesteld.

De aanvraag tot overmaking van de subsidie omvat

1° het identificatienummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen van de werkgever ten gunste van wie de overdracht van de subsidie wordt aangevraagd ;

2° de redenen waarom om de overdracht wordt verzocht ;

3° het bedrag van de subsidie waarvoor de overdracht van de subsidie wordt aangevraagd ;

4° de tijdelijke of permanente aard van de overdracht en, in geval van een tijdelijke overdracht voor bepaalde tijd, de periode waarvoor de subsidie wordt overgedragen;

5° wanneer de aanvraag tot overheveling van de subsidie gebeurt in het kader van een personeelsoverdracht, het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, dat van de overhevelende werkgever overgaat naar de werkgever ten gunste van wie de overheveling wordt aangevraagd, alsook de lijst van de overgeplaatste werknemers ;

6° de activiteit van algemeen belang waarvoor de gesubsidieerde werknemer of werknemers zijn aangesteld

7° wanneer het verzoek tot overgang wordt gedaan in het kader van een fusie, een splitsing of een overdracht van activiteiten van de overdragende werkgever naar de verkrijgende werkgever, de effectieve datum van de fusie, de splitsing of de overdracht van activiteiten.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het overplaatsingsverzoek bevestigt het Forem de ontvangst en vermeldt het of het dossier volledig is en zo niet, verzoekt het de werkgever zijn verzoek binnen dertig dagen aan te vullen.

Indien het dossier na de in de eerste alinea genoemde termijn onvolledig blijft, wordt de aanvraag tot overmaking van de subsidie gesloten.

§ 3. Onverminderd paragraaf 2, tweede lid, nodigt de Forem de werkgever, ten gunste van wie de overdracht van de subsidie wordt gevraagd, wanneer het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verzoek volledig is, uit om, via zijn persoonlijke ruimte, door middel van het formulier waarvan de inhoud en het model door de minister worden vastgesteld, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van de Forem, het verzoek tot overdracht van de subsidie ten gunste van hem, binnen dertig dagen te bevestigen.

Bij de bevestiging van het verzoek om overheveling van de in lid 1 bedoelde subsidie geeft de werkgever ten gunste van wie de overheveling van de subsidie wordt overwogen, aan voor welke activiteit van algemeen belang de werknemers voor wie de overheveling van de subsidie wordt aangevraagd, zullen worden ingezet.

Na het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn wordt het verzoek afgewezen.

Binnen tien dagen na ontvangst van de bevestiging van de overplaatsingsaanvraag door de werkgever ten gunste van wie de overplaatsing wordt gevraagd, bevestigt het Forem de ontvangst van de aanvraag en vermeldt het of het dossier volledig is en, zo niet, nodigt het de werkgever uit om zijn aanvraag, op zijn persoonlijke ruimte, binnen 30 dagen aan te vullen.

Indien het dossier van de werkgever na de in lid 4 genoemde termijn onvolledig blijft, wordt de sollicitatie zonder gevolg afgesloten.

§ 4. In afwijking van het eerste tot en met het derde lid kan, wanneer een werkgever die begunstigde is van de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 ophoudt te bestaan als gevolg van de opslorping van zijn activiteiten door een nieuwe rechtspersoon, de opslorpande werkgever vanaf 1 april 2022 een aanvraag indienen om de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 die de opgeslorpte werkgever genoot, naar zichzelf over te dragen.

De aanvraag tot overmaking van de subsidie omvat

1° het identificatienummer van de geabsorbeerde werkgever in de Kruispuntbank van Ondernemingen ;

2° de redenen waarom de overdracht wordt gevraagd, alsook de documenten die de overname van de activiteiten van de overgenomen werkgever door de overnemende werkgever staven, alsook de effectieve datum van de overname van de activiteiten

3° het bedrag van de subsidie waarvoor de overdracht van de subsidie wordt aangevraagd

4° het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, dat van de overnemende werkgever naar de overnemende werkgever is overgegaan, alsook de lijst van de overgeplaatste werknemers

5° de activiteit van algemeen belang waarvoor de gesubsidieerde werknemer of werknemers bij de overnemende werkgever waren aangesteld en die waarvoor zij bij de overnemende werkgever zullen worden aangesteld.

Binnen tien dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde aanvraag tot overheveling van de subsidie bevestigt het Forem de ontvangst en deelt het mee of het dossier volledig is en zo niet, verzoekt het de werkgever zijn aanvraag binnen dertig dagen te vervolledigen.

Indien het dossier na de in lid 1 genoemde termijn onvolledig blijft, wordt de aanvraag om overdracht van de subsidie zonder gevolg afgesloten.

§ 5. Wanneer het verzoek om overdracht binnen de in lid 3 bedoelde termijn wordt bevestigd of overeenkomstig lid 4 wordt ingediend, controleert het Forem de ontvankelijkheid van het verzoek. Het verzoek is ontvankelijk indien :

1° de werkgever ten gunste van wie de overdracht van de subsidie wordt gevraagd, is een werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1° of 2° van het decreet van 10 juni 2021;

2° de werkgever ten gunste van wie de overdracht van de subsidie wordt gevraagd, voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 21 van het decreet van 10 juni 2021.

Indien het verzoek onontvankelijk is, brengt de Forem de werkgever op de hoogte van zijn persoonlijke ruimte en archiveert hij het verzoek zonder verder gevolg.

§ 6. Indien de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het Forem de aanvraag en zendt het het volledige dossier, samen met een voorstel van beslissingen, aan de Minister of zijn afgevaardigde binnen vijftientig dagen na ontvangst door het Forem van de bevestiging van de aanvraag tot overdracht van de subsidie overeenkomstig het derde lid of van de aanvraag tot overdracht van de subsidie overeenkomstig het vierde lid.

De minister of zijn afgevaardigde beslist over de aanvraag tot overdracht van de subsidie binnen de tien dagen na ontvangst van het volledige door de Forem toegezonden dossier en neemt een beslissing tot weigering van de aanvraag of, indien de aanvraag tot overdracht van de subsidie wordt ingewilligd, een beslissing tot toekenning van de overdracht van de subsidie voor de overdragende werkgever en een beslissing tot aanvaarding van de overdracht van de subsidie voor de overdragende werkgever.

De minister of zijn afgevaardigde weigert een overplaatsing die niet gebeurt voor dezelfde activiteit van algemeen belang als die waarvoor de overdragende werkgever de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 ontvangt, tenzij de interministeriële commissie bedoeld in artikel 48 van het decreet van 10 juni 2021 een gunstig advies uitbrengt. De Forem stelt de werkgever op zijn persoonlijke ruimte in kennis van de beslissing die hem betreft, binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing.

Besluiten om uitkeringen toe te kennen treden in werking op de eerste dag van het kwartaal volgend op de kennisgeving van het besluit aan de werkgever.

In afwijking van lid 4 treden, indien de aanvraag tot overdracht van de subsidie wordt ingediend in het kader van een fusie, splitsing of overgang van activiteiten tussen 1 januari 2022 en 30 juni 2022, de subsidiebesluiten in werking op de ingangsdatum van de fusie, splitsing of overgang van activiteiten van de overdragende werkgever naar de verkrijgende werkgever.

De Forem brengt elke werkgever, op zijn persoonlijke ruimte, op de hoogte van de beslissing die hem aanbelangt, binnen de vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing.

Art. 16. § 1. De beslissing tot ontvangst van de overdracht van de subsidie, bedoeld in artikel 15, § 6, tweede lid, is voor de verkrijgende werkgever bepalend:

1° het bedrag van de overdracht van de subsidie toegekend aan de verkrijgende werkgever ;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de overdracht van subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021

3° de totale omvang van de referentiefunctie die de werkgever krachtens artikel 26 van het decreet van 10 juni 2021 verplicht is te handhaven, berekend overeenkomstig artikel 17, § 1

4° de duur van de overdracht van de subsidie.

§ 2. In afwijking van het eerste lid wordt, indien de overdragende werkgever op het tijdstip van inwerkingtreding van de overeenkomstig artikel 15, zesde lid, vierde of vijfde lid, vastgestelde overheveling van de subsidie beschikt over een subsidiebeschikking als bedoeld in artikel 6 van het Besluit van 10 juni 2021, de beschikking tot ontvangstbevestiging van de overheveling van de subsidie als bedoeld in artikel 15, zesde lid, tweede lid, genomen in de vorm van een beschikking tot wijziging van de subsidiebeschikking als bedoeld in artikel 7.

In toepassing van het eerste lid wordt de beschikking tot subsidieverlening, bedoeld in artikel 7, op grond van artikel 6 van het decreet van 10 juni, met ingang van de inwerkingtreding van de beschikking, vastgesteld overeenkomstig artikel 15, § 6, vierde of vijfde lid, als volgt gewijzigd :

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de verkrijgende werkgever krachtens artikel 6 van hetzelfde decreet wordt verhoogd met het bedrag van de subsidie toegekend aan hem krachtens artikel 21 van hetzelfde decreet ;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt toegekend overeenkomstig artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de overdracht van de subsidie wordt toegekend overeenkomstig artikel 21 van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021 ;

3° de totale omvang van de referentiefunctie die de werkgever krachtens de artikelen 14 en 27 van het decreet van 10 juni 2021 verplicht is te behouden, wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 17, § 2.

§ 3. Het besluit tot aanvaarding van de overdracht van de subsidie, bedoeld in het eerste lid, en het wijzigingsbesluit, bedoeld in het tweede lid, houden van rechtswege op effect te sorteren wanneer de subsidieoverdracht, verleend op grond van artikel 21 van het decreet van 10 juni 2021, afloopt.

Lid 1 is niet van toepassing op de subsidie die door de overdragende werkgever wordt overgedragen aan de definitief overgegangene werkgever.

Art. 17. § 1. De totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de verkrijger-werkgever moet behouden, is gelijk aan de som van zijn overeenkomstig lid 2 bepaalde referentiepersoneelsbestand en het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor aan de werkgever de overdracht van de subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Het in lid 1 bedoelde referentiepersoneelsbestand is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers dat in de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal voorafgaand aan de datum van indiening van het in artikel 15, § 1, bedoelde verzoek door de werkgever in dienst is genomen, of aan het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers dat in de vier kwartalen voorafgaand aan de datum van indiening van het in artikel 15, § 1, of in artikel 4 bedoelde verzoek door de werkgever in dienst is genomen.

In afwijking van lid 2 is, indien de in lid 1 bedoelde werkgever minder dan twaalf maanden bestaat, het referentiepersoneelsbestand gelijk aan de som van het gemiddelde aantal werknemers dat de werkgever in dienst heeft in elk kwartaal tussen het eerste kwartaal waarin de werkgever een werknemer in dienst heeft en het kwartaal voorafgaand aan de datum van indiening van de aanvraag om overheveling van de in artikel 15 bedoelde subsidie, § 1 of 4, gedeeld door het aantal kwartalen tussen het eerste kwartaal waarin de werkgever een werknemer in dienst neemt en het kwartaal dat voorafgaat aan de datum van indiening van het verzoek om overdracht van de subsidie bedoeld in artikel 15, § 1 of 4.

Het referentiepersoneelsbestand bedoeld in het tweede of derde lid wordt berekend op basis van de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikbare gegevens, op de datum van indiening van de aanvraag tot overheveling van de subsidie bedoeld in artikel 15, § 1, of 4, rekening houdend met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en overeenkomstig de procedures bepaald in artikel 12, 1° tot 4°.

In geval van een overdracht van de subsidie in het kader van een overdracht van activiteiten van de overdragende werkgever naar de verkrijgende werkgever, wordt het overeenkomstig de leden 2 tot en met 4 berekende referentiepersoneelsbestand van de verkrijgende werkgever voor de duur van de overdracht vermeerderd met het totale aantal werknemers van de overdragende werkgever die overgaan naar de verkrijgende werkgever, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, en verminderd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, voor wie de overdracht van de subsidie is toegestaan, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

§ 2. In afwijking van § 1 is , wanneer de verkrijger-werkgever een subsidie ontvangt op grond van artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, het totale volume van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever moet behouden op grond van de artikelen 14 en 27 van het decreet van 10 juni 2021, gelijk aan het totale volume van de referentietask, zoals vastgesteld in het in artikel 7 bedoelde toekenningsbesluit, verhoogd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van hetzelfde decreet.

In geval van een overdracht van subsidie in het kader van een overdracht van activiteiten van de overdragende werkgever naar de verkrijgende werkgever, wordt de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid van de verkrijgende werkgever, berekend overeenkomstig lid 1, voor de duur van de overdracht vermeerderd met het totale aantal werknemers van de overdragende werkgever die overgaan naar de verkrijgende werkgever, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, en verminderd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, voor wie de subsidie wordt toegekend, zoals berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Art. 18. Het besluit tot verlening van de overdracht van de subsidie van de overdragende werkgever, bedoeld in artikel 15, § 6, tweede lid, heeft de vorm van een besluit tot wijziging van het verleningsbesluit van de overdragende werkgever, bedoeld in artikel 7

In toepassing van het eerste lid wordt het in artikel 7 bedoelde toekenningsbesluit van de overdragende werkgever met ingang van de inwerkingtreding van het besluit, vastgesteld overeenkomstig artikel 15, § 6, vierde of vijfde lid, en voor de duur van de overgang, als volgt gewijzigd

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de overdragende werkgever krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 wordt verminderd met het bedrag van de subsidie overgedragen aan de overnemende werkgever krachtens artikel 21 van hetzelfde decreet ;

2° het minimumaantal werknemers waarvoor de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 wordt toegekend, wordt verminderd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de overdracht van de subsidie wordt toegekend aan de verkrijger-werkgever, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021

3° de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever verplicht is te behouden, wordt verminderd met het aantal werknemers voor wie de overdracht van de subsidie wordt toegekend, vastgesteld overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

In geval van een overdracht van de subsidie in het kader van een overdracht van activiteiten van de overdragende werkgever naar de overnemende werkgever, wordt de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid van de overdragende werkgever, bepaald overeenkomstig paragraaf 2, 3°, voor de duur van de overdracht verminderd met het totale aantal werknemers van de overdragende werkgever die overgaan naar de verkrijgende werkgever en vermeerderd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen, berekend overeenkomstig artikel 23, tweede en derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Het in lid 1 bedoelde wijzigingsbesluit houdt van rechtswege op van kracht te zijn bij het verstrijken van de periode van toekenning van de subsidie, toegekend op grond van artikel 21 van het decreet van 10 juni 2021.

Lid 4 is niet van toepassing op de subsidie die door de overdragende werkgever wordt overgedragen aan de definitief overgegangene werkgever.

Onderafdeling 2 — Handhaving van overdrachten

Art. 19. § 1. De werkgever die op 30 september 2021 punten heeft overgedragen aan een verkrijgende werkgever, in toepassing van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, kan verzoeken om de overdracht van punten te behouden en om te zetten in een overdracht van de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, tegen 1 januari 2022, in overeenstemming met artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van lid 1 wordt een overdracht van punten waarvoor de aanvraag vóór 30 september 2021 is ingediend en die tussen 1 oktober 2021 en 31 december 2021 is toegekend overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, geacht van kracht te zijn op 30 september 2021.

De werkgever die lid 1 wenst toe te passen, stelt de Forem daarvan uiterlijk op 30 november 2021 via zijn persoonlijke ruimte in kennis.

In afwijking van lid 3 wordt de overdragende werkgever, wanneer de overdracht van de subsidie op grond van lid 2 geacht wordt in werking te zijn getreden op 30 september 2021, onherroepelijk geacht de overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 toegekende subsidie te handhaven en deze op 1 januari 2022 om te zetten in een overdracht van subsidie als bedoeld in artikel 6.

§ 2. Het Forem controleert de ontvankelijkheid van het verzoek van de werkgever tot toepassing van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021. De aanvraag is ontvankelijk wanneer de werkgever op 30 september 2021 over overgedragen punten beschikt, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, ten voordele van de werkgever voor wie het behoud van de overdracht van punten en de omzetting ervan in een overdracht van subsidie wordt gevraagd.

In geval van niet-ontvankelijkheid van het in lid 1 bedoelde verzoek, stelt het Forem de werkgever hiervan op de hoogte, in zijn persoonlijke ruimte, en archiveert het verzoek zonder verder gevolg.

§ 3. Indien de aanvraag ontvankelijk is, onderzoekt het Forem de aanvraag en zendt het volledige dossier en een voorstel van beslissing naar de minister of zijn afgevaardigde.

De minister of zijn afgevaardigde neemt een besluit tot toekenning van de overdracht van de subsidie voor de overdragende werkgever en een besluit tot toekenning van de ontvangst van de overdracht van de subsidie voor de overdragende werkgever. De beschikkingen worden voor onbepaalde tijd verleend.

De in lid 2 bedoelde toekenningsbesluiten treden in werking op 1 januari 2022.

De Forem stelt iedere werkgever op zijn persoonlijke ruimte in kennis van de beslissing die hem aangaat, binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing.

Art. 20. § 1. Het besluit tot ontvangst van de overdracht van de subsidie, bedoeld in artikel 19, § 3, tweede lid, bepaalt voor de verkrijgende werkgever:

1° het bedrag van de overdracht van de subsidie toegekend aan de verkrijgende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 28, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, overeenkomstig artikel 28, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet, waarvoor de overdracht van de subsidie wordt toegestaan

3° de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de verkrijgerwerkgever overeenkomstig artikel 26 van het decreet van 10 juni 2021 verplicht is te behouden, berekend op dezelfde wijze als bepaald in de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2;

4° in voorkomend geval, het maximumaantal werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend, dat in een vestigingseenheid buiten het Franse taalgebied mag worden tewerkgesteld ;

5° de duur van de subsidie.

In afwijking van paragraaf 1, 1°, wanneer de puntenoverdracht, krachtens dewelke de werkgever de toepassing van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021 vraagt, geacht wordt in werking te zijn getreden op 30 september 2021 ingevolge artikel 17, § 1, tweede lid, is het bedrag van de overdracht van de toegekende subsidie gelijk aan het resultaat van het aantal punten dat geacht wordt in werking te zijn getreden op 30 september 2021 ingevolge artikel 19, § 1, tweede lid, gedeeld door het aantal punten toegekend aan de overdragende werkgever krachtens het decreet van 25 april 2002, op 30 september 2021, vermenigvuldigd met het bedrag van de jaarlijkse subsidie waarvan deze laatste geniet krachtens artikel 6, § 1, 1°, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt, wanneer de beslissing tot ontvangst van een APE-punt, van kracht op 30 september 2021, krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, niet het minimumaantal voltijdse equivalenten vermeldt dat de overdragende werkgever in acht moet nemen, het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, verkregen door het aantal punten dat de overdragende werkgever aan de overdragende werkgever overdraagt, op 30 september 2021, te delen door het aantal voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, wordt verkregen door het aantal punten dat de overdragende werkgever krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 op 30 september 2021 overdraagt aan

de verkrijgende werkgever, te delen door het gemiddelde aantal punten per voltijdse werknemer dat de verkrijgende werkgever behaalt, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, 3° en 4°, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van paragraaf 3, wanneer de overdragende werkgever geacht wordt op 30 september 2021 punten te hebben overgedragen in toepassing van artikel 19, § 1, tweede lid, stemt het gemiddeld aantal punten per voltijds equivalent dat door de overdragende werkgever wordt behaald, overeen met het gemiddeld aantal toegekende punten per voltijds equivalent dat door de overdragende werkgever wordt behaald, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, derde en vierde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van de leden 3 en 4 mag het gemiddelde aantal punten per voltijdsequivalent werknemer dat door de overdragende of overdragende werkgever is behaald, berekend overeenkomstig artikel 8, lid 4, punten 3 en 4, van het decreet van 10 juni 2021, niet lager zijn dan vijf.

De in lid 1 bedoelde ontvangende werkgever, met uitzondering van de ontvangende werkgever die geacht wordt op 30 september 2021 punten te hebben overgedragen krachtens artikel 19, § 1, tweede lid, kan een verzoek indienen om zijn totale referentiearbeidsvolume te wijzigen, onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde procedures als die welke zijn vastgesteld in artikel 14.

In afwijking van paragraaf 1, 3°, wordt bij wijziging van het globaal volume van de referentieplaats in toepassing van paragraaf 6, het globaal volume van de referentieplaats dat de in paragraaf 1 bedoelde overnemende werkgever krachtens artikel 26 van het decreet van 10 juni 2021 verplicht is te behouden, berekend volgens dezelfde modaliteiten als deze bepaald in artikel 14, § 3, derde en vierde lid.

In afwijking van paragraaf 1, 3°, wordt, wanneer de overdragende werkgever geacht wordt punten te hebben overgedragen op 30 september 2021 in toepassing van artikel 19, § 1, tweede lid, het totaalvolume van de referentiewerkgelegenheid van de overdragende werkgever, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2, verhoogd met het minimumaantal voltijdse equivalenten waarvoor de overdracht van subsidie wordt toegestaan krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021.

§ 2. In afwijking van het eerste lid wordt, indien de overdragende werkgever op het moment van inwerkingtreding van de subsidieoverdracht beschikt over een subsidiebeschikking overeenkomstig artikel 6 van het Besluit van 10 juni 2021, vastgesteld overeenkomstig artikel 19, derde lid, de beschikking tot inwilliging van de aanvraag tot inwilliging van de overdracht genomen in de vorm van een beschikking tot wijziging van de subsidiebeschikking, bedoeld in artikel 7.

er uitvoering van het eerste lid wordt de subsidiebeschikking, bedoeld in artikel 7 van de subsidieverlening op grond van artikel 6 van het besluit van 10 juni, met ingang van de inwerkingtreding van het besluit tot overheveling van de subsidie, vastgesteld overeenkomstig artikel 19, derde lid, en voor de duur van de overheveling van de subsidie, als volgt gewijzigd :

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de verkrijgende werkgever, krachtens artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt verhoogd met het bedrag van de overdracht toegekend aan hem krachtens artikel 28 van hetzelfde decreet ;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt toegekend op grond van artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidieoverdracht wordt toegekend, berekend overeenkomstig artikel 28, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021

3° het globale volume van de referentiefunctie dat de werkgever krachtens de artikelen 14 en 27 van het decreet van 10 juni 2021 verplicht is te behouden, is gelijk aan het volume van de referentiefunctie, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2.

In afwijking van paragraaf 2, 1°, wanneer de puntenoverdracht op grond waarvan de werkgever de toepassing van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021 vraagt, geacht wordt in werking te zijn getreden op 30 september 2021 ingevolge artikel 19, § 1, tweede lid, is het bedrag van de subsidieoverdracht toegekend op grond van artikel 28 gelijk aan het resultaat van het aantal punten dat geacht wordt te zijn overgedragen op 30 september 2021 ingevolge artikel 19, § 1, alinea 2 gedeeld door het aantal punten toegekend aan de overdragende werkgever op 30 september 2021 krachtens het decreet van 25 april 2002, vermenigvuldigd met het bedrag van de jaarlijkse subsidie die deze laatste geniet krachtens artikel 6, alinea 1, 1° van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van paragraaf 2, 2°, wordt, wanneer de beslissing om punten te ontvangen, die op 30 september 2021 van kracht is krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, niet het minimumaantal voltijdse equivalenten vermeldt dat de overdragende werkgever in acht moet nemen, het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, verkregen door het aantal punten dat op 30 september 2021 door de overdragende werkgever aan de overdragende werkgever wordt overgedragen, te delen door het aantal voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021, wordt verkregen door het aantal punten dat de overdragende werkgever krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002 op 30 september 2021 overdraagt aan de verkrijgende werkgever, te delen door het gemiddelde aantal punten per voltijdse werknemer dat de verkrijgende werkgever behaalt, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, 3° en 4°, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van paragraaf 4, wanneer de overdragende werkgever geacht wordt punten te hebben overgedragen op 30 september 2021 in toepassing van artikel 19, § 1, tweede lid, stemt het gemiddeld aantal punten per voltijds equivalent gerealiseerd door de overdragende werkgever overeen met het gemiddeld aantal punten toegekend per voltijds equivalent gerealiseerd door de overdragende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, derde en vierde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Voor de toepassing van de leden 4 en 5 mag het gemiddelde aantal punten per voltijdequivalent van de overdragende werkgever niet minder dan vijf bedragen.

In afwijking van paragraaf 1, 3°, wordt, wanneer de verkrijgerwerkgever geacht wordt punten te hebben overgedragen op 30 september 2021 in toepassing van artikel 19, § 1, tweede lid, de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid van de verkrijgerwerkgever, berekend overeenkomstig de artikelen 12 en 13, §§ 1 en 2, verhoogd met het minimumaantal voltijdse equivalenten waarvoor de overdracht van subsidie wordt toegekend overeenkomstig artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021.

§ 3. de beschikking tot ontvangst van de in paragraaf 1 bedoelde subsidieoverdracht en de in paragraaf 2 bedoelde wijzigingsbeschikking verliezen van rechtswege hun werking bij het verstrijken van de termijn waarvoor de op grond van artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021 toegekende subsidieoverdracht wordt toegekend.

Art. 21. Het besluit tot toekenning van de overdracht van de subsidie van de overdragende werkgever, bedoeld in artikel 19, § 3, tweede lid, heeft de vorm van een besluit tot wijziging van het besluit tot toekenning van de subsidie van de overdragende werkgever, bedoeld in artikel 7.

Ingevolge lid 1 wordt het in artikel 7 bedoelde toekenningsbesluit van de overdragende werkgever met ingang van de inwerkingtreding van het overeenkomstig artikel 19, lid 3, vierde lid, vastgestelde besluit en voor de duur van de overgang als volgt gewijzigd :

1° het bedrag van de subsidie toegekend aan de overdragende werkgever krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 wordt verminderd met het bedrag van de subsidie overgedragen aan de overnemende werkgever krachtens artikel 28 van hetzelfde decreet ;

2° het minimumaantal werknemers voor wie de subsidie bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 wordt toegekend, wordt verminderd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, voor wie de subsidieoverdracht wordt toegekend op grond van artikel 28.

De wijzigingsbeslissing bedoeld in het eerste lid houdt op van rechtswege uitwerking te hebben bij het uitdoven van de toekenningsduur van de overdracht toegekend krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021.

Onderafdeling 3 — Uitdoving van de overdracht van de subsidie

Art. 22. § 1. De overdragende werkgever en de overnemende werkgever kunnen in onderlinge overeenstemming de overdracht van de tijdelijk toegekende subsidie beëindigen volgens de nadere regels bepaald in deze paragraaf.

De aanvraag betreffende het beëindigen van de overdracht van de subsidie wordt door de overdragende werkgever via zijn persoonlijke ruimte bij Forem ingediend. Binnen de tien dagen van de indiening van de aanvraag verzoekt Forem de overnemende werkgever op diens persoonlijke ruimte de aanvraag tot beëindiging van de overdracht van de subsidie te beëindigen binnen een termijn van dertig dagen.

Als deze termijn bedoeld in lid 2 eenmaal verstreken is, wordt de aanvraag niet verder door Forem behandeld, die daar de werkgevers over inlicht.

Wanneer de aanvraag tot beëindiging van de overdracht van de subsidie door de overnemende werkgever bevestigd wordt binnen de termijn bedoeld in lid 2, maakt Forem het volledige dossier samen met een voorstel tot beslissingen aan de Minister of diens afgevaardigde over.

De Minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing tot beëindiging van de toekenning van de subsidie-overdracht tussen de overdragende en overnemende werkgever.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

De beslissing tot beëindiging van de overdracht treedt in werking de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de overnemende werkgever de aanvraag tot beëindiging van de overdracht, ingediend door de overdragende werkgever, bevestigt.

§ 2. De overdragende werkgever kan, voor een onbepaalde duur, op ieder tijdstip, de overdracht van de tijdelijk toegekende subsidie beëindigen mits de indiening van een aanvraag via Forem op zijn persoonlijke ruimte. De overdragende werkgever licht de overnemende werkgever van zijn beslissing in.

Forem geeft kennis van de beslissing tot beëindiging van de overdracht van de subsidie aan de werkgever op hun persoonlijke ruimte, binnen de tien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag verstuurd door de overdragende werkgever.

De overdracht van de subsidie eindigt de laatste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal in de loop waarvan Forem de volledige aanvraag verstuurd door de overdragende werkgever in ontvangst heeft genomen.

Art. 23. § 1. De overdragende werkgever die een overdracht van een subsidie voor een onbepaalde duur wenst te hernieuwen dient via zijn persoonlijke ruimte een aanvraag in drie maanden voor afloop van de overdracht van de subsidie, middels een formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister bepaald worden, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem.

De aanvraag bedoeld in het eerste lid geeft de duur waarvoor de hernieuwing van de overdracht van de subsidie aangevraagd wordt, nader weer.

§ 2. Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag tot hernieuwing van de overdracht van de subsidie bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte verder aan te vullen.

Als de termijn bedoeld in het eerste lid eenmaal verstreken is, wordt de aanvraag tot overdracht van de subsidie, wanneer het dossier onvolledig blijft, niet meer verder behandeld.

§ 3. Onverminderd paragraaf 2, tweede lid, verzoekt Forem, wanneer de aanvraag bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, volledig is, de werkgever in wiens voordeel de overdracht van de subsidie overwogen wordt, via diens persoonlijke ruimte aan de hand van het formulier waarvan de inhoud en het model door de Minister bepaald worden, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op verzoek van Forem, de aanvraag tot hernieuwing van de overdracht van de in zijn voordeel toegekende subsidie binnen een termijn van dertig dagen te bevestigen.

Als deze termijn bedoeld in lid 1 eenmaal verstreken is, wordt de aanvraag niet verder behandeld.

§ 4. Wanneer de aanvraag tot hernieuwing van de overdracht door de werkgever in wiens voordeel de hernieuwing van de overdracht van de subsidie aangevraagd wordt, binnen de termijn bedoeld in paragraaf 3, lid 1, bevestigd wordt, gaat Forem na of de aanvraag ontvankelijk is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer:

1° de overnemende werkgever een werkgever is als bedoeld in artikel 2, § 1, 1° of 2°, van het decreet van 10 juni 2021;

2° de overnemende werkgever de voorwaarden in acht neemt als vastgesteld in artikel 21 van het decreet van 10 juni 2021;

3° de overnemende werkgever dezelfde activiteiten van algemeen nut uitoefent als die waarvoor de overnemende werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021.

Is de aanvraag onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever via diens persoonlijke ruimte daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

§ 5. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftwintig dagen na ontvangst bij Forem van de bevestiging van de overdracht van de subsidie van de werkgever in wiens voordeel de hernieuwing van de overdracht van de subsidie is aangevraagd.

De Minister of diens gemachtigde spreekt zich uit over de aanvraag tot hernieuwing van de overdracht van de subsidie binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier, overgemaakt door Forem, en neemt een beslissing tot weigering of, bij toekenning, een beslissing tot hernieuwing van de beslissing tot toekenning van de overdracht van de subsidie voor de overdragende werkgever, een beslissing tot hernieuwing van de ontvangst van de overdracht van de subsidie voor de overnemende werkgever.

De hernieuwing van de overdracht van de subsidie wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden als die, bepaald voor de initiële overdracht van de subsidie. De beslissing tot toekenning van de overdracht van de subsidie en de beslissing tot toekenning van de ontvangst van de subsidie, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 17 tot 19 of 20 en 21, worden verlengd voor de duur waarvoor de hernieuwingsaanvraag is ingediend, overeenkomstig paragraaf 1, tweede lid.

Forem geeft kennis van de dienovereenkomstige beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

De beslissingen tot hernieuwing bedoeld in het tweede lid treden in werking bij verstrijken van de beslissing tot toekenning van de overdracht van de subsidie en van de beslissing tot toekenning van de ontvangst van de overdracht waarvoor de hernieuwing van de overdracht van de subsidie wordt aangevraagd.

Art. 24. Bij verstrijken van de overdracht van de subsidie toegekend krachtens artikel 28 van het decreet van 10 juni 2021 wordt het globale referentietewerkstellingsvolume van de overdragende werkgever, berekend overeenkomstig artikel 14 van hetzelfde decreet, verhoogd met het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de overdracht van de uitgedoofde subsidie toegekend was.

De Minister neemt op voorstel van Forem een beslissing tot wijziging van de beslissing tot toekenning als bedoeld in artikel 7 van de werkgever bedoeld in het eerste lid.

Overeenkomstig het tweede lid wordt de beslissing tot toekenning als bedoeld in artikel 7 gewijzigd als volgt: het globale referentietewerkstellingsvolume die de werkgever dient na te leven bij uitdoving van de overdracht van de subsidie toegekend krachtens artikel 8 van het decreet van 10 juni 2021 wordt verhoogd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de overdracht van de subsidie toegekend was krachtens artikel 28 van hetzelfde decreet.

Afdeling 5 — Lijst van de werknemers

Art. 25. De lijst van de werknemers als bedoeld in artikel 12 of 24 van het decreet van 10 juni 2021 waarvoor de subsidie of de overdracht van de subsidie toegekend is krachtens respectievelijk de artikelen 6 of 21 wordt door Forem op de persoonlijke ruimtes ter beschikking gesteld van de werkgevers.

De lijst van de werknemers als bedoeld in het eerste lid neemt voor elke werkgever zijn identificatiegegevens op, zijn regeling ter zake van zijn arbeidsovereenkomst, de aanvangsdatum van zijn tewerkstelling en de vestigingseenheid waar hij tewerk is gesteld. Wanneer een werknemer tewerk wordt gesteld in meerdere vestigingseenheden, geeft de werkgever voor elke vestigingseenheid het percentage van de arbeidsregeling aan.

Art. 26. § 1. Van rechtswege worden op 1 januari 2022 op de lijst werknemers bedoeld in artikel 25 vermeld, de werknemers die op 31 december 2021 door de werkgever tewerkgesteld waren:

1° in het kader van een beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de werkgelegenheid genomen krachtens het decreet van 25 april 2002 of in het kader van een overdracht van punten voor de steun ter bevordering van de werkgelegenheid genomen krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002;

2° op betrekkingen die zijn toegewezen aan globale projecten in het kader van het gewestelijk beleid dat door het Waals Gewest wordt gefinancierd overeenkomstig artikel 43 van de wet van 24 december 1999;

3° op betrekkingen die zijn toegewezen aan individuele en globale projecten in het kader van het gewestelijk beleid dat door het Waals Gewest wordt gefinancierd overeenkomstig de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

§ 2. Op de lijst der werknemers bedoeld in artikel 25 kunnen worden opgenomen, de werknemers in dienst genomen door de werkgever, vanaf 1 januari 2021 die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 12, derde lid, of 24, derde lid, van het decreet van 10 juni 2021.

De inschrijving als bedoeld in het eerste lid wordt door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte verricht, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de indienstneming van de werkgever die op de lijst als bedoeld in § 1 is ingeschreven. Zoniet kan de werknemer niet op de lijst als bedoeld in § 1 ingeschreven zijn.

Bij de inschrijving als bedoeld in het eerste lid, geeft de werkgever de identificatiegegevens van de werknemer op, zijn arbeidsregeling, de vestigingseenheid waarin hij tewerkgesteld is en de aanvangsdatum van de tewerkstelling. Wanneer een werknemer tewerk wordt gesteld in meerdere vestigingseenheden, geeft de werkgever voor elke vestigingseenheid het percentage van de arbeidsregeling aan.

Wanneer de inschrijving als bedoeld in het eerste lid verricht wordt binnen een termijn van één maand te rekenen van de indienstneming van de werknemer, wordt de werknemer geacht ingeschreven te zijn op de lijst bedoeld in § 1, te rekenen van zijn indienstneming. Zoniet wordt de werknemer, onverminderd het tweede lid, op de lijst als bedoeld in § 1 ingeschreven op de datum waarop de inschrijving wordt verricht.

Art. 27. Wanneer een werknemer die opgenomen is op de lijst van werknemers voor wie de subsidie toegekend wordt, niet meer met een arbeidsovereenkomst door de werkgever tewerk wordt gesteld, wordt hij te rekenen van het einde van zijn overeenkomst niet meer op deze lijst vermeld.

De werknemer als bedoeld in het eerste lid wordt door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte geschrapt.

Volgende informatie, opgenomen in de lijst van de werknemers als bedoeld in artikel 25, wordt door de werkgever aangepast, via zijn persoonlijke ruimte:

-de arbeidsregeling van de werknemers van de lijst wanneer deze gewijzigd wordt,

-het nummer van de vestiging waarin de werknemer tewerk wordt gesteld wanneer dit gewijzigd wordt.

Wanneer Forem op grond van de informatie uit de authentieke bronnen of medegedeeld ten gevolge van een controle als uitgevoerd of krachtens artikel 52 van het decreet van 10 juni 2021, vaststelt dat de lijst van de werknemers als bedoeld in artikel 25 niet door de werkgever is aangepast, volgt een bijwerking door Forem met gevolg vanaf de datum waarop de gebeurtenis die de wijziging van de lijst noodzakelijk maakte, voorgevallen is.

Afdeling 6 — Vereffening van de subsidie

Art. 28. De subsidie en de overgedragen subsidie als bedoeld in respectievelijk de artikelen 6 en 21 van het decreet van 10 juni 2021 worden door Forem per kwartaalschijf vereffend, die overeenstemmen met 25% van het jaarlijks subsidiebedrag.

Elke kwartaalschijf wordt vooruitbetaald, uiterlijk de vijftiendag van de eerste maand van het kwartaal waarvoor de subsidie vereffend wordt.

Onverminderd het vierde lid worden, wanneer een overdracht in de loop van het jaar in werking treedt, het jaarlijks subsidiebedrag van de werkgever en de vereffening per kwartaalschijf aangepast aan de inwerkingtreding van de beslissing tot toekenning van de overdracht van de subsidie en van de beslissing tot toekenning van de ontvangst van de overdracht van de subsidie.

De overdracht van de subsidie als bedoeld in artikel 21 van het decreet van 10 juni 2021, de overdracht van de subsidie toegekend krachtens artikel 28 van hetzelfde decreet uitgezonderd, wordt vereffend te rekenen van de datum van de eerste inschrijving van een werknemer op de lijst van de werknemers voor wie de overdracht van de subsidie wordt toegekend.

In afwijking van het eerste lid stemt het bedrag van de eerste schijf van de overgedragen subsidie als bedoeld in artikel 21, de subsidie toegekend krachtens artikel 28 van hetzelfde decreet uitgezonderd, overeen met vijftiend procent van het bedrag van de jaarlijkse subsidie vermenigvuldigd met een breukgetal waarvan:

1° de teller gelijk is aan het aantal dagen dat het kwartaal telt, verminderd met het aantal dagen dat reeds verstreken is tussen de eerste dag van het kwartaal en de datum te rekenen waarvan de eerste werknemer ingeschreven is op de lijst werknemers voor wie de overdracht van de subsidie wordt toegekend;

2° de noemer gelijk is aan het aantal dat het betrokken kwartaal telt.

In afwijking van het tweede lid wordt de eerste schijf van de subsidie door Forem vereffend binnen de dertig dagen volgend op de eerste inschrijving van een werknemer door de werkgever op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend.

Voor de toepassing van het vierde lid gaat het bedrag van de overdracht van de subsidie die overeenstemt met de periode tussen de inwerkingtreding van de overdracht van de subsidie en de datum van de eerste inschrijving van een werknemer op de lijst van de werknemers voor wie de overdracht van de subsidie wordt toegekend, definitief verloren.

De leden 4 tot 7 zijn niet van toepassing op de werkgever die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de overdracht van de subsidie geniet van een beslissing tot toekenning van de subsidie krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021.

Afdeling 7 — Controle van de tewerkstellingsvolumes en van de werkelijk gemaakte kosten

Art. 29. Voor elk kalenderjaar in de loop waarvan de werkgever de subsidie of de overdracht van de subsidie geniet als bedoeld in, respectievelijk, de artikelen 6 en 21 van het decreet van 10 juni 2021, gaat Forem in de loop van het daarop volgende jaar na:

1° afhankelijk van de nadere regels bepaald in artikel 30, of het gemiddeld aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, opgenomen op lijst werknemers voor wie de subsidie of de overdracht van de subsidie toegekend worden, als vastgesteld overeenkomstig de artikelen 25 tot 27, minstens gelijk is aan het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie wordt toegekend krachtens de artikelen 11, 23, lid 2, en 28, § 2, lid 2, van hetzelfde decreet;

2° afhankelijk van de nadere regels bepaald in de artikelen 32 en 33, of de werkgever het globale referentietewerkstellingsvolume in acht neemt als vastgesteld voor de werknemers die krachtens de artikelen 14, 26 en 27 van hetzelfde decreet de subsidie of de overdracht van de subsidie genieten;

3° afhankelijk van de nadere regels als bepaald in de artikelen 34 en 35, of de daadwerkelijk gedragen kosten van de werknemer voor de tewerkstelling van de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie of de overdracht van de subsidie toegekend wordt overeenkomstig de artikelen 25 tot 27, hoger is dan het bedrag van de subsidie die de werkgever geniet krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 en de overdracht van de subsidie die de werkgever geniet krachtens artikel 21 van hetzelfde decreet.

Wanneer ten gevolge van de controles bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zowel in het kader van de controle van de duurzame tewerkstelling als in het kader van de controle van het globale referentietewerkstellingsvolume een onterecht geïnde subsidie vastgesteld wordt, wordt enkel het hoogste onterecht bedrag door Forem teruggevorderd.

Onderafdeling 1 — Controle van de omvang van duurzame werkgelegenheid

Art. 30. Voor elk kalenderjaar waarin de werkgever de subsidie of de overdracht van de subsidie geniet op grond van artikel 6 of 21 van het decreet van 10 juni 2021, gaat het Forem na of het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, die voorkomen op de lijst van werknemers voor wie de werkgever de subsidie of de overdracht van de subsidie geniet overeenkomstig de artikelen 25 tot en met 27, tijdens het betrokken jaar ten minste gelijk is aan het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie overeenkomstig de artikelen 6 en 21 van hetzelfde decreet wordt verleend, zoals vermeld in de beslissing tot verlening van de subsidie of de beslissing tot ontvangst van de subsidieoverdracht.

Wanneer het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie wordt verleend, in de loop van het jaar wordt gewijzigd, is het in acht te nemen minimumaantal werknemers voor het betrokken jaar gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie voor het betrokken jaar wordt verleend.

Uiterlijk op 15 september van het jaar dat volgt op het jaar waarop de in lid 1 bedoelde controle betrekking heeft, stelt het Forem de werkgever in kennis van het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, dat voorkomt op de lijst van werknemers voor wie zijn subsidie wordt toegekend, voor het jaar waarop de in lid 1 bedoelde controle betrekking heeft, en, in voorkomend geval, van het bedrag van de door de werkgever onterecht ontvangen steun.

Onverminderd artikel 29, lid 2, en artikel 31, wordt het bedrag van de onterecht ontvangen steun door de Forem teruggevorderd overeenkomstig artikel 64.

Art. 31. § 1. De Minister kan op gemotiveerd verzoek van de werkgever afwijken van de verplichting bedoeld in artikel 13, § 1, of artikel 25, § 1, van het decreet van 10 juni 2021, wanneer de niet-naleving van deze verplichting te wijten is aan de tijd die redelijkerwijs nodig is om te voorzien in de vervanging van één of meer werknemers die de onderneming definitief hebben verlaten.

Het verzoek om afwijking bedoeld in artikel 1 wordt door de werkgever via diens persoonlijke ruimte bij Forem ingediend middels het formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister bepaald worden, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem. Het verzoek om afwijking wordt binnen 30 dagen na de in artikel 30, lid 3, bedoelde mededeling ingediend.

Het verzoek bevat alle elementen die de werkgever nuttig acht om aan te tonen dat de niet-naleving van de verplichting bedoeld in artikel 13, § 1, of artikel 25, § 1, van het decreet van 10 juni 2021 haar oorsprong vindt in de periode die redelijkerwijs nodig is voor de vervanging van één of meer werknemers die de onderneming definitief hebben verlaten.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bedoeld in het eerste lid, bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte verder aan te vullen binnen een termijn van 30 dagen.

Indien het dossier van de werkgever na de in lid 2 genoemde termijn onvolledig blijft, sluit Forem de aanvraag zonder verder gevolg af en stelt het de werkgever hiervan in kennis.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, vijfde lid, controleert Forem de ontvankelijkheid van het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde verzoek wanneer dit volledig is. Het verzoek is ontvankelijk wanneer het door de werkgever binnen de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn wordt ingediend.

In het verzoek onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever via diens persoonlijke ruimte daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

§ 3. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftientig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

Het verzoek om afwijking wordt ingewilligd of afgewezen aan de hand van de volgende criteria:

1° de niet-naleving van de verplichting bedoeld in artikel 13, eerste lid, of in artikel 25, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021, is voornamelijk te wijten aan de tijd die redelijkerwijs nodig is om te voorzien in de vervanging van een werknemer die de onderneming definitief hebben verlaten;

2° de nabijheid tussen het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie wordt toegekend en de waarde van de variabele D, bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, van het decreet van 10 juni 2021, die wordt gebruikt om het bedrag van de subsidie te bepalen die aan de werkgever wordt toegekend krachtens artikel 6.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1°, wordt een periode van 6 maanden beschouwd als de maximale periode die redelijkerwijs nodig is om een werknemer die de onderneming definitief heeft verlaten, te vervangen.

De in lid 3 bedoelde periode van 6 maanden wordt met 2 maanden verlengd wanneer zij de maanden juli en augustus omvat.

De minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing tot inwilliging of afwijzing van het verzoek om vrijstelling van de verplichting, bedoeld in artikel 13, eerste lid, of artikel 25, eerste lid, binnen tien dagen na ontvangst van het volledige door de Forem toegezonden dossier.

Indien de afwijking wordt toegestaan, komt de ten gevolge van de overeenkomstig artikel 30 verrichte controle vastgestelde onverschuldigde betaling te vervallen. Indien de afwijking gedeeltelijk wordt toegestaan, wordt in de in lid 5 bedoelde beslissing het terug te vorderen bedrag van het onverschuldigd betaalde vastgesteld.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

Onderafdeling 2 — Controle op de totale omvang van de werkgelegenheid

Art. 32. § 1. Voor elk kalenderjaar tijdens hetwelk de werkgever de subsidie of de overdracht van de subsidie op grond van artikel 6 of 21 van het decreet van 10 juni 2021 geniet, gaat het Forem na of de werkgever zijn verplichting nakomt om het globale volume van de referentiewerkgelegenheid te behouden.

Het totale arbeidsvolume van de werkgever tijdens het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, wordt bepaald door rekening te houden met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in de RSZ-categorieën, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en overeenkomstig de procedures bepaald in artikel 12, 1° tot 4°.

Het in lid 2 bedoelde totale aantal werknemers is gelijk aan het gemiddelde aantal werknemers dat de werkgever tijdens het bij de controle betrokken jaar in dienst heeft, berekend in voltijdequivalenten overeenkomstig lid 2.

Voor de toepassing van dit artikel is bij aanpassing van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid in de loop van het jaar, naar aanleiding van de inwerkingtreding of de beëindiging van een overdracht van een subsidie of in toepassing van artikel 56 of 57, de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid voor het betrokken jaar gelijk aan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid, gemiddeld over het betrokken jaar.

§ 2. Een eerste verificatie wordt uitgevoerd in juli van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de handhaving van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid betrekking heeft.

Voor de toepassing van lid 1 worden voor de vaststelling van de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever in het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, de gegevens in aanmerking genomen die door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn vastgesteld op 30 juni van het jaar volgende op het kalenderjaar waarop de controle van de naleving van de handhaving van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid betrekking heeft.

Forem stelt de werkgever uiterlijk op 15 juli van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, in kennis van de totale omvang van de tewerkstelling van de werkgever gedurende het jaar waarop de controle betrekking heeft, door Forem vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, tweede en derde lid.

§ 3. Indien de gegevens betreffende het beroep van de werknemer van een werkgever niet beschikbaar zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en op voorwaarde dat ze een weerslag hebben op de globale omvang van de tewerkstelling, kunnen ze in aanmerking worden genomen, bij beslissing van de Forem, door middel van een verzoek dat door de werkgever, via zijn persoonlijke ruimte, wordt ingediend door middel van een formulier waarvan het model en de inhoud worden bepaald door de Minister, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van de Forem.

De aanvraag wordt ingediend tussen 15 juli en 30 september van het jaar volgend op het jaar waarop de controle van de naleving van het algemene referentievolume van de werkgever betrekking heeft.

Het Forem deelt zijn beslissing, over de persoonlijke ruimte van de werkgever, binnen dertig dagen na het verzoek mee.

§ 4. De eindcontrole van de verplichting tot behoud van het globaal volume van de werkgelegenheid wordt uitgevoerd door de Forem, overeenkomstig § 1, tweede en derde lid, op basis van de gegevens die door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden vastgesteld op 30 september van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de naleving van het behoud van het globaal volume van de referentiewerkgelegenheid betrekking heeft, rekening houdend, in voorkomend geval, met de beslissing bedoeld in § 3, derde lid.

Het Forem stelt de werkgever uiterlijk op 31 oktober van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, in kennis van het eindresultaat van de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever gedurende het jaar waarop de controle betrekking heeft, zoals vastgesteld door het Forem overeenkomstig lid 1, alsmede, in voorkomend geval, van het bedrag van de onterecht ontvangen steun.

Art. 33. Onverminderd de artikelen 29, tweede lid, en 55 en de artikelen 14, § 1, tweede lid, en 26, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021, wordt, wanneer de totale tewerkstellingsomvang van het beschouwde jaar lager is dan de totale tewerkstellingsreferentieomvang, de subsidie van de werkgever door het Forem teruggevorderd, overeenkomstig artikel 64, in de mate van de niet-naleving van zijn totale tewerkstellingsreferentieomvang.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt het totale referentievolumen verminderd met de tolerantiedrempel die van toepassing is op de werkgever overeenkomstig artikel 14, § 1, tweede lid, of artikel 26, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021.

Afdeling 3 — Controle van de werkelijk gemaakte kosten

Art. 34. Onder werkelijk door de werkgever gedragen kosten in de zin van artikel 31 van het decreet van 10 juni 2021 worden verstaan alle uitgaven van de onderneming voor de bezetting van de werknemers die zijn opgenomen in de lijst van werknemers bedoeld in de artikelen 25 tot en met 27, die omvatten :

1° de bruto-bezoldiging van de werknemer voor de daadwerkelijke arbeidsprestaties en de bij wet gelijkgestelde prestaties, na aftrek van terugbetalingen van derden ;

2° de vakantiegeden die wettelijk verschuldigd zijn voor die prestaties ;

3° de eindejaarspremie;

4° de werkgeverslasten inzake sociale zekerheid en de specifieke bijdragen, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid die de onderneming geniet;

5° de vervoerskosten voor woon-werkverplaatsingen;

6° de kosten van het sociaal secretariaat;

7° de kosten voor arbeidsgeneeskunde en de premies gestort in het kader van de arbeidsongevallenverzekering krachtens de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

8° de werkgeversbijdrage voor maaltijdcheques.

Uitgesloten worden de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van kosten gemaakt door werknemer voor rekening van de werkgever, schenkingen en giften.

Art. 35. § 1. Forem gaat voor elk kalenderjaar tijdens hetwelk de werkgever de subsidie of de overdracht van subsidie op grond van artikel 6 of 21 van het decreet van 10 juni 2021 geniet, na of het bedrag van de subsidie of de overdracht van subsidie die hij heeft genoten, niet hoger is dan de kosten die de werkgever tijdens het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, daadwerkelijk heeft gedragen voor de werknemers voor wie de subsidie of de overdracht van subsidie wordt verleend, zoals vermeld op de lijst van werknemers bedoeld in de artikelen 25 tot 27.

De werkelijk door de werkgever gedragen kosten voor de werknemers van de in de artikelen 25 tot en met 27 bedoelde lijst van werknemers worden berekend op basis van de gegevens in de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid betreffende de werknemers van de lijst van werknemers voor wie de subsidie of de overdracht van subsidie wordt verleend.

§ 2. Een eerste controle van de werkelijk door de werkgever gedragen kosten wordt door Forem, overeenkomstig lid 1, als volgt uitgevoerd:

1° de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1°, 3° en 4°, worden bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

2° de uitgave, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 2°, wordt vastgesteld :

a) voor een arbeider, tot 10,27% van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1° en 3°, zoals bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

b) voor een werknemer, tot 15,34 % van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 34, leden 1° en 3°, zoals bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

3° de kosten bedoeld in artikel 34, eerste lid, 6° en 7°, worden vastgesteld volgens de volgende forfaitaire bedragen:

a. voor de in artikel 34, lid 1, punt 6, bedoelde uitgaven, het bedrag van het forfaitaire bedrag dat gelijk is aan het gemiddelde aantal werknemers op de lijst van werknemers voor wie de subsidie of de overdracht van subsidie is toegekend, gedurende het betrokken kalenderjaar, vermenigvuldigd met 340 EUR ;

b. voor de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 7°, het bedrag van het forfaitaire bedrag dat gelijk is aan het gemiddelde aantal werknemers die voorkomen op de lijst van werknemers voor wie de toelage of de overheveling van de toelage is toegekend, gedurende het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, vermenigvuldigd met 175 EUR.

§ 3. Wanneer de som van de uitgaven bedoeld in paragraaf 2 gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van de subsidie die de werkgever voor het betrokken jaar heeft ontvangen, deelt de Forem de werkgever uiterlijk op 15 juli op zijn persoonlijke ruimte mee dat er geen onverschuldigde betaling is verricht naar aanleiding van de controle van de kosten die hij daadwerkelijk heeft gemaakt.

§ 4. Wanneer de som van de in lid 2 bedoelde uitgaven lager is dan het bedrag van de subsidie die de werkgever voor het betrokken jaar heeft ontvangen, stelt Forem de werkgever uiterlijk op 15 juli van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, via zijn persoonlijke ruimte in kennis van het resultaat van de eerste controle die het heeft verricht en verzoekt het de werkgever om hem via zijn persoonlijke ruimte het volgende mee te delen:

1° de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5° en 8°, die hij effectief heeft gedaan voor de werknemers die voorkomen op de lijst van werknemers, bedoeld in de artikelen 25 tot 27, voor wie de werkgever de subsidie bedoeld in artikel 6 of 21 van het decreet van 10 juni 2021 geniet.

2° de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 6° en 7°, die werkelijk door de werkgever worden gedaan voor de werknemers die voorkomen op de lijst van werknemers voor wie hij de subsidie bedoeld in artikel 6 of 21 van hetzelfde besluit ontvangt, wanneer zij het forfaitair bedrag vastgesteld overeenkomstig het paragraaf 2, 3°, overschrijden.

De in het eerste lid bedoelde uitgaven worden door de werkgever, via zijn persoonlijke ruimte, ingevoerd door middel van het formulier waarvan de inhoud en het model door de Minister, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem, worden vastgesteld, uiterlijk op 30 september van het jaar dat volgt op het jaar waarop de controle betrekking heeft. Zo niet, dan worden de uitgaven niet in aanmerking genomen voor de controle van de werkelijk door de werkgever gedragen kosten.

De werkgever is verplicht het bewijs van de gedeclareerde kosten te leveren.

§ 5. Uiterlijk op 30 oktober van het jaar dat volgt op het jaar waarop de controle betrekking heeft, stelt Forem de in paragraaf 1 bedoelde werkgever op zijn persoonlijke ruimte in kennis van het eindresultaat van de controle van de kosten die hij voor het betrokken jaar daadwerkelijk heeft gedragen voor de werknemers voor wie hij de subsidie of de overdracht van subsidie op grond van artikel 6 of 21 van het decreet van 10 juni 2021 ontvangt, alsook, in voorkomend geval, van het bedrag van de door de werkgever onterecht ontvangen steun.

De definitieve controle van de werkelijk door de werkgever gedragen kosten wordt door Forem, overeenkomstig lid 1, als volgt uitgevoerd:

1° de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1°, 3° en 4°, worden bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

2° de uitgave, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 2°, wordt vastgesteld :

a) voor een arbeider, tot 10,27% van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1° en 3°, zoals bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

b) voor een werknemer, tot 15,34 % van het bedrag van de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1° en 3°, zoals bepaald op basis van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, opgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september van het jaar dat volgt op het kalenderjaar waarop de controle van de werkelijk gemaakte kosten betrekking heeft;

3° de uitgaven, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 6° en 7° :

a) worden vastgesteld overeenkomstig de forfaitaire bedragen bedoeld in paragraaf 2, 3°,

b) of, in voorkomend geval, op basis van de door de werkgever overeenkomstig paragraaf 4 meegedeelde kosten die door Forem gevalideerd zijn, wanneer de werkelijk gemaakte kosten voor alle werknemers op de in de artikelen 25 tot 27 bedoelde lijst het bedrag van de in paragraaf 2, 3°, bedoelde forfaitaire bedragen overschrijden;

4° de uitgaven bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5° en 8°, meegedeeld door de werkgever overeenkomstig paragraaf 4, die door het Forem zijn gevalideerd.

Het bedrag van de onterecht ontvangen subsidie wordt door de Forem teruggevorderd overeenkomstig artikel 64.

HOOFDSTUK 3 — *Subsidie voor het scheppen van banen die in prioritaire maatschappelijke behoeftes voorzien*

Afdeling 1 — Nadere toekenningsregels

Onderafdeling 1 — Oproep tot het indienen van projecten

Art. 36. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen kan de Minister, bij ministerieel besluit dat vooraf door de Regering wordt goedgekeurd, oproepen tot het indienen van projecten organiseren met het oog op de toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021 voor de aanwerving van niet-werkende werkzoekenden.

De bedragen die worden teruggevorderd van de subsidies toegekend krachtens het decreet van 10 juni 2021, worden bij voorrang opnieuw toegewezen voor de organisatie van projecten die oproepen tot het indienen van projecten, zoals bedoeld in lid 1, voor de activiteitensectoren waarvan de teruggevorderde middelen afkomstig zijn, namelijk de overheidssector, de onderwijssector, de non-profitsector waarvan de activiteiten onder de regionale bevoegdheden vallen of de non-profitsector waarvan de activiteiten onder de communautaire bevoegdheden vallen.

De banen waarvoor de subsidie bedoeld in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021 wordt toegekend, hebben tot doel tegemoet te komen aan prioritaire maatschappelijke behoeften waarin binnen het Franse taalgebied onvoldoende wordt voorzien. Er wordt een specifieke oproep tot het indienen van projecten georganiseerd voor elke prioritaire maatschappelijke behoefte waarvoor de in artikel 33 van hetzelfde decreet bedoelde subsidie wordt overwogen.

Het interministerieel comité bedoeld in artikel 48 van het decreet van 10 juni 2021 brengt advies uit over elke oproep tot het indienen van projecten, voorafgaand aan de goedkeuring door de Regering van het ministerieel besluit bedoeld in het eerste lid.

Art. 37. De Economische, sociale en milieuraad van Wallonië en de Waalse Vereniging van steden en gemeenten worden elk jaar door de Minister uitgenodigd om vóór 30 juni een advies in te dienen over de prioritaire maatschappelijke behoeften waarin onvoldoende wordt voorzien en die beantwoord zouden moeten worden via de in artikel 36 bedoelde oproepen tot het indienen van projecten.

Art. 38. Voor elk oproep tot het indienen van projecten wordt in het in artikel 36, lid 1, bedoelde ministeriële besluit het volgende vastgesteld:

1° het totale bedrag toegekend aan de oproep tot het indienen van projecten;

2° de prioritaire maatschappelijke behoefte waarvoor de in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021 bedoelde subsidie wordt verleend;

3° het bedrag per voltijdsequivalent waarvoor de in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021 bedoelde subsidie wordt verleend;

4° de ontvankelijkheidsvoorwaarden die van toepassing zijn op de toekenning van de subsidie die aan het einde van de oproep tot het indienen van projecten wordt toegekend, met inachtneming van de minimale ontvankelijkheidsvoorwaarden bepaald in artikel 34 van het decreet van 10 juni 2021;

5° de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de subsidie in het kader van de oproep tot het indienen van projecten;

6° wanneer het budget voor het oproep tot het indienen van projecten niet garandeert dat de subsidie zal worden toegekend aan alle werkgevers die aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden en voorwaarden om in aanmerking te komen van de oproep tot het indienen van projecten kunnen voldoen, de selectiecriteria voor de projecten waarvoor de subsidie wordt toegekend en de samenstelling van de selectiecommissie bedoeld in artikel 39, § 4;

7° het maximumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie kan worden verleend aan éénzelfde werkgever, in het kader van de oproep tot het indienen van projecten;

8° de datum met ingang waarvan subsidieaanvragen kunnen worden ingediend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten, alsook de periode waarin de aanvragen kunnen worden ingediend;

9° de periode, bepaald of onbepaald, waarin de subsidie wordt verleend.

Voor de toepassing van lid 1, 5°, wordt onder ontvankelijkheidsvoorwaarden verstaan de voorwaarden die waarborgen dat de arbeidsplaats waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, beantwoordt aan de prioritaire maatschappelijke behoefte waarop de oproep tot het indienen van projecten is gericht.

Voor de toepassing van lid 1, 6°, wordt onder selectiecriteria verstaan de criteria op basis waarvan de subsidieaanvragen ingediend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten, die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in lid 1, 4° en 5°, worden gerangschikt.

Art. 39. § 1. De oproep tot het indienen van projecten bedoeld in artikel 38 wordt georganiseerd door de Forem en gepubliceerd op zijn website vanaf de datum en voor de duur bedoeld in artikel 38, eerste lid, 8°.

Vanaf de publicatie van de oproep tot het indienen van projecten en voor de duur van de oproep tot het indienen van projecten, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 8°, kan de werkgever, bedoeld in artikel 2, § 1, 1° of 2°, van het decreet van 10 juni 2021, via zijn persoonlijke ruimte een subsidieaanvraag indienen door middel van het formulier, waarvan het model en de inhoud worden bepaald door de Minister, met inachtneming van artikel 5 van hetzelfde decreet, op voorstel van de Forem.

Binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek bevestigt de Forem de ontvangst van het verzoek en vermeldt of het dossier volledig is en, bij gebreke daarvan, nodigt de werkgever uit zijn verzoek binnen 30 dagen aan te vullen.

Indien het dossier na de in lid 3 genoemde termijn onvolledig blijft, wordt het verzoek zonder gevolg geklasseerd.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, lid 4, wanneer het in paragraaf 1, lid 1, bedoelde verzoek volledig is, gaat de Forem na of het ontvankelijk is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer zij voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 4°.

In geval van niet-ontvankelijkheid brengt de Forem de werkgever op de hoogte daarvan, en klasseert het verzoek zonder gevolg.

§ 3. Wanneer het budget voor het oproep tot het indienen van projecten niet garandeert dat de subsidie zal worden toegekend aan alle werkgevers die aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden en voorwaarden om in aanmerking te komen van de oproep tot het indienen van projecten kunnen voldoen, behandelt de Forem elke aanvraag die ontvankelijk wordt geacht overeenkomstig paragraaf 2 en maakt het volledige dossier alsook een beslissingsvoorstel aan de Minister of zijn afgevaardigde over.

De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing over de toekenning van de subsidie, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in het ministerieel besluit bedoeld in artikel 36, eerste lid, voor elke subsidieaanvraag die voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten.

De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing tot weigering van de subsidie voor elke aanvraag die niet voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten.

De Forem deelt zijn beslissing aan de werkgever mee, op zijn persoonlijke ruimte, binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing.

§ 4. Wanneer het budget voor het oproep tot het indienen van projecten niet garandeert dat de subsidie zal worden toegekend aan alle werkgevers die aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden en voorwaarden om in aanmerking te komen van de oproep tot het indienen van projecten kunnen voldoen, behandelt de Forem elke aanvraag die ontvankelijk wordt geacht overeenkomstig paragraaf 2 en maakt aan het einde van de looptijd van de oproep tot het indienen van projecten bedoeld in artikel 38, eerste lid, 8°, alle dossiers aan een selectiecomité over.

De samenstelling van het in lid 1 bedoelde selectiecomité wordt bepaald bij het in artikel 36, lid 1, bedoelde ministeriële besluit. Het selectiecomité bestaat ten minste uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister van tewerkstelling;

2° een vertegenwoordiger van de minister(s) die verantwoordelijk is/zijn voor de activiteiten waarop de prioritaire maatschappelijke behoefte betrekking heeft, waarop de oproep tot het indienen van projecten gericht is;

3° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst belast met tewerkstelling;

4° een vertegenwoordiger van de Forem.

De Forem is belast met het secretariaat van het selectiecomité.

Het selectiecomité heeft tot taak de Minister van Tewerkstelling een rangschikking voor te stellen, voor advies, van alle aanvragen die voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten, op basis van de selectiecriteria bedoeld in artikel 38, lid 1, 6°.

Op grond van het advies van het selectiecomité maakt de Forem aan de Minister of zijn afgevaardigde het volledige dossier over, alsook, overeenkomstig het ministerieel besluit bedoeld in artikel 36, eerste lid, een beslissingsvoorstel, voor elke aanvraag ingediend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten en die ontvankelijk is geacht overeenkomstig paragraaf 2.

Op basis van het advies van het selectiecomité neemt de Minister of zijn afgevaardigde een beslissing tot toekenning van de subsidie totdat het budget voor de oproep tot het indienen van projecten uitgeput is, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in het ministerieel besluit bedoeld in artikel 36, eerste lid, voor de aanvragen die voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van de oproep tot het indienen van projecten, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 5°, en die gerangschikt zijn in nuttige volgorde op grond van de selectiecriteria, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 6°.

De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing tot weigering van toekenning van de subsidieaanvraag ingediend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten, indien de aanvraag niet voldoet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden bepaald in de oproep tot het indienen van projecten, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 5°, of indien de aanvraag op basis van de selectiecriteria, bedoeld in artikel 38, eerste lid, 6°, niet in nuttige volgorde is gerangschikt.

De Forem deelt zijn beslissing aan de werkgever mee, op zijn persoonlijke ruimte, binnen vijf dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing.

Art. 40. § 1. de beslissing tot toekenning, bedoeld in artikel 39, § 3, tweede lid, of § 4, zesde lid, van de subsidie bedoeld in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021, bepaalt:

1° Het bedrag van de toegekende subsidie, overeenkomstig het ministerieel besluit bedoeld in artikel 36, lid 1;

2° het maximaal aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, waarvoor de subsidie kan worden toegekend, overeenkomstig het ministerieel besluit bedoeld in artikel 36, lid 1;

3° het totale referentiewerkgelegenheidsvolume die de werkgever krachtens artikel 38 van hetzelfde decreet moet naleven, berekend overeenkomstig artikelen 44 en 45;

4° de prioritaire maatschappelijke behoefte waaraan de gesubsidieerde betrekking voldoet;

5° de duur van de toekenning van de subsidie;

De beslissing tot toekenning bedoeld in lid 1 treedt in werking te rekenen van de kennisgeving ervan door Forem op de persoonlijke ruimte van de werkgever.

Wanneer de beslissing toegekend wordt voor een bepaalde duur, gaat de duur van de toekenning van de subsidie in op de datum van de eerste indienstneming van een niet werkende werkzoekende ingeschreven op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie toegekend wordt en eindigt van rechtswege bij verstrijken van de duur waarvoor de subsidie wordt toegekend zoals vastgesteld in de toekenningsbeslissing bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Vanaf het jaar volgend op het jaar waarin de toekenningsbeslissing bedoeld in paragraaf 1 in werking treedt, wordt het bedrag van de subsidie vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, geïndexeerd op jaarlijks 1 januari door vermenigvuldiging van het bedrag van de subsidie van het voorgaande jaar met de gemiddelde cijfers van het indexcijfer der consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het voorgaande jaar, gedeeld door de gemiddelde cijfers van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het jaar dat aan het vorige jaar voorafgaat, waarbij het groeicijfer van het begrotingskrediet voor het jaar waarop de indexering van de subsidie berekend wordt, niet overschreden mag worden.

Onderafdeling 2 — Meerlingen

Art. 41. § 1. De ouder(s) die meerlingen krijgt (krijgen) kunnen, door toedoen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn waarvan ze afhangen, een beslissing genieten tot toekenning, voor een maximumduur van drie jaar, van de subsidie als bedoeld in artikel 36 van het decreet van 10 juni 2021.

De aanvraag voor de toekenning van de subsidie als bedoeld in artikel 36 van het decreet van 10 juni 2021, als bedoeld in lid 1, wordt ingediend door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die in zijn ambtsgebied te maken heeft met een geboortetoestand, via zijn persoonlijke ruimte, middels het formulier waarvan de inhoud en het model vastgesteld zijn door de Minister, met inachtneming van artikel 5 van hetzelfde decreet, op voorstel van Forem. De aanvraag omvat de namen, de voornamen, de geboortedata en de Rijksregisternummers van de kinderen die als meerlingen geboren zijn.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag, meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag verder aan te vullen.

Als de termijn bedoeld in het derde lid eenmaal verstreken is, wordt de aanvraag, wanneer het dossier onvolledig blijft, niet meer verder behandeld.

§ 2. Wanneer de aanvraag bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, volledig is, gaat Forem na of de aanvraag ontvankelijk is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer hij is ingediend binnen de 6 maanden na het voorvallen van een meervoudige geboren binnen het ambtsgebied van het OCMW.

Is de aanvraag onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

§ 3. Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftientig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing tot toekenning of weigering van toekenning van de subsidie binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door Forem.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

De beslissing tot toekenning treedt in werking de dag van kennisgeving ervan.

Art. 42. In afwijking van artikel 41 neemt de Minister of diens gemachtigde, krachtens artikel 37 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem, een beslissing tot toekenning voor ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die een beslissing geniet tot toekenning van steun voor de bevordering van werkgelegenheid die van kracht is op 31 december 2021, krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april 2002.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever op diens persoonlijke ruimte.

De beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in het eerste lid treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 43. § 1. Het bedrag van de meerlingensubsidie toegekend krachtens artikel 36 of 37 van het decreet van 10 juni 2021 wordt door de Minister vastgesteld.

De subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend voor de tewerkstelling van:

auxilia1° een voltijdse kinderverzorger/ster en een halftijdse professionele assistent wanneer drie of vier kinderen geboren zijn over een periode van achttien maanden;

2° een voltijdse kinderverzorger/ster en een voltijdse professionele assistent wanneer meer dan vier kinderen geboren zijn over een periode van achttien maanden.

De beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 36 of 37 van het decreet stelt vast:

1° het bedrag van de overeenkomstig het eerste lid toegekende subsidie;

2° het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie wordt toegekend, berekend overeenkomstig lid 2, 1° of 2°;

3° het globaal volume van de referentietewerkstelling die de werkgever moet in acht nemen krachtens artikel 38 van hetzelfde decreet, berekend overeenkomstig de artikelen 44 en 45;

4° de functies als bedoeld het tweede lid voor welke de werkgever de subsidie krijgt;

5° de vervaldatum van de duurtijd van de beslissing overeenkomstig lid 4.

De beslissing tot toekenning eindigt wanneer het derde oudste kind van het gezin de leeftijd van drie jaar bereikt.

§ 2. Het bedrag van de meerlingensubsidie, vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, wordt op jaarlijks 1 januari geïndexeerd door het bedrag van de subsidie van het vorige jaar te vermenigvuldigen met de gemiddelde cijfers van het indexcijfer der consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het vorige jaar, gedeeld door de gemiddelde cijfers van het indexcijfer der consumptieprijzen, gezondheidsindex, van de maanden september en oktober van het jaar daarvoor, waarbij het groepercentage van het begrotingskrediet met betrekking tot het jaar waarvoor de indexering van de subsidie berekend wordt, niet mag worden overschreden.

Sectie 2 - Totale omvang van de referentietewerkstelling

Art. 44. De referentiewerkgelegenheid, bedoeld in artikel 39 van het decreet van 10 juni 2021, wordt overeenkomstig artikel 45 berekend op basis van de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid beschikbare gegevens vastgesteld op de datum van indiening van de subsidieaanvraag als bedoeld in artikel 39, § 1, tweede lid, of 41, § 1, tweede lid, rekening houdend met alle werknemers die door de werkgever zijn aangegeven door middel van de multifunctionele aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, zoals bepaald in bijlage 2 van het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en volgens de nadere regels bedoeld in 1° tot 4° van artikel 12.

Art. 45. Het globaal volume van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever als begunstigde van de subsidie als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 in acht dient te nemen, is gelijk aan de som van het referentiepersoneelsbestand als vastgesteld overeenkomstig het tweede of het derde lid, en van het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie krachtens artikel 32 van hetzelfde decreet aan de werkgever wordt toegekend.

De referentiewerkgelegenheid, als bedoeld in het eerste lid, is gelijk aan het gemiddeld jaarlijks aantal werknemers, door de werkgever tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal voorafgaand aan de indiening van de aanvraag bedoeld in artikel 39, § 1, tweede lid, of 41, § 1, tweede lid, berekend in voltijdsequivalenten overeenkomstig artikel 44.

In afwijking van het tweede lid is, wanneer de werkgever bij de indiening van de aanvraag bedoeld in artikel 39, § 1, tweede lid, of 41, § 1, tweede lid, sinds minder dan 12 maanden bestaat, het referentiepersoneelsbestand gelijk aan de som van het gemiddeld aantal werknemers, tewerkgesteld door de werkgever voor elk kwartaal dat zich bevindt tussen het eerste kwartaal te rekenen waarvan de werkgever een werknemer tewerkstelt en het kwartaal voorafgaand aan het kwartaal dat voorafgaat aan de datum van indiening van de subsidieaanvraag als bedoeld in artikel 39, § 1, tweede lid, of 41, § 1, tweede lid, gedeeld door het aantal kwartalen waarin de werkgever de werknemers tewerkgesteld heeft tussen het eerste kwartaal in de loop waarvan de werkgever een werknemer tewerkstelt en het kwartaal dat voorafgaat aan het kwartaal dat voorafgaat aan de datum van indiening van de subsidieaanvraag als bedoeld in artikel 39, § 1, tweede lid, of 41, § 1, tweede lid.

Afdeling 3 — Lijst van de werknemers

Art. 46. § 1. De werkgever die de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 neemt een aantal niet-werkende werkzoekenden in dienst, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, die overeenstemmen met de beslissing tot toekenning van de subsidie, aan de hand van een arbeidsovereenkomst, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

De termijn bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld op acht maanden wanneer de maanden juli en augustus daarin vallen.

Bij gebreke van indienstneming binnen de termijn bedoeld in het eerste lid gaat de subsidie definitief verloren in de juiste verhouding tot het aandeel van de niet-inachtneming van de verplichting van lid 1.

De niet-werkende werkzoekenden als bedoeld in het eerste lid worden door de werkgever overeenkomstig artikel 47 op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie als bedoeld in artikel 32 hem wordt toegekend, ingeschreven.

Art. 47. § 1. Voor elke beslissing tot toekenning van de subsidie toegekend krachtens artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 stelt Forem de werkgever op diens persoonlijke ruimte een eigen lijst werknemers ter beschikking voor wie de subsidie wordt toegekend.

De lijst van de werknemers als bedoeld in het eerste lid neemt voor elke werkgever zijn identificatiegegevens op, zijn regeling ter zake van zijn arbeidsovereenkomst, de aanvangsdatum van zijn tewerkstelling en de vestigingseenheid waar hij tewerk is gesteld. Wanneer een werknemer tewerk wordt gesteld in meerdere vestigingseenheden, geeft de werkgever voor elke vestigingseenheid het percentage van de arbeidsregeling aan.

§ 2. Dor de werkgever kan, via zijn persoonlijke ruimte, op de lijst werknemers als bedoeld in het eerste lid, de werknemer, door de werkgever in dienst genomen, worden ingeschreven vanaf de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie toegekend krachtens artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021, op voorwaarde dat deze een niet-werkende werkzoekende is daags voor zijn indienstneming.

De inschrijving als bedoeld in het tweede lid wordt door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte verricht, binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de indienstnemering van de werkgever die op de lijst als bedoeld in § 1 is ingeschreven. Zoniet kan de werknemer niet op de lijst als bedoeld in § 1 ingeschreven zijn.

Bij de inschrijving als bedoeld in het tweede lid, geeft de werkgever de identificatiegegevens van de werknemer op, zijn arbeidsregeling, de vestigingseenheid waarin hij tewerkgesteld is en de aanvangsdatum van de tewerkstelling. Wanneer een werknemer tewerk wordt gesteld in meerdere vestigingseenheden, geeft de werkgever voor elke vestigingseenheid het percentage van de arbeidsregeling aan.

Wanneer de inschrijving als bedoeld in het tweede lid verricht wordt binnen een termijn van één maand te rekenen van de indienstnemering van de werknemer, wordt de werknemer geacht ingeschreven te zijn op de lijst bedoeld in § 1, te rekenen van zijn indienstnemering. Zoniet wordt de werknemer, onverminderd het tweede lid, op de lijst als bedoeld in § 1 ingeschreven op de datum waarop de inschrijving wordt verricht.

§ 3. Wanneer een werknemer die opgenomen is op de lijst van werknemers voor wie de subsidie toegekend wordt, niet meer door de werkgever tewerk wordt gesteld, wordt hij te rekenen van het einde van zijn tewerkstelling van deze lijst weggelaten.

De werknemer als bedoeld in het eerste lid wordt door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte geschrapt.

Volgende informatie, opgenomen in de lijst van de werknemers als bedoeld in paragraaf 2, wordt door de werkgever aangepast, via zijn persoonlijke ruimte:

- de arbeidsregeling van de werknemers van de lijst wanneer deze gewijzigd wordt,
- het nummer van de vestiging waarin de werknemer tewerk wordt gesteld wanneer dit gewijzigd wordt.

Wanneer Forem op grond van de informatie uit de authentieke bronnen of medegedeeld ten gevolge van een controle als uitgevoerd of krachtens artikel 52 van het decreet van 10 juni 2021, vaststelt dat de lijst van de werknemers als bedoeld in paragraaf 2 niet door de werkgever is aangepast, volgt een bijwerking door Forem met gevolg vanaf de datum waarop de gebeurtenis die de wijziging van de lijst noodzakelijk maakte, voorgevallen is.

Afdeling 4 — Vereffening

Art. 48. De subsidie bedoeld in artikel 32 wordt door Forem, per kwartaalschrijf die telkens overeenstemt met 25% van het bedrag van de jaarlijkse subsidie overeenstemt, vereffend vanaf de datum van de eerste inschrijving van een werknemer op de lijst van werknemers voor wie de subsidie toegekend wordt.

Elke kwartaalschrijf wordt voorafbetaald, uiterlijk de 25^e dag van de eerste maand van het kwartaal waarvoor de subsidie vereffend wordt.

In afwijking van het eerste lid stemt het bedrag van de eerste schijf van de subsidie als bedoeld in artikel 32, overeen met vijftiengintig percent van het bedrag van de jaarlijkse subsidie vermenigvuldigd met een breukgetal waarvan:

1° de noemer gelijk is aan het aantal dagen dat het kwartaal telt, verminderd met het aantal dagen dat reeds verstreken is tussen de eerste dag van het kwartaal en de datum te rekenen waarvan de eerste werknemer ingeschreven is op de lijst werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend;

2° de noemer gelijk is aan het aantal dat het betrokken kwartaal telt.

In afwijking van het eerste lid stemt het bedrag van de schijf voor het kwartaal in de loop waarvan de beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 32 verstrijkt, wanneer de subsidie toegekend wordt krachtens artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021, met een bepaalde duur, overeen met vijftiengintig percent van het bedrag van de jaarlijkse subsidie vermenigvuldigd met een breukgetal waarvan:

1° de teller gelijk is aan het aantal dagen die reeds verstreken zijn tussen de eerste dag van het kwartaal en de vervalddag van de beslissing tot toekenning van de subsidie als bedoeld in artikel 32;

2° de noemer gelijk is aan het aantal dagen dat het betrokken kwartaal telt.

In afwijking van lid 2 wordt de eerste schijf van de subsidie door Forem vereffend binnen de dertig dagen volgend op de eerste inschrijving van een werknemer door de werkgever op de lijst van de werkgevers waarvoor de subsidie toegekend wordt.

Wanneer de aanvangsdatum voor de tewerkstelling van de eerste werknemer ingeschreven op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie bedoeld in artikel 32 toegekend wordt, verschilt van de datum vanaf welke hij op deze lijst is ingeschreven, gaat het subsidiebedrag voor de periode tussen deze twee data definitief verloren.

Afdeling 5 — Controle van de tewerkstellingsvolumes en de daadwerkelijk gedragen kosten

Art. 49. Voor elk kalenderjaar in de loop van welke de werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 gaat Forem in de lopp van het daaropvolgend jaar na:

1° afhankelijk van de nadere regels bepaald in artikel 50, of het gemiddeld aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, opgenomen op de lijst werknemers voor welke de subsidie wordt toegekend, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 46 en 47, minstens gelijk aan het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor welke de subsidie bedoeld in artikel 32 toegekend wordt, vastgesteld in de beslissing tot toekenning bedoeld in artikel 40, § 1, eerste lid, 2°, of 43, § 1, derde lid, 2°;

2° afhankelijk van de nadere regels bepaald in de artikelen 51 en 52, of de werkgever het globale referentietewerkstellingsvolume in acht neemt dat de werkgever dient in acht te nemen krachtens artikel 38 van het decreet van 10 juni 2021;

3° afhankelijk van de nadere regels bepaald in de artikelen 53 en 54, of de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kostprijs voor de tewerkstelling van de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers voor welke de subsidie bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 toegekend wordt, vastgesteld overeenkomstig de artikelen 46 en 47, gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van de subsidie die de werkgever krijgt overeenkomstig de beslissing tot toekenning als bedoeld in artikel 40, § 1, lid 1, 1°, of 43, § 1, lid 3, 1°.

Wanneer ten gevolge van de controles als bedoeld in lid 1, 1° en 2°, een onterecht geïnde subsidie wordt vastgesteld, zowel in het kader van de controle van het duurzame tewerkstellingsvolume als in het kader van de controle van het globale referentietewerkstellingsvolume wordt enkel het hoogste onterecht betaalde bedrag door Forem teruggevorderd.

Wanneer een werkgever meerdere beslissingen tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 geniet, worden de controles bedoeld in lid 1 afzonderlijk uitgevoerd voor elke beslissing tot toekenning die de werkgever krijgt krachtens artikel 32 van hetzelfde decreet.

Onderafdeling 1 — Stijging van het referentiepersoneelsbestand

Art. 50. Voor elk kalenderjaar in de loop waarvan de werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021, gaat Forem na of het gemiddeld jaarlijks aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, opgenomen op de lijst van de werknemers overeenkomstig de artikelen 46 en 47, voor welke de werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021, minstens gelijk is aan het minimumaantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, voor wie de subsidie toegekend wordt, zoals vastgesteld in de beslissing tot toekenning als bedoeld in artikel 40, § 1, lid 1, 2°, of 43, § 1, lid 3, 2°.

Voor 15 september van het jaar volgend op het jaar waarop de controle bedoeld in lid 1 betrekking heeft, deelt Forem het jaarlijks gemiddeld aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, opgenomen op de lijst van de werknemers voor welke zijn subsidie wordt toegekend, aan de werkgever mee voor het jaar waarop de controle als bedoeld in lid 1 betrekking heeft en, in voorkomend geval, het bedrag dat de werkgever onterecht gekregen heeft.

Onverminderd artikel 49, tweede lid, wordt het bedrag van de onterrecht geïnde steun door Forem teruggevorderd overeenkomstig artikel 64.

Onderafdeling 2 — Controle van het globaal tewerkstellingsvolume

Art. 51. § 1. Voor elk kalenderjaar in de loop waarvan de werkgever de subsidie krijgt als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 gaat Forem na of de werkgever zijn verplichting in acht neemt tot instandhouding van het globale referentietewerkstellingsvolume.

Het globale tewerkstellingsvolume van de werkgever in de loop van het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft wordt vastgesteld rekening houdend met de gezamenlijke werknemers aangegeven door de werkgever middels de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid in de RSZ-categorieën zoals bepaald in bijlage 2 bij het glossarium van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en volgens de nadere regels bepaald in artikel 12, 1° tot 4°.

Het globale tewerkstellingsvolume als bedoeld in lid 2 is gelijk aan het gemiddeld aantal werknemers, tewerkgesteld door de werkgever in de loop van het jaar waarop de controle betrekking heeft, berekend als voltijdsequivalenten overeenkomstig lid 2.

Voor de toepassing van dit artikel is het globale referentietewerkstellingsvolume voor het betrokken jaar, wanneer het globale referentietewerkstellingsvolume in de loop van het jaar wordt aangepast, gelijk aan het gemiddelde globale referentietewerkstellingsvolume in de loop van het betrokken jaar.

§ 2. Er wordt een eerste verificatie uitgevoerd in de loop van de maand juli van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de inachtneming van het globale referentietewerkstellingsvolume betrekking heeft.

Voor de toepassing van lid 1 zijn de gegevens in overweging genomen om het globale volume van de tewerkstelling van de werkgever tijdens het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft vast te stellen, zijn deze welke door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn vastgesteld op 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarop de controle van de inachtneming van de instandhouding van het globale referentietewerkstellingsvolume betrekking heeft.

Forem geeft de werkgever uiterlijk voor 15 juli van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft van het globale tewerkstellingsvolume van het jaar waarop de controle betrekking heeft, vastgesteld door Forem overeenkomstig paragraaf 1, leden 2 en 3.

§ 3. In de hypothese waarin een informatie met betrekking tot de tewerkstelling van een werknemer bij de werkgever niet beschikbaar is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, en op voorwaarde dat dit van invloed is op het globale tewerkstellingsvolume, kan dit in overweging worden genomen bij beslissing van Forem, middels een aanvraag ingediend door de werkgever via het daartoe voorziene webportaal middels het formulier waarvan het model en inhoud door de Minister zijn bepaald, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem.

De aanvraag wordt ingediend tussen 15 juli en 30 september van het jaar volgend op het jaar waarop de controle op de inachtneming van de instandhouding van het globale referentietewerkstellingsvolume van de werkgever betrekking heeft.

Forem geeft binnen de tien dagen volgend op de aanvraag van de werkgever kennis van zijn beslissing aan de werkgever, via zijn persoonlijke ruimte.

§ 4. De definitieve controle op de verplichting van de instandhouding van het globale referentietewerkstellingsvolume wordt door Forem uitgevoerd, overeenkomstig paragraaf 1, leden 2 en 3, op grond van de gegevens vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de inachtneming van de instandhouding van het globale referentietewerkstellingsvolume betrekking heeft.

Forem geeft de werkgever uiterlijk voor 31 oktober van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, het definitieve resultaat van het globale tewerkstellingsvolume van de werkgever in de loop van het jaar waarop de controle betrekking heeft, vastgesteld door Forem overeenkomstig paragraaf 1, leden 2 en 3, evenals in voorkomend geval, het bedrag van de onterrecht geïnde steun.

Art. 52. Onverminderd de artikelen 49, lid 2, en 55, en artikel 38, lid 2, van het decreet van 10 juni 2021 wordt de subsidie, wanneer het gecontroleerde globale tewerkstellingsvolume van het jaar lager is dan het globale referentietewerkstellingsvolume, door Forem in de juiste verhouding tot de niet-inachtneming van het globale referentietewerkstellingsvolume teruggevorderd overeenkomstig artikel 64.

Voor de toepassing van lid 1 wordt het globale referentievolumen verminderd met een spelingsdrempel zoals die van toepassing op de werkgever overeenkomstig artikel 38, lid 2, van het decreet van 10 juni 2021.

Onderafdeling 3 — Controle van de daadwerkelijk gedragen kosten

Art. 53. Onder de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten in de zin van artikel 42 van het decreet van 10 juni 2021 wordt elke uitgave verstaan, uitgevoerd door de onderneming voor de tewerkstelling van de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers, bedoeld in de artikelen 46 en 47, omvattende:

1° de bruto-bezoldiging van de werknemer voor de daadwerkelijke arbeidsprestaties en de wettelijk daarmee gelijkgestelde prestaties, na aftrek van de terugbetalingen aan derden;

2° de wettelijk op deze prestaties verschuldigde vakantiegelden;

3° de einde jaarspremie;

4° de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid en de specifieke bijdragen, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid die de onderneming geniet;

5° de vervoerskosten voor het woon-werk verkeer;

6° de kosten inzake sociaal secretariaat;

7° de kosten inzake arbeidsgeneeskunde en de premies gestort in het kader van de verzekering arbeidsongevallen krachtens de wet van 10 april 1971 inzake de arbeidsongevallen;

8° het werkgeversaandeel in de maaltijdchèques.

Uitgesloten worden de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van de kosten gemaakt door de werknemers in opdracht van de onderneming, de schenkingen en giften.

Art. 54. § 1. Voor elk kalenderjaar in de loop waarvan de werkgever de subsidie krijgt krachtens artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021 gaat Forem na of het bedrag van de subsidie die hij gekregen heeft niet hoger is dan de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kost voor de werknemers voor wie de subsidie toegekend wordt, in de loop van het betrokken kalenderjaar, zoals vastgesteld in de lijst van de werknemers bedoeld in de artikelen 46 en 47.

De daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten voor de werknemers uit de lijst van de werknemers als bedoeld in de artikelen 46 en 47 wordt berekend op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid betreffende de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend.

§ 2. Er wordt een eerste controle over de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten verricht door Forem, overeenkomstig paragraaf 1, als volgt:

1° de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, 3° en 4°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

2° de uitgave bedoeld in artikel 53, lid 1, 2°, wordt vastgesteld:

voor een arbeider, op 10,27% van het bedrag van de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, en 3°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

voor een bediende, op 15,34% van het bedrag van de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, en 3°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

3° de uitgaven als bedoeld in artikel 53, lid 1, 6° en 7°, wordt vastgesteld volgens deze forfaits:

Voor de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 6°, het bedrag van het forfait gelijk aan het gemiddeld aantal werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers voor welke de subsidie wordt toegekend, in de loop van betrokken kalenderjaar, vermenigvuldigd met 340 euro;

Voor de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 7°, het bedrag van het forfait gelijk aan het gemiddeld aantal werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers voor welke de subsidie wordt toegekend, in de loop van betrokken kalenderjaar, vermenigvuldigd met 175 euro.

§ 3. Wanneer de som van de uitgaven bedoeld in paragraaf 2 gelijk is aan of hoger is dan het bedrag van de subsidie geïnd door de werkgever voor het betrokken jaar, geeft Forem kennis tegen uiterlijk 15 juli, aan de werkgever op diens persoonlijke ruimte van de ontstentenis van onrechtmatige bedragen, bij hem vastgesteld ten gevolge van de kosten die hij daadwerkelijk gedragen heeft.

§ 4. Wanneer de som van de uitgaven bedoeld in paragraaf 2 lager is dan het bedrag van de subsidie geïnd door de werkgever voor het betrokken jaar, geeft Forem, tegen uiterlijk 15 juli van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle betrekking heeft, kennis aan de werkgever, via diens persoonlijke ruimte, van het resultaat van de eerste controle die hij heeft uitgevoerd en verzoekt hij de werkgever om hem via zijn persoonlijke ruimte mede te delen:

1° de uitgaven bedoeld in artikel 53, eerste lid, 5° en 8°, die hij daadwerkelijk heeft gedragen voor de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers, bedoeld in de artikelen 46 en 47, voor welke de werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van het decreet van 10 juni 2021;

2° de uitgaven bedoeld in artikel 53, eerste lid, 6° en 7°, die de werkgever daadwerkelijk heeft gedragen voor de werknemers opgenomen op de lijst van de werknemers, voor welke de werkgever de subsidie geniet als bedoeld in artikel 32 van hetzelfde decreet wanneer ze hoger zijn dan het forfaitair bedrag vastgesteld overeenkomstig paragraaf 2, 3°.

De uitgaven bedoeld in het eerste lid worden door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte ingediend middels een formulier waarvan de inhoud door de Minister is vastgesteld met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem, uiterlijk tegen 30 september van het jaar volgend op het jaar waarop de controle betrekking heeft. Zoniet wordt de uitgave niet in overweging genomen voor de controle van de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten.

De werkgever is ertoe gehouden het bewijs van de door hem ingeroepen uitgaven in te brengen.

§ 5. Tegen 30 oktober van het jaar volgend op het jaar waarop de controle betrekking heeft, geeft Forem kennis aan de werkgever bedoeld in het eerste lid, op diens persoonlijke ruimte, van het definitieve resultaat van de controle van de kosten die hij daadwerkelijk heeft gedragen voor het betrokken jaar voor de werknemers voor wie hij de subsidie krijgt krachtens artikel 32 en in voorkomend geval het bedrag van de onrechtmatig door de werkgever geïnde steun.

Er wordt een eerste controle over de daadwerkelijk door de werkgever gedragen kosten verricht door Forem, overeenkomstig paragraaf 1, als volgt:

1° de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, 3° en 4°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 juni van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

2° de uitgave bedoeld in artikel 53, lid 1, 2°, wordt vastgesteld:

voor een arbeider, op 10,27% van het bedrag van de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, en 3°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

voor een bediende, op 15,34% van het bedrag van de uitgaven als bedoeld in artikel 53, eerste lid, 1°, en 3°, worden vastgesteld op grond van de gegevens van de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september van het jaar volgend op het kalenderjaar waarop de controle van de daadwerkelijk gedragen kosten betrekking heeft;

3° de uitgaven bedoeld in artikel 53, lid 1, 6° en 7°:

Worden vastgesteld volgens de forfaits bepaald in paragraaf 2, 3°,

Of, in voorkomend geval, in functie van de uitgaven medegedeeld door de werkgever, overeenkomstig § 3, die door Forem bekrachtigd werd wanneer de daadwerkelijk door de gezamenlijke werknemers van de lijst bedoeld in de artikelen 46 en 47 gedragen kosten hoger is dan het bedrag van de forfaits bepaald in paragraaf 2, 3°, voor de gezamenlijke werknemers van de lijst bedoeld in de artikelen 46 en 47;

4° de uitgaven bedoeld in artikel 53, eerste lid, 5° en 8°, medegedeeld door de werkgever, overeenkomstig paragraaf 4, bekrachtigd door Forem.

De Dienst wordt gemachtigd om de onverschuldigd gestorte bedragen overeenkomstig artikel 64 terug te vorderen.

HOOFDSTUK 4.- — Totaal volume van de referentiewerkgelegenheid : gemeenschappelijke bepalingen voor de subsidies toegekend op grond van de artikelen 6, 21 en 32 van het decreet van 10 juni 2021

Afdeling 1 — Afwijking van verplichting om het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te handhaven

Art. 55. § 1. Indien de werkgever ten onrechte een bedrag ontvangt ten gevolge van de overeenkomstig de artikelen 32 en 33 of de artikelen 51 en 52 vastgestelde controle van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, kan de werkgever een met redenen omkleed verzoek indienen om te mogen afwijken van zijn verplichting het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te handhaven.

De in paragraaf 1 bedoelde aanvraag wordt, binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf de kennisgeving bedoeld in artikel 32, § 4, tweede lid, of artikel 51, § 4, tweede lid, door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte ingediend door middel van een formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister worden vastgesteld, met inachtneming van artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021 en op voorstel van Forem.

De aanvraag moet alle elementen bevatten die de werkgever nuttig acht om aan te tonen dat de niet-naleving van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid hoofdzakelijk te wijten is aan :

1° een verlies van subsidie van de overheid ;

2° een toevallige gebeurtenis;

3° de tijd die redelijkerwijs nodig is om één of meerdere werknemers die de onderneming definitief hebben verlaten, te vervangen.

Voor de toepassing van lid 3, 2°, het niet naleven van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, wanneer wordt aangetoond dat dit te wijten is aan het feit dat bij de vaststelling van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid van de werkgever, een afwezige werknemer en de werknemer die hem tijdens zijn afwezigheid vervangt, worden meegeteld.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de in het eerste lid bedoelde aanvraag bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte binnen een termijn van 30 dagen verder aan te vullen.

Als het dossier van de werkgever na afloop van de termijn bedoeld in lid 5, niet volledig is, geeft Forem geen enkel gevolg aan de aanvraag en licht de werkgever daarover in.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, zesde lid, controleert Forem de ontvankelijkheid van de in § 1, eerste lid, bedoelde aanvraag wanneer het volledig is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer ze door de werkgever binnen de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn wordt ingediend.

Is de aanvraag onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever via diens persoonlijke ruimte daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

§ 3. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftientig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

De afwijking wordt toegestaan wanneer de niet-naleving van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te wijten is aan :

1° een verlies van subsidie van de overheid ;

2° een toevallige gebeurtenis;

3° de tijd die redelijkerwijs nodig is om één of meerdere werknemers die de onderneming definitief hebben verlaten, te vervangen.

Voor de toepassing van lid 2, 3°, wordt een periode van 6 maanden beschouwd als de maximale periode die redelijkerwijs nodig is om een werknemer die de onderneming definitief heeft verlaten, te vervangen.

De in lid 3 bedoelde periode van 6 maanden wordt met 2 maanden verlengd indien zij de maanden juli en augustus omvat.

De Minister of haar afgevaardigde neemt een beslissing over de inwilliging of de afwijzing van een aanvraag tot vrijstelling van de verplichting bedoeld in artikel 14, lid 1, in artikel 26, lid 1 of in artikel 38, lid 1, van het decreet van 10 juni 2021, binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige, door Forem overgemaakte dossier.

In geval van toekenning komt elke ten gevolge van de overeenkomstig artikel 32 of 51 verrichte controle vastgestelde onverschuldigde betaling te vervallen. In geval van gedeeltelijke toekenning van de afwijking wordt in de in lid 5 bedoelde beslissing het terug te vorderen bedrag van het onverschuldigd betaalde vastgesteld.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

Afdeling 2 — Wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid

Art. 56. § 1. De werkgever die een subsidie ontvangt op grond van artikel 6, 21 of 32 van het decreet van 10 juni 2021, kan via zijn persoonlijke ruimte een verzoek indienen om zijn totale volume van de referentiewerkgelegenheid, zoals vastgesteld in de toekenningsbeslissing waarover hij beschikt, te wijzigen in geval van splitsing of overdracht van zijn activiteiten of van een tak van zijn activiteiten naar een afzonderlijke juridische entiteit.

De aanvraag tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, bedoeld in het eerste lid, wordt door de werkgever via zijn persoonlijke ruimte ingediend door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud worden bepaald door de Minister, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op voorstel van Forem.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte binnen een termijn van 30 dagen verder aan te vullen.

Als het dossier van de werkgever na afloop van de termijn bedoeld in lid 3, niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, vierde lid, controleert Forem de ontvankelijkheid van de in § 1, eerste lid, bedoelde aanvraag wanneer het volledig is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer :

1° de daling van het totale werkgelegenheidsvolume van de werkgever het gevolg is van een splitsing of overdracht van zijn activiteiten of een tak van zijn activiteiten aan een afzonderlijke juridische entiteit;

2° de aanvraag door de werkgever ingediend wordt uiterlijk binnen de 6 maanden na de effectieve datum van de splitsing of overdracht van zijn activiteiten of van een tak van zijn activiteiten .

Voor de toepassing van lid 1, 2°, begint de termijn van 6 maanden te lopen vanaf de datum waarop het totale volume van de referentiewerkgelegenheid kan worden geacht definitief te zijn vastgesteld op 1 januari 2022, wanneer de splitsing of de overdracht van activiteiten of van een bedrijfstak plaatsvindt vóór de definitieve vaststelling van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid die op 1 januari 2022 van toepassing is op de werkgever die een subsidie ontvangt op grond van artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 of een overdracht van subsidie op grond van artikel 28 van hetzelfde decreet.

§ 3. Is de aanvraag onontvankelijk, dan licht Forem de werkgever via diens persoonlijke ruimte daarover in en geeft geen enkel gevolg aan de aanvraag.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftiendagen dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

De aanvraag tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt ingewilligd of afgewezen op grond van de volgende criteria:

1° de weerslag van de overdracht van de activiteiten op het behoud van de werkgelegenheid van de werknemers en het bestaan, in het kader van de splitsing of overdracht van de activiteiten of van een tak van de activiteiten, van een overname van het personeel;

2° de aard van de overgedragen activiteiten en het bedrag van de subsidie die de werkgever krachtens het decreet van 10 juni 2021 heeft genoten voor de tewerkstelling van de werknemers die zijn tewerkgesteld in de activiteiten waarop de splitsing of overdracht van de activiteiten of een tak van de activiteiten van de werkgever betrekking heeft.

Indien de in § 1, tweede lid, bedoelde aanvraag wordt ingewilligd, neemt de Minister of diens gemachtigde een beslissing tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige, door Forem overgemaakte dossier.

Bij toepassing van lid 4 wordt de inwilligingsbeslissing waarvan de werkgever geniet en waarvoor de aanvraag tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt ingediend, als volgt gewijzigd: het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt vastgesteld bij de in lid 4 bedoelde wijzigingsbeslissing, waarbij rekening wordt gehouden met de in lid 3 vastgestelde criteria.

In geval van weigering neemt de Minister of haar afgevaardigde een beslissing tot afwijzing van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde aanvraag.

De in lid 4 bedoelde beslissing treedt in werking op de effectieve datum van de splitsing of overdracht van de activiteiten of van een tak van activiteiten.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

Art. 57. § 1. Een werkgever die een subsidie ontvangt op grond van artikel 6, 21 of 32 van het decreet van 10 juni 2021 kan een verzoek indienen om zijn totale volume van de referentiewerkgelegenheid te wijzigen indien hij gedurende twee opeenvolgende jaren overeenkomstig artikel 55, een afwijking van zijn verplichting om het totale referentievolumen te handhaven krachtens artikel 14, § 3, derde lid, 1° of 2°, artikel 26, zesde lid, 1° of 2°, of artikel 39, vierde lid, 1° of 2°, van het decreet van 10 juni 2021.

De aanvraag tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, bedoeld in het eerste lid, wordt door de werkgever, uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de werkgever zijn tweede opeenvolgende afwijking van zijn verplichting tot behoud van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid heeft verkregen, via zijn persoonlijke ruimte ingediend door middel van het formulier waarvan het model en de inhoud worden bepaald door de Minister, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021, op basis van een voorstel van Forem.

Binnen de tien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag bevestigt Forem ontvangst van de aanvraag en meldt of het dossier volledig is en, zoniet, wordt de werkgever verzocht zijn aanvraag via zijn persoonlijke ruimte binnen een termijn van 30 dagen verder aan te vullen.

Als het dossier van de werkgever na afloop van de termijn bedoeld in lid 3, niet volledig is, wordt de aanvraag zonder gevolg gerangschikt.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, vierde lid, controleert Forem de ontvankelijkheid van de in § 1, eerste lid, bedoelde aanvraag wanneer het volledig is. De aanvraag is ontvankelijk wanneer :

1° de werkgever gedurende twee opeenvolgende jaren een afwijking heeft verkregen van zijn verplichting om het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te behouden ten gevolge van een toevallige gebeurtenis of een verlies van subsidie van de overheid;

2° de aanvraag wordt ingediend uiterlijk op 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de werkgever zijn tweede opeenvolgende afwijking heeft verkregen van zijn verplichting om het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te behouden.

Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt Forem de aanvraag en maakt hij het volledige dossier alsook een voorstel van beslissing aan de Minister of diens gemachtigde over binnen de vijftiendagen dagen na ontvangst van de volledige aanvraag bij Forem.

De aanvraag tot wijziging van het totale volume van de werkgelegenheid wordt ingewilligd op voorwaarde dat de omstandigheden op grond waarvan de afwijkingen werden verkregen die voortvloeien uit de verplichting om het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te handhaven, permanent zijn.

Indien de in § 1, tweede lid, bedoelde aanvraag wordt ingewilligd, neemt de Minister of diens gemachtigde een beslissing tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige, door Forem overgemaakte dossier.

Bij toepassing van lid 4 wordt de toekenningsbeslissing waarvan de werkgever geniet en waarvoor de aanvraag tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt ingediend, als volgt gewijzigd: het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt vastgesteld bij de in lid 4 bedoelde wijzigingsbeslissing, waarbij rekening wordt gehouden met de invloed op het globale volume van de werkgelegenheid van de werkgever van de blijvende omstandigheden die de inwilliging van de aanvraag tot wijziging van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid rechtvaardigen.

In geval van weigering neemt de Minister of zijn afgevaardigde een beslissing tot afwijzing van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde aanvraag.

De in lid 4 bedoelde beslissing treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de werkgever voor het tweede opeenvolgende jaar een afwijking heeft verkregen van zijn verplichting om zijn totale volume van referentiewerkgelegenheid te handhaven.

Forem geeft kennis van de beslissing aan de werkgever via diens persoonlijke ruimte, binnen een termijn van vijf dagen te rekenen van de ontvangst van de ministeriële beslissing.

HOOFDSTUK 5.- — *Verlies van subsidie*

Art. 58. Indien de werkgever gedurende drie opeenvolgende jaren zijn totale volume aan referentiewerkgelegenheid niet naleeft, neemt de Minister of zijn afgevaardigde, op voorstel van Forem, een beslissing over het definitief verlies van de subsidie.

Bij toepassing van lid 1 wordt de beslissing tot toekenning van de subsidie aan de werkgever als volgt gewijzigd:

1° het bedrag van de subsidie wordt definitief verminderd in verhouding tot de niet-naleving van het totale volume van de werkgelegenheid die zich gedurende drie opeenvolgende jaren heeft voorgedaan;

2° het minimumaantal werknemers waarvoor de subsidie wordt toegekend, wordt verminderd in verhouding tot de vermindering van de subsidie bedoeld in 1°;

3° het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt verminderd in verhouding tot de vermindering van de subsidie bedoeld in 1°.

De wijzigingsbeslissing tot toekenning van de in lid 1 bedoelde subsidie treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op het jaar waarin voor het derde achtereenvolgende jaar bij de controle van het totale volume van de werkgelegenheid is vastgesteld dat de werkgever zijn verplichting tot handhaving van het volume van de referentiewerkgelegenheid niet nakomt.

HOOFDSTUK 6 — *Evaluatie, sanctie en terugvordering*

Art. 59. Overeenkomstig artikel 43, eerste lid, 7°, van het decreet van 10 juni 2021 dient de werkgever jaarlijks, uiterlijk op 30 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarop het uitvoeringsverslag betrekking heeft, bij Forem een verslag in over de uitvoering van de beslissing tot toekenning van de subsidie. De inhoud van het uitvoeringsverslag wordt door de Minister, overeenkomstig artikel 5 van hetzelfde decreet, vastgesteld op voorstel van Forem.

Het uitvoeringsverslag vermeldt de activiteiten van algemeen belang waarvoor de werknemers worden ingezet en waarvoor de werkgever een subsidie ontvangt op grond van het decreet van 10 juni 2021.

De werkgever specificeert de functionele bevoegdheden waaraan de in lid 1 bedoelde activiteiten van algemeen belang zijn gekoppeld.

De lijst van de functionele bevoegdheden bedoeld in het derde lid, alsook in artikel 63, §§ 1, vijfde lid, 1°, en 2, derde lid, worden door de Minister vastgesteld.

Art. 60. De interministeriële commissie bedoeld in artikel 48 van het decreet van 10 juni 2021 is samengesteld uit een vertegenwoordiger van de Minister-president en van elke Minister van de Waalse Regering, een vertegenwoordiger van de Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap en een vertegenwoordiger van Forem.

Een vertegenwoordiger van elke Minister van de Franse Gemeenschap kan worden uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen van de commissie.

Het voorzitterschap van de commissie wordt waargenomen door de Minister van Werkgelegenheid.

De in het eerste lid bedoelde leden zetelen met beraadslagende stem, met uitzondering van de vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap die alleen met beraadslagende stem zetelt wanneer hij betrokken is krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, en van de vertegenwoordiger van Forem die met raadgevende stem zetelt.

Wanneer een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap wordt uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen van de interministeriële commissie, zetelt hij met raadgevende stem.

Art. 61. § 1. De leden van de Interministeriële Commissie, bedoeld in artikel 60, eerste lid, worden benoemd door de Regering, met uitzondering van de vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap, die door deze laatste wordt benoemd.

De leden worden benoemd voor de duur van de legislatuur. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 2. De Commissie vergadert zo dikwijls als nodig, doch ten minste viermaal per jaar, op uitnodiging van haar voorzitter.

§ 3. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring aan de Regering voor.

Art. 62. In geval van niet-naleving van de bij of krachtens het decreet van 10 juni 2021 vastgestelde verplichtingen kan de Minister, op voorstel van de interministeriële commissie, een beslissing tot het opleggen van een sanctie nemen, overeenkomstig artikel 49 van hetzelfde decreet.

Voorafgaandelijk zendt Forem de werkgever per aangetekende brief een aanmaning met het verzoek zijn opmerkingen en verweermiddelen kenbaar te maken binnen een termijn van vijftien kalenderdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de aangetekende brief.

De werkgever of zijn mandataris kan op eigen verzoek door de interministeriële commissie gehoord worden.

Forem zendt het volledige dossier naar de Minister, samen met het sanctievoorstel van de interministeriële commissie.

De beslissing wordt door de Minister genomen en per aangetekende brief aan de werkgever medegedeeld.

Art. 63. § 1. De Minister bepaalt, op voorstel van Forem, de inhoud van het evaluatieverslag bedoeld in artikel 50, eerste lid, 3°, van het decreet van 10 juni 2021.

Dit verslag wordt om de twee jaar, uiterlijk op 30 september, door Forem aan de in artikel 60 bedoelde commissie toegezonden. Het eerste evaluatieverslag van de regeling zal in 2023 door Forem worden ingediend.

Het evaluatieverslag bestrijkt de twee jaren die voorafgaan aan het jaar waarin het verslag wordt opgesteld, met uitzondering van het eerste evaluatieverslag van de regeling, bedoeld in lid 2, dat betrekking heeft op het jaar 2022.

De Minister valideert het verslag op voorstel van de commissie en deelt het mee aan de Regering, die het doorzendt aan de instanties bedoeld in artikel 50, eerste lid, 3°, van het decreet van 10 juni 2021.

Het evaluatieverslag bevat met name:

1° de functionele bevoegdheden waaraan de activiteiten van algemeen belang zijn toegewezen, waarvoor de werknemers voor wie de werkgevers een tegemoetkoming genieten krachtens het decreet van 10 juni 2021, in aanmerking komen, alsook de verdeelsleutel tussen deze verschillende bevoegdheden ;

2° een kwantitatieve en genderspecifieke statistische analyse van de activiteiten waarop de werknemers voor wie de werkgevers de subsidie genieten krachtens het decreet van 10 juni 2021, worden ingezet;

3° een kwalitatieve en genderspecifieke analyse van de in 2° bedoelde werknemers.

§ 2. Forem stelt een register op van de ondernemingen die een subsidie ontvangen in het kader van het decreet van 10 juni 2021 en van het aantal werknemers voor wie een subsidie wordt toegekend.

Dit register wordt jaarlijks door de Dienst opgesteld, uiterlijk op 30 maart van het jaar dat volgt op het jaar waarin het register is opgesteld.

In afwijking van lid 2 wordt het eerste register, dat betrekking heeft op de subsidies voor het jaar 2022, uiterlijk op 31 oktober 2023 opgesteld.

Het register wordt meegedeeld aan de Minister en gepubliceerd op de website van Forem. Het vermeldt voor elke werkgever de toegekende bedragen, de functionele bevoegdheid(en) en de activiteiten van algemeen belang waarvoor de werknemers voor wie de werkgever de subsidie in de zin van het decreet van 10 juni 2021 geniet, worden ingezet.

Art. 64. § 1. De ten onrechte door de werkgever ontvangen steun moet worden teruggevorderd bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen. De krachtens het decreet van 25 april 2002 ten onrechte ontvangen steun kan door Forem worden teruggevorderd door verrekening met het bedrag van de krachtens het decreet van 10 juni 2021 toegekende subsidies.

In afwijking van het eerste lid wordt de steun die de werkgever ten onrechte heeft ontvangen en die is vastgesteld naar aanleiding van de in artikel 29 of 49 bedoelde controles, teruggevorderd in het jaar volgende op het jaar waarin de controles zijn verricht.

De in lid 2 bedoelde ten onrechte betaalde steun wordt door Forem teruggevorderd door verrekening met de per kwartaal betaalde subsidiebedragen. Het voor elke schijf vergoede bedrag is gelijk aan een vierde van het totale bedrag aan steun dat de werkgever in het betrokken jaar ten onrechte heeft ontvangen, zoals vastgesteld na de in artikel 29 of 49 bedoelde controles.

§ 2. Elke werkgever die in het kader van het decreet van 10 juni 2021 en van dit besluit een schuld heeft tegenover Forem, kan een aanzuiveringsplan met deze laatste overeenkomen voor zover de duur van dat plan niet hoger is dan vierentwintig maanden.

Het eerste lid is niet van toepassing op het in het tweede lid bedoelde onverschuldigd geïnde bedrag.

Alleen de Minister of haar afgevaardigde is alleen bevoegd om een aanzuiveringsplan met een duur van meer dan vierentwintig maanden te sluiten.

De onderneming die van een goedkeuringsplan wenst te genieten, richt via haar persoonlijke ruimte een aanvraag tot Forem met behulp van het formulier waarvan het model en de inhoud door de Minister worden vastgesteld, overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 10 juni 2021 en op basis van een voorstel van Forem.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van hoogstens vierentwintig maanden betreft, deelt FOREM binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag zijn beslissing aan de onderneming, en ter informatie, aan de Minister mede.

Wanneer de aanvraag een aanzuiveringsplan van meer dan vierentwintig maanden betreft, maakt Forem binnen dertig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag een met redenen omkleed voorstel van beslissing aan de Minister of haar afgevaardigde over, die binnen twintig dagen beslist te rekenen van de ontvangst van het voorstel van beslissing van Forem.

De Minister of haar afgevaardigde zendt de beslissing vervolgens aan Forem, die ze binnen tien dagen aan de onderneming meedeelt.

Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in het aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen.

HOOFDSTUK 7. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 65. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende de algemene uitvoeringsbepalingen van de maatregelen ten gunste van de tewerkstelling van jongeren in social profitsector voortspruitend uit de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact worden de woorden "van het kwartaal in de loop waarvan" vervangen door de woorden "van het semester in de loop waarvan".

Art. 66. In artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S.", laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt:

"§ 2. De "I.D.E.S.S." die:

1° twee voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 18.768 euro voor de bezetting van een halftijdse werknemer als begeleidingspersoneel;

2° drie voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 32.496 euro voor de bezetting van een voltijdse werknemer als begeleidingspersoneel;

3° vijf voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 50.364 euro voor de bezetting van anderhalve voltijdse werknemer als begeleidingspersoneel;

4° acht voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 64.990 euro voor de bezetting van twee voltijdse werknemers als begeleidingspersoneel;

5° tien voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 82.860 euro voor de bezetting van twee-en-een-half voltijdse werknemers als begeleidingspersoneel;

6° dertien voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 97.487 euro voor de bezetting van drie voltijdse werknemers als begeleidingspersoneel;

7° vijftien voltijdse equivalenten in dienst heeft, ontvangt een jaarlijkse subsidie van 112.11481 euro voor de bezetting van drie-en-een-half voltijdse werknemers als begeleidingspersoneel.

Het bedrag van de subsidies bedoeld in paragraaf 1 wordt, voor de "I.D.E.S.S." die een subsidie geniet krachtens artikel 12 bis van het decreet van 14 december 2006, verminderd met een bedrag van 4.904 euro per halve voltijds equivalent voor wie de subsidies bedoeld in paragraaf 1 worden toegekend.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer een "I.D.E.S.S." vóór 1 januari 2022 een subsidie genoot op grond van het decreet van 25 april 2002 en zijn I.D.E.S.S.-erkenning, het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid verminderd met het bedrag dat de werkgever geniet op grond van artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021 voor de bezetting van het personeel bedoeld in het eerste lid.

De in lid 1 bedoelde bedragen worden jaarlijks, te beginnen in 2023, geïndexeerd overeenkomstig de indexering van de subsidie die op grond van het decreet van 10 juni 2021 wordt toegekend.

De Minister bepaalt de berekeningsmethoden, bedoeld in artikel 16, tweede lid, van het decreet. "

Art. 67. In artikel 16, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden de woorden "bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector" vervangen door de woorden "bij of krachtens het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften".0)

Art. 68. In artikel 31, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2016 tot uitvoering van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2021, worden de woorden "de steun bedoeld in artikel 14 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs" vervangen door de woorden "de steun toegekend krachtens het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften".

Art. 69. In artikel 1595, § 1, tweede lid, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2009, worden de woorden "overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs" vervangen door de woorden "overeenkomstig het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften".

HOOFDSTUK 8. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 70. Het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, en andere wettelijke bepalingen wordt opgeheven.

Art. 71. Artikel 28/11 van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I), betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 2014, wordt opgeheven.

Art. 72. Het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende de algemene uitvoeringsbepalingen van de maatregelen ten gunste van de tewerkstelling van jongeren in social profitsector voortspruitend uit de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, wordt opgeheven.

Art. 73. Het koninklijk besluit van 30 april 2007 houdende vaststelling van de enveloppen bestemd voor de tewerkstelling van jongeren in de social profitsector en de verdeling ervan, wordt opgeheven.

Art. 74. Het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2016 ter bestemming van de werkgevers van de diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren (SAFAS), tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, wordt opgeheven.

Art. 75. Het besluit van de Waalse Regering van 26 juni 2019 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, voor de werkgevers van de diensten voor hulpverlening aan de gezinnen en senioren ("SAFAS"), wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangsbepalingen*

Art. 76. Het besluit van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002 blijft van kracht ten aanzien van elke rechtssituatie die vóór 31 december 2021 ontstaat als gevolg van een besluit tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling dat is genomen op grond van het decreet van 25 april 2002.

De in het eerste lid bedoelde rechtssituaties blijven vallen onder de bepalingen bedoeld bij het besluit van 19 december 2002 tot uitvoering van het decreet van 25 april 2002.

Art. 77. Het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende de algemene uitvoeringsbepalingen van de maatregelen ten gunste van de tewerkstelling van jongeren in social profitsector voortvloeiend uit de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact blijft van kracht ten aanzien van elke rechtssituatie die vóór 31 december 2021 ontstaat als gevolg van een toelage toegekend krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

De in het eerste lid bedoelde rechtssituaties blijven vallen onder de bepalingen bedoeld bij hetzelfde besluit.

Art. 78. De tussen 1 juli en 31 december 2021 verleende tegemoetkoming aan de werkgever wordt verleend voor de tewerkstelling van een jongere krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, eindigt op de laatste dag van het semester waarin de werknemer de leeftijd van 26 jaar bereikt.

Art. 79. Een bijkomende subsidie wordt toegekend aan de werkgevers, begunstigden van de subsidie toegekend krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, die vermeld zijn in de bijlage bij dit besluit.

De in het eerste lid bedoelde subsidie wordt gedurende een periode van 6 maanden tussen 1 januari 2022 en 30 juni 2022 verleend voor elke activiteit die verband houdt met de gevolgen van de overstromingen van 14 en 15 juli 2021 die de in het eerste lid bedoelde werkgevers hebben getroffen.

De minister neemt een besluit tot toekenning van de subsidie bedoeld in het eerste lid, op voorstel van de Forem. De beslissing treedt in werking op 1 januari 2022.

Het in het derde lid bedoeld besluit neemt de vorm van een wijzigingsbesluit van het in artikel 7 bedoeld besluit tot subsidie, dat voor de periode van 1 januari 2022 tot 30 juni 2022 als volgt wordt gewijzigd:

1° het bedrag van de subsidie, toegekend krachtens artikel 6 van het decreet van 10 juni 2021, wordt verhoogd met het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid, zoals vastgesteld bij de bijlage bedoeld in het eerste lid;

2° het minimumaantal werknemers waarvoor de subsidie wordt toegekend krachtens artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt verhoogd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie bedoeld in het eerste lid wordt toegekend, zoals vastgesteld de bijlage bedoeld in het eerste lid;

3° de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die de werkgever krachtens de subsidie bedoeld in artikel 6 van hetzelfde decreet moet behouden, wordt verhoogd met het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor de subsidie bedoeld in het eerste lid, wordt toegekend, zoals vastgesteld bij de bijlage bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

Art. 80. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022, met uitzondering van:

1° het derde lid van paragraaf 1 van artikel 19 dat op 15 oktober 2021 in werking treedt;

2° de artikelen 65 et 78 die op 1 juli 2021 in werking treden.

Art. 81. De Minister bevoegd voor werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten en belast met Sociale economie,
Ch. MORREALE

BIJLAGE I

In onderstaande tabel worden, ter uitvoering van artikel 6, tweede lid, van het decreet van 10 juni 2021 en artikel 6, § 3, van het besluit ter uitvoering van het decreet van 10 juni 2021, de volgende gegevens vastgesteld:

- 1^e kolom: de lijst van de werkgevers die, met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij het decreet van 10 juni 2021 en zijn uitvoeringsbesluit, in aanmerking kunnen komen voor de subsidie bedoeld in artikel 6, tweede lid, van hetzelfde decreet;

- 2^e kolom: voor de toepassing van de formule voor de berekening van de subsidie, het aantal punten dat aan de werkgever wordt toegekend, zoals bepaald ter uitvoering van de overeenkomst van 25 maart 2015 tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap inzake werkgelegenheid en kinderopvang;

- 3^e kolom: de waarde van variabele D, die overeenstemt met het aantal voltijdse equivalenten waarvoor steun ter bevordering van de werkgelegenheid krachtens het decreet van 25 april is overeengekomen, zoals bepaald in bovenvermelde overeenkomst van 25 maart 2015, ten gunste van de werkgever.

<u>Werkgever</u>	<u>Aantal toegekende punten/ projectnr.</u>	<u>Waarde van de variabele D (aantal voltijdse equivalenten)</u>
Gemeentebestuur Waver	18 Projectnr. BW062	3
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Waver	6 Projectnr. BW064	1
Gemeentebestuur Les Bons Villers	9 Projectnr. HT 238	1,5
Gemeentebestuur Aat (2 projecten)	18 Projectnr. HT 240 : 15 punten Projectnr. HT 279 : 3 punten	3
Gemeentebestuur Saint-Ghislain (2 projecten)	24 Projectnr. HT247/1 : 18 punten Projectnr. HT247/2 : 6 punten	4
Gemeentebestuur Saint-Nicolas	12 Projectnr. LG 157	2
Gemeentebestuur Charleroi	6 Projectnr. HT252	1
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Moeskroen	12 Projectnr. HT251	2
Gemeentebestuur Flémalle (2 projecten)	27 Projectnr. LG 181 : 24 punten Projectnr. LG 204 : 3 punten	4,5
Gemeentebestuur Quévy	6 Projectnr. HT 254	1
Gemeentebestuur Luik (5 projecten)	86 Projectnr. LG 185: 36 punten Projectnr. LG 186 : 36 punten Projectnr. LHG 187 : 12 punten Projectnr. LG 198 : 3 punten Projectnr. LG 199 : 3 punten	13
Gemeentebestuur Martelange	9 Projectnr. LX070	1,5
Gemeentebestuur Walcourt	30 Projectnr. NR081	5
Intercommunale Vereniging "Génération Thierarche"	15 Projectnr. 092	2,5
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Leuze-en-Hainaut	12 Projectnr. HT 282	2
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Crisnée	15 Projectnr. LG 200	2,5
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Châtelet	6 Projectnr. HT268	1
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn Zinnik	3 Projectnr. HT 267	0,5
Gemeentebestuur Fontaine L'Evêque	6 Projectnr. HT261	1
A.S.B.L. La Mandoline	18 Projectnr. LG 210	3
IRSIA (Intercommunale du Réseau Social d'intégration et d'accueil)	24 Projectnr. HT 225	4

BIJLAGE II

In onderstaande tabel worden, ter uitvoering van artikel 79 van het besluit houdende decreet van 10 juni 2021, de volgende gegevens vastgesteld:

- 1^e kolom: de lijst van de werkgevers die in aanmerking komen voor de aanvullende subsidie;
- 2^e kolom: het bedrag van de hun toegekende subsidie; voor de toepassing van de formule voor de berekening van de subsidie, het aantal punten dat aan de werkgever wordt toegekend, zoals bepaald ter uitvoering van de overeenkomst van 25 maart 2015 tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap inzake werkgelegenheid en kinderopvang;
- 3^e kolom: het minimumaantal werknemers waarvoor de aanvullende subsidie wordt toegekend.

<u>Werkgevers die in aanmerking komen voor de aanvullende subsidie bedoeld in artikel 79</u>	<u>Jaarlijks bedrag van de subsidie/ werkelijk bedrag overeenkomend met de duur van de toekenning van 6 maanden</u>	<u>Aantal voltijds equivalenten waarvoor de aanvullende subsidie wordt toegekend</u>
Gemeentebestuur Trooz	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Pépinster	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Verviers	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Eneux-Tilf	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Limburg	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Luik	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Theux	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Chaudfontaine	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Aywaille	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Comblain	322.650 euro/ 161.325 euro	9
Gemeentebestuur Dalhem	35.850,00 euro/ 17925,00 euro	1
Gemeentebestuur Spa	71.700,00 euro/ 35.850 euro	2
Gemeentebestuur Olne	179.250,00 euro/ 89.625,00 euro	5
Gemeentebestuur Rochefort	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Houyet	107.550,00 euro/ 53.775,00 euro	3
Gemeentebestuur Walcourt	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur La-Roche-en-Ardenne	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Durbuy	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Marche-en-Famenne	179.250,00 euro/ 89.625,00 euro	5
Gemeentebestuur Hotton	179.250,00 euro/ 89.625,00 euro	5
Gemeentebestuur Aiseau-Presles	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Ottignies-Louvain-la-Neuve	358.500,00 euro/ 179.250,00 euro	10
Gemeentebestuur Waver	35.850,00 euro/ 17925,00 euro	1

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

Namen, 16 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten en belast met Sociale Economie,

Ch. MORREALE